

# Démocratie et Révolution <sup>1</sup>

Avant-propos

D'une colère

Introduction

La libération du marxisme

*Voeux en forme de brève*

Section I Les mots

1. Peuple, masses, souveraineté
2. Vocabulaire et politique
3. Public/privé, un couple incertain
4. Le chien citoyen

*Consensus*

Section II Les concepts

1. De l'illégalité
2. Quels droits ? Pour qui ?
3. Pour un nouvel internationalisme
4. Le Progrès *en ruines*
5. La violence, la guerre :
  - 5.1. La violence ? Quelle violence ?
  - 5.2. Après le 11 septembre : la guerre est déclarée
  - 5.3. Les damnés de la terre
6. De la pudeur en politique

*Communisme*

Section III Les choses

1. De quelques problèmes actuels de la démocratie
2. Rendre son acuité au concept de révolution
  2. 1. Un monde de violence
  2. 2. La guerre comme politique
  - 2.3.. Le constat des faillites
  2. 4. L'alternative révolutionnaire
  2. 5 Des résistances
  2. 6. Perspectives

*La vis*

Conclusion

Aspects de la lutte idéologique aujourd'hui.....p.

---

1. 1ère édition Le temps des cerises, Paris, 2003.

## **D'une colère**

Ce livre est le produit, un produit, d'une colère, vieille déjà d'un bon demi-siècle, en ce qui me concerne, de plusieurs et même de beaucoup de siècles pour l'espèce. C'est dire qu'il ne s'agit nullement d'une *crise*, laissons cela aux rapports marchands, aux formations politiques et aux pathologies cardiovasculaires. Ni d'une explosion, puisqu'elle ne passe, ni ne retombe, à moins qu'elle ne soit du type de ce volcan d'Hawaï, le Kilauea, en éruption permanente. C'est une colère du genre patient, endurant, opiniâtre. Glacée, si l'on veut, au sens où la vengeance escomptée est un plat qui se mange froid, mais brûlante au dedans, comme l'omelette norvégienne, en plus, sans être elle-même recuite, elle n'a rien contre les mets sortis du four.

Rage, oui, identique à celle des "Enragés" de l'ami Jacques Roux, au temps de la Révolution, mais non impuissante ou vaine, comme on le dit de ces emportements qui n'emportent qu'eux-mêmes et laissent tout en l'état. Une bien assurée de sa route, bien déterminée, puissante quoi.

Parce que la colère en question n'est pas noire non plus. Une couleur qui ne lui va pas, qui appartient aux coups, à la nuit et au deuil. Elle est carrément rouge, steak et drapeau, comme la vie et la victoire. Elle est orientée donc et bien orientée. Contre le système dominant, système de la domination, de l'oppression et de l'exploitation, qui sans cesse la suscite, l'alimente et règle ses éclats. Elle ne ressemble en rien à la violence aveugle, qui n'est telle que d'avoir été aveuglée, poussée dans la cave obscure, dont les murs épuiseront les hurlements. Elle ne se laisse pas pousser, par les videurs, vers la convulsion qu'ils attendent, "Tu gueules un bon coup, et puis ça passe". Avec elle "ça ne passe pas". Elle est clairvoyante, les yeux grands ouverts. Elle contrôle jusqu'aux excès dont on l'excède. Elle sait à qui elle à affaire. Les rapports capitalistes de production, de conditionnement, et d'encolèment, elle sait de quoi ils sont faits, comment ils fonctionnent et par où les attaquer pour les casser. Qu'on ne la prenne pas pour une demeurée, une qui a tout juste appris, et encore, à lire, écrire et compter, une de la rue ou des champs, qui n'a pas eu sa chance, c'est comme ça, c'est pas sa faute.

Elle en connaît un rayon, au contraire, grâce à tout ce paquet d'épreuves dans l'expérience des servilités imposées, grâce à sa tête qui a vu venir les coups, grâce à ses poings qui en ont dévié quelques-uns. Elle s'est instruite, et ne s'en cache pas, avec le Père Marx et sa vaste tribu. Ils ne lui ont pourtant pas promis la lune, ni même le carrosse dans la citrouille. Ils se sont contentés de lui expliquer ce qui se passait, ce qui lui arrivait, pourquoi elle avait mal, qui lui faisait mal et surtout, surtout, d'où sortait cette colère, sa colère, vaine, impuissante, noire, aveugle, et bête. Ils ne lui ont pas raconté d'histoires, simplement la sienne, qu'elle vit au jour le jour, chaque jour, - son existence. Du coup, tout devenait plus clair. La fureur savait à quoi s'en tenir, de la souffrance et de ses cris, des promesses et des mensonges, du haut et du bas, du travail et de la télé. Elle apprenait la persévérance qui contrôle la durée, la

détermination qui brise les miroirs aux alouettes, et la solidarité, qui, à la solitude, substitue l'espace partagé.

*L'acutesse*, comme on disait jadis, l'*acuité* d'aujourd'hui, veut habiter les mots et les expressions, les notions et les concepts, les faits et les choses. Les textes réunis ici ont l'ambition de s'y essayer, sans crainte des errements du genre. Ils ne sont que des pièces rédigées en diverses circonstances, dont elles étaient dépendantes et où elles ont été insérées, mais, comme d'autres, qui n'ont pas été retenues, pour de simples raisons d'étendue, elles ne sont nullement éparses. Elles constituent autant de fils d'une même bobine, autant de chemins qui mènent à la Rome temporelle du "changer le monde", de fameuse mémoire. Qu'il s'agisse de telle question de langage, de théorie ou de situation, toutes convergent vers le croisement des deux notions de démocratie et de révolution, auquel est consacrée l'intervention entièrement inédite la plus longue de ce livre (Section III, 2.), qui les organise, leur donne leur cohérence et par laquelle le lecteur pressé peut commencer. Je le tiens, ce croisement, pour la leçon la mieux avérée d'une histoire de bruit et de fureur, de crainte et de tremblement, de sang, de larmes et de boue, la nôtre, qui ne compte guère plus de quelques décennies, et le programme, en vérité presque son canevas, d'une créativité sociale pour qui le règne des aliénations ne sera plus qu'un cauchemar dépassé. *La démocratie pour la révolution, la révolution pour la démocratie*. Dans la marine on dirait que ces deux-là sont *abutées*, - jointes exactement. Les charpentiers n'ont plus qu'à se mettre au travail.

Les redites, les *leitmotiv*, ou les ressassements qu'on ne manquera pas de rencontrer ici ou là, difficiles à éviter dans une approche nécessairement subjective, me sont moins imputables qu'au réel lui-même qui inlassablement (se) répète, malmène et assène, à travers la douleur, la peine et la haine des femmes et des hommes de notre temps.

C'est à eux, ces condamnés aux peines de l'enfer durant leur propre vie, ces damnés *de la terre*, qui ne sont pas seulement du Sud (on le verra), mais qui peuplent nos démocraties-modèles, que j'ai le culot d'offrir cet ouvrage. Il témoigne, en tout cas, que je suis de leur côté.

*"Contre les violents, tourne la violence"*, chante le poète. Il a raison.

## INTRODUCTION

### La libération du marxisme (\*)

Je centrerai mon propos autour d'une seule thèse qui pourra paraître abrupte et paradoxale, mais qui ne l'est que dans sa formulation et point dans son contenu. La voici : loin d'avoir provoqué la mort du marxisme, qui serait, cette fois, définitive, la chute du mur de Berlin, symbole de l'effondrement des pays "socialistes" du Centre et de l'Est de l'Europe, l'a proprement *libéré*. Elle a liquidé les dogmatismes, les orthodoxies et les dictatures qui se couvraient de la caution de Marx et empêchaient les *aggiornamenti* exigés par les crises de notre époque. Partant, il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul système, le capitalisme, et qu'une seule idéologie, le libéralisme, tous deux *mondialisés*, ou *globalisés*, et désormais sans concurrent. Cela ne va pas sans conséquences, qui ne sont pas encore toutes explicites.

La première se traduit par la fin des affrontements de toutes sortes, qui opposaient deux "visions du monde" ou deux "camps", comme on disait autrefois. On avait alors affaire, quelle que soit la manière de la juger, à une sorte d'équilibre, dont la rupture n'entraîne pas seulement des conversions stratégiques, telle la substitution d'un ennemi à l'autre, - peut-être le monde arabo-musulman à la place du Grand Satan soviétique, ainsi qu'on l'avance dans certains cercles aux Etats-Unis<sup>2</sup>, mais également l'abandon du Sud, et, plus largement, la soumission sans partage aux prétendues lois du marché. Auxquelles, on le sait, les pays de l'Est, Russie en tête, ne sont nullement soustraits. La "victoire" ou le "retour" du capitalisme s'y traduisent par le marasme économique, porteur de misère et accompagné de corruption.

La seconde signifie précisément le règne du "tout-économie", présenté sous la figure de la fatalité, qui subordonne les politiques nationales et le rôle des Etats aux intérêts anonymes des puissances financières et des complexes militaro-industriels et permet à la "classe politique", qu'elle soit de droite ou de gauche, de se dédouaner de ses échecs et de ses démissions, en invoquant l'impuissance à laquelle se heurtent ses bonnes intentions. C'est le temps du "retrait du politique", auquel les citoyens, réduits à la passivité et au spectacle, répondent, ici par un abstentionnisme électoral massif, là par des refuges identitaires, nationalistes et religieux, sources évidemment de nouvelles formes de conflits. Tout se passe comme si les fêlures apparues dans l'attitude citoyenne, fondement des engagements au service de l'intérêt commun et de la chose publique (*Res publica*) se voyaient compensées par l'appel aux revendications privées des individus, des groupes ou des communautés. C'est pourquoi on ne sera pas surpris de la véritable inflation dont fait l'objet un vocable tel celui de *citoyen*, dans le langage politique de la France contemporaine : on invoque sur le mode de l'incantation ce que l'on a perdu.

Or, autre trait de la mondialisation en cours, les politiques, à l'échelle planétaire, tendent à perdre leurs spécificités. Les différences naguère si frappantes, quant aux moeurs, aux mentalités ou à la culture, par exemple entre l'Argentine, la Belgique ou l'Egypte, s'estompent peu à peu au profit ( c'est le cas de le

---

2 L'affaire est désormais entendue (juil. 2003)

dire!) des dispositifs prônant l'austérité, la flexibilité, la compétitivité et le service de la dette. Pendant ce temps, le Conseil de sécurité des Nations Unies entérine la tutelle nord-américaine, à la fois en tant que gendarme mondial et régulateur économique, grâce à l'hégémonie du dollar, si arbitrairement imposé à Bretton Woods.

Ces phénomènes peuvent, on le sait également, donner lieu à diverses lectures. L'option en faveur du triomphalisme consacrant le "Nouvel ordre mondial" dissimule, sous le discours du droit (Etat de droit, Droits de l'homme, Droit international), la fracture des sociétés du Nord *et* du Sud entre *winner* *and losers*, -gagnants et perdants, nouveaux riches et nouveaux pauvres, ladite "nouveau" étant, à son tour, encore un effet des rapports globalisés. Sans qu'il s'agisse de contester la nécessité de l'affirmation des droits et de leur intransigeante défense, force est bien de remarquer les hypocrisies de ceux-là mêmes qui s'en font les thuriféraires. L'Etat de droit, dont on se souvient qu'il a servi à qualifier des régimes passablement contradictoires, vise à l'imposition du "modèle occidental" de démocratie, en tant que garantie de la liberté du marché. Les Droits de l'Homme ne sont pas seulement et en toute impunité violés par ceux qui s'arrogent le monopole de leur défense (pensons, entre autres exemples, aux interventions des E.U. à la Grenade ou au Nicaragua, ou de la France au Rwanda), ils sont encore unilatéralement définis par les mêmes selon leurs propres critères, entendons leurs intérêts, puisqu'il est question de lier les aides au développement au respect, de la part des pays demandeurs, des Droits de l'Homme. La disposition *chocolat* mérite, à elle seule, d'être élevée au rang de paradigme : la C. E. définit "chocolat" un produit dans la composition duquel le taux de chocolat peut être inférieur à 50%. On programme la ruine des producteurs du Sud, évidemment, en assurant la prospérité des maquilleurs du Nord et la santé de leurs concitoyens. Que dire du malheureux Droit international, qui demeure celui du plus fort, comme on l'a constaté, à l'évidence, durant la guerre du Golfe, et auquel les puissances impérialistes refusent de soumettre l'Etat d'Israël ?

Une seconde option est représentée par la résignation, plus ou moins complaisante, à la "fin des idéologies", la "fin de l'histoire" ou "l'ère du vide", tous ces termes marquant justement la disparition des compétitions entre systèmes de développement différents. En présence d'un tel constat de désespérance, les moins cyniques, parmi les idéologues ou les politiques, suggèrent les palliatifs de l'injection d'une dose de social, - dans l'Europe de Maastricht, en ce moment même, ou d'une portion d'humanitaire - dans la corne de l'Afrique, à l'époque de l'opération "Restore Hope". Ce qui ne fait que confirmer la vieille loi selon laquelle le capital continue à venir au monde "en suant le sang et la boue par tous les pores"<sup>3</sup>.

Toutefois, on a vu très rapidement la prise de conscience évoluer. En l'espace de quelques années seulement, l'enthousiasme pour le libéralisme a fait place à des réserves et même des critiques de plus en plus sévères. On les trouve régulièrement dans une publication telle que **Le Monde diplomatique**, qui instruit chaque mois ce qu'il faut bien appeler le procès du capitalisme, mais également, et de façon plus inattendue, dans un livre, comme celui de Viviane Forrester, **L'horreur économique**, une réaction

---

3 Cf. **Karl Marx. L'expropriation originelle**, Présentation de G. L., Paris, Les Nuits rouges éd., 2001.

individuelle d'écrivain, point de spécialiste, qui a symptomatiquement rencontré une audience d'autant plus considérable, en milliers d'exemplaires vendus, qu'elle était imprévisible. D'autre part, les politiques de réforme ou d'aménagement interne du libéralisme économique, censées en limiter les nuisances, ces politiques, socialistes ou social-démocrates, ont conduit et conduisent à des constats d'échec, aussi bien dans les pays développés que dans les pays de l'ex-camp socialiste. Le capitalisme réellement existant ne tolère guère les tentatives de modération qui cherchent à limiter sa domination. Cette dernière, au contraire, ne cesse de s'étendre, jusqu'à frapper les couches moyennes, base sociale traditionnelle des réformismes, que leurs complicités et leurs compromis paraissaient mettre à l'abri.

Mais il faut encore aller plus loin. Certains de ceux qui avaient jeté les dernières pelletées de terre sur le cadavre de Marx ont été soudain pris d'inquiétude : et si le monde, réduit à la gestion au jour le jour, allait à la catastrophe ? Les médias, toujours prompts à saisir le "scoop", comme ils disent, sans aucun souci de se contredire, affirmant un jour ce qu'ils niaient la veille, se sont fait l'écho de ce retournement. Depuis près d'une année, pour m'en tenir à la France, c'est, dans la presse, la surenchère à qui annoncera le "retour de Marx" ou criera "Feu sur le capitalisme" (en couverture d'un hebdomadaire). Deux colloques, organisés à Paris, fin 1995, l'un sur Marx, l'autre pour le centenaire de la mort d'Engels, ont connu une couverture de presse tout à fait inusitée depuis longtemps pour ce genre de manifestation. Il convient en effet de se rendre à l'évidence. Le marxisme, entendons la pensée de Marx libérée et restituée à sa force première, est plus que jamais nécessaire. Le marxisme est vivant parce que le capitalisme, dont il a dressé le diagnostic le plus pertinent, est vivant. Sartre l'avait déjà bien vu, quand il écrivait dans sa **Critique de la raison dialectique** : "le marxisme est indépassable parce que les circonstances qui l'ont engendré ne sont pas encore dépassées". On ne craindra pas d'avancer que ce mode de production, malgré son évolution et ses transformations, le rétablissement de ses équilibres, après et en dépit de ses crises, est même devenu, à sa phase actuelle, davantage conforme à son essence. Il touche à sa propre caricature d'avoir rendu planétaires le divorce exploiters/exploités, la recherche sans limites du profit, la majoration des inégalités, la destruction des liens sociaux, la manipulation des esprits, la misère et la faim. On a pu parler, s'agissant de l'Angleterre de Mme Thatcher, d'une régression vers le XIXème siècle. Et il est vrai qu'à bien des égards, la situation n'a fait qu'empirer. Entre Marx et nous, il y a Hiroshima. Mais le danger nucléaire n'est qu'un phénomène parmi d'autres. Nous avons appris que la connexion du progrès et de ses dégâts n'est nullement propre au complexe militaro-industriel, ni même au seul domaine de l'économie, qui montre, à l'évidence, que la productivité engendre le chômage et que richesse et pauvreté, d'une part, dénuement et exclusion, d'autre part, sont strictement réciproques, au Nord comme au Sud, et point seulement dans la polarisation aggravée du Nord et du Sud. La mondialisation a étendu le statut de marchandise bien au-delà de la force de travail, aux organes humains, que des hommes en viennent à mettre en vente eux-mêmes pour survivre, et aux enfants, par millions soumis à un travail forcé, dégradant et sous-rétribué, quand ce n'est pas à la prostitution. Faisant injure à tous ceux qui souffrent de la faim dans le monde, la Communauté européenne encourage ses

paysans et les paie pour geler leurs terres les plus riches; elle fait détruire d'énormes quantités de lait, de beurre ou de viande afin de maintenir les sacro-saints prix du marché... Toutes les techniques sont perverties, qu'il s'agisse de l'agro-alimentaire, de la chimie pharmaceutique ou des médias. La biologie, en particulier dans le secteur de la génétique, est gravement touchée. Il est à craindre que les comités de bio-éthique ne puissent y changer grand chose. Et que dire des menaces qui s'alourdissent sur l'environnement? L'homme est bien le seul être capable de détruire sa maison.

Faut-il ajouter que Marx, cet homme des Lumières, pouvait encore croire au Progrès, pour nous devenu mythe ? Deux tendances étaient présentes dans son œuvre. La première définissait le progrès par la libération des forces productives et, durant une longue période, les luttes de classes produisirent des effets sociaux en faveur d'un capitalisme relativement régulé qui admettait des conquêtes telles que les droits ouvriers au travail ou à la sécurité sociale, les nationalisations, le vote des femmes, etc. La seconde, qu'accusent aujourd'hui la globalisation et la domination, signalait la nature sauvage de la soumission réelle de la force de travail au capital, se traduisant par la constitution d'une "armée de surnuméraires". D'où, sous nos yeux, la mise en cause et la destruction des acquis sociaux, la dislocation des rapports sociaux au nom de la rentabilité et de la flexibilité. Le plus élémentaire des droits de l'homme, "le droit à l'existence", dont parlait Hegel, en vient à être menacé. Tout se passe, selon la formule d'un économiste, comme si "le mauvais capitalisme" chassait le "bon". De fait, le paradoxe n'a jamais été aussi éclatant entre la possibilité d'une humanité pouvant satisfaire à l'ensemble de ses besoins et parvenir à la réconciliation et la réalité d'une bipolarisation sociale n'engendrant que conflits et désespoirs. Faut-il rappeler que Marx avait analysé la survenue de l'hégémonie du capital financier, quand il montrait, au Livre III du **Capital**, comment on passait de la formule M-A-M' (capital "marchand") à A-M-A' ("capital" proprement dit) et enfin à A-A', le capital spéculatif, qu'il appelait le "fétiche automate", où "l'argent faisait de l'argent".

Dès lors et en tenant compte de ce que le procès de la mondialisation n'est pas encore accompli, qu'il peut donc être contré et que, sous contrôle, certains de ses aspects peuvent être repris positivement, deux tâches incombent aux progressistes et au mouvement démocratique. La première est celle de la *critique*, sous le signe de laquelle Marx a placé toute son oeuvre. Il en a également donné les moyens, non pas les recettes, selon une démarche scientifique ouverte, qui autorise son propre développement concernant la compréhension de nouveaux objets, qu'il s'agisse, par exemple, des formes d'exclusion, de la "nouvelle" pauvreté, de la transformation des procès de production et de travail, du creusement des inégalités (exemple : les plus hauts revenus dans le "paradis" étatsunien sont 173 fois supérieurs aux plus bas), de la révolution informatique ou de l'imbrication, si patente, entre pouvoir, argent et crime, devant lesquels échouent aussi bien les théories économiques, incapables de quelque prévision que ce soit, que les discours idéologiques de légitimation des dominants. Sans oublier, ce qui mériterait tout un développement, la culture sous-jacente à la globalisation, faite de chacun pour soi, de domination/soumission, d'autoritarisme/servilité, de pouvoir des experts et des technocrates, et, surtout,

de renoncement, souvent intériorisé par les plus exploités, à toute perspective de changement social. Il n'est pas jusqu'à l'histoire des régimes ex-socialistes qui ne puisse être éclairée, comme cela a été engagé de longue date par les marxistes eux-mêmes, par les concepts issus de Marx, dont la dénonciation d'un déterminisme économique atrophiant l'individu et d'une conception de l'Etat infantilisant les citoyens. Sur cette direction, vous le savez mieux que moi, Mahdi Amil, après Gramsci, a montré le chemin<sup>4</sup>.

Une seconde tâche, indissociable de la première, consiste à déterminer les voies du changement, en fonction du rapport des forces, tel qu'il se présente aujourd'hui, avec ces forces précisément de contestation et de révolte anti-systémiques qui existent et que le capital ne cesse de susciter contre lui qu'elles soient traditionnelles, dans la forme des partis et des syndicats, qui demeurent, malgré leurs faiblesses et leurs erreurs, toujours indispensables, ou nouvelles, au sens où l'on parle de "nouveaux mouvements sociaux", circonscrivant de nouveaux espaces politiques. Parmi ces derniers, auprès du mouvement des femmes, dont l'exemplarité ne faiblit pas, ainsi qu'on le voit en Algérie, ou des organisations de jeunesse, il faut donner toute leur place aux luttes antinucléaires, antiracistes, pour la défense de l'environnement, pour le désarmement général et la paix, mais également aux mouvements associatifs qui cherchent à définir des pratiques citoyennes et des attitudes autogestionnaires, aux coordinations ouvrières, transversales par rapport aux institutions classiques et enfin, à l'échelle internationale, comment ne pas accorder l'attention la plus vive aux comités de base d'Amérique du Sud et aux zapatistes du Chiapas. Si l'on cherche Marx aujourd'hui, on le trouvera assurément dans la théologie de la libération, qui le juge nécessaire à son combat pour donner la parole aux plus déshérités, et de ce Marx-là, on conviendra qu'il a pris un sacré coup de jeune. La question de fond, sans doute, est celle de la convergence de ces forces, souvent perçues comme disparates et même contradictoires, convergence à la fois au niveau des ensembles géo-politiques, tels l'Europe ou le Moyen-Orient, et sur le plan mondial, dans la perspective de la reconstruction d'un internationalisme, à laquelle, me semble-t-il, nous devons nous employer sans plus attendre. Leur dénominateur commun, quant à lui, est clair : le besoin et, majoritairement, l'exigence, mondialisés eux aussi, de la part des peuples, de la démocratie. Mais non pas de cette démocratie usurpée, mensongère, malade, qu'est la démocratie du "modèle occidental", libérale, soumise à l'anarchie du marché ne servant que les intérêts des classes dominantes et marquée de toutes les exclusions. Une démocratie "sociale", au contraire, comme on disait déjà en 1848, qui manifeste la volonté de chaque femme et de chaque homme, responsables de leur destin individuel et collectif et refusant les fallacieuses fatalités de la compétitivité et du profit. C'est bien sur ce point que le marxisme libéré de ses pesanteurs doit et peut apporter la preuve, indissociablement théorique et pratique, de sa créativité, ne craignons pas le mot, *révolutionnaire*. Assurément le programme n'en est pas donné, car il est et sera le produit des initiatives anti-systémiques, mais il relève d'une urgence assurée, celle du **Principe Espérance**, selon la formule d'Ernst Bloch, qui représente la seule réplique

---

<sup>4</sup> Ce texte a fait l'objet d'une exposition orale à Beyrouth, à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de Mahdi Amil (Hassan Hamdan). Je fais allusion ici à la préface, intitulée "Un Gramsci arabe" que j'ai écrite pour **L'Etat confessionnel** (Paris, La Brèche éd., 1996).

adéquate à la culture privée d'avenir de la mondialisation, la seule alternative à cette alternative sans alternative, que prétend être le libéralisme. Qui n'appartient pas aux chimères utopiques, mais qui travaille au cœur du réel comme son possible optimal. Qui est indestructible.

(\*) Texte publiés dans **To Vima**, Athènes, avr.1995; et **At Tariq**, Beyrouth, juil. 1997.

*Voeux en forme de brèves (\*)*

"En 95, on était plus de seize  
En 96, on se les baise"  
(*Anonyme de la Bastoche*)

Une vieille femme sans logement est morte de froid la nuit dernière  
La Tour d'Argent fait le plein de commandes pour le Réveillon de l'an 2000  
A Paris sur Seine  
Les traminois marseillais reconduisent leur grève  
Vive la Marseillaise  
Chirac promet le caviar pour tous (bis)  
et assure le gourdin dans la main droite de Juppé  
qui a la gauche dans ta poche  
Les magasins Potin déposent leur bilan, avec le chômage pour leurs employés  
Il Polacco, à Rome, grâce à Dieu, a retrouvé la forme et Karen Mulder a des nichons en or  
Dans le boudin blanc truffé de Fauchon, c'étaient des olives  
Dunoëud, dans le Midi, sacque les restos du cœur  
A martelages publicitaires, on annonce à la France républicaine et télévisuelle,  
une série consacrée aux coucheries du plus grand de ses rois (après Charlot et Tonton ?)  
Et je ne te parle pas de ce dont les médias ne disent rien : de Cuba, du Rwanda, des Tchétchénes,  
de la Bosnie, de l'Algérie (à toi de compléter)  
Ni des paradis fiscaux friqués,  
Ni de la drogue des Droits de l'Homme à la drogue  
Classe, la lutte des classes, toujours pas classée  
Au fond des cuisines, s'aiguisent des couteaux qui ne vont pas couper la dinde  
Tu vois, à ton idée  
Bonne année, camarade

(\*) Paru dans **Critique communiste**, déc. 1995

1. Masses, peuple, souveraineté (\*)

L'acteur Alain Delon, connu pour ses opinions conservatrices, déclarait récemment au **Figaro**, à propos de l'emprisonnement de Jean-Christophe Mitterrand, fils de l'ancien Président de la République, qu'il s'agissait d'une mesure destinée à "complaire au peuple". Il retrouvait, ce faisant, le vieux clivage entre *peuple-multitude*, de sens dépréciatif, et *minorité*, détentrice de pouvoir et de richesse, sinon de lumières. Si La Bruyère écrivait : "Il y a le peuple qui est opposé aux grands, c'est la populace et la multitude", il n'en rajoutait pas moins: "il y a le peuple opposé aux sages, aux habiles, aux vertueux, ce sont les grands et les petits"<sup>5</sup>. Le *vulgum pecus* face à ses maîtres qui se croient d'une autre essence, voilà qui tient toujours. Pourtant Louis le Grand avait un anus et César pouvait souffrir de la prostate, comme le précisait le père Hugo, dont l'intérêt pour le peuple ne s'est jamais démenti. J'y reviendrai, mais écoutons-le encore :

"Le monarque est le char, le peuple le pavé"<sup>6</sup>;

Peuple océan jetant l'écume populace!"<sup>7</sup>;

"O Peuple, consentir au tyran, c'est le faire"<sup>8</sup>.

Si nous nous baguenaudons du côté des dictionnaires et autres encyclopédies, sans souci d'exhaustivité, les surprises, déjà signalées<sup>9</sup>, ne manquent pas. La présence de *peuple* y est à éclipse. Par exemple, on ne trouve pas *people* dans **A dictionary of marxist thought** de Bottomore<sup>10</sup>, ni de *popolo* dans le **Dizionario di politica** de Bobbio<sup>11</sup>. L'entrée ne figure pas davantage dans mon propre **Dictionnaire critique du marxisme**<sup>12</sup>, et je suis tout prêt à m'en repentir. Mais on y rencontre *masses*, qui n'existe pas davantage dans les deux ouvrages précédemment cités, et qui n'est présent qu'au sens de *mass society* (masses indifférenciées des totalitarismes), dans le **Dictionnaire des sciences humaines**<sup>13</sup>, où *peuple* n'a pas été retenu. Le **Dictionnaire critique de la sociologie**<sup>14</sup> de Boudon et Bourricaud fait l'impasse sur les deux termes, tous les deux bien présents, par contre, dans l'**Encyclopédie philosophique universelle**<sup>15</sup>. A noter que le **Sachregister Marx Engels Werke**<sup>16</sup>, ignore *volk* et ne retient que ses dérivés : *Völkerwanderung* (migration des peuples), *Volksbewaffnung* (armement du p.), *Volksschulbildung* (instruction du p.), *Volksvertretung* (représentation du p.), et *Volkswiderstand*

5 **Caractères**, IX.

6 **Les Quatre vents de l'Esprit**, I, XXXVI.

7 **Les Contemplations**, "Melancholia".

8 **La Pitié suprême**, IX.

9 Par Bernard Peloille, dans un exposé précédent (cf. l'ouvrage cité en référence à notre texte).

10 Blackwell Référence, Oxford, 1983.

11 N. Bobbio, N. Matteucci, G. Pasquino, TEA/UTET, Torino, 1983 e 1990.

12 G. Labica/G. Bensussan éd., P.U.F., Paris, 4<sup>ème</sup> éd., 2001

13 F. Gresle, M. Panoff, M. Perrin, P. Tripier, Nathan, Paris, 1990.

14 P.U.F., Paris, 1982.

15 **Les notions philosophiques, Dictionnaire**, t.2, P.U.F., Paris, 1990.

16 **Index des matières des oeuvres de Marx et Engels**, ss la dtion de H.-J. Sandkühler, Pahl Rugenstein Verlag, Köln, 1983.

(résistance du p.). *Massen* y figure également. Ce vocable, avant d'être parfois rendu synonyme de "la classe porteuse du devenir de l'histoire"<sup>17</sup>, a connu diverses fortunes sémantiques. Au singulier, *masse* a tout d'abord eu un sens péjoratif, l'assimilant à *populace*. Pour un Gabriel Marcel "les masses sont de l'humain dégradé, elles sont un état dégradé de l'humain"<sup>18</sup>. Dans la relation peuple-masses, on aurait deux versants d'une même réalité, dont *masses* représenterait l'aspect quantitatif et *peuple* l'aspect qualitatif. Dans **La Sainte famille**, Marx et Engels opposent *masses* à *critique*, afin de dénoncer les "critiques critiques" qui se considéraient comme une élite et prétendaient statuer pour le plus grand nombre. En fait *peuple* et *masses* ont bien le nombre en commun. Le peuple c'est souvent la foule, qui est elle-même la masse rassemblée, en telle occasion fusionnelle. *Manifestation* dit aujourd'hui l'un et les autres. Mais la masse serait composée d'*individus* et le peuple de *citoyens*? N'est-ce pas l'idée de Hugo :

"Le peuple qui se fait chaque jour moins difforme  
Et qui deviendra grand sans cesser d'être énorme"<sup>19</sup>?

Le peuple ou "la multitude d'hommes d'un même pays", dit encore Littré; et Lénine: "la politique commence là où il y a des millions".

*Masses* est ouvertement synonyme de *peuple* dès que l'on évoque les "masses laborieuses" ou "populaires", face à la "poignée de profiteurs" ou, comme chez Marx, qui emploie peu le terme, distinctes du "petit commerce"<sup>20</sup>. Avec les révolutions russe et chinoise, les masses seront avant tout paysannes. Pour Lénine, *masses* ou *peuple* désignent indifféremment l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, symbolisée par la faucille et le marteau, qui instaureront une "dictature démocratique"<sup>21</sup>. Le mot d'ordre adressé au parti, "plus avant dans les masses", s'entend de "l'ensemble des travailleurs et des exploités du capital, en particulier les moins organisés et les moins éduqués, les plus opprimés et les moins sensibles à l'organisation"<sup>22</sup>. Partant, nous pouvons éclairer le rapport masses/classes<sup>23</sup>. *Masses*, tout court, recouperait l'ensemble des composantes du corps social, à l'exception de la classe bourgeoise. L'expression "masses populaires" spécifie, comme le dit aussi Lénine, les prolétaires, les semi-prolétaires et les paysans pauvres, autrement dit "l'immense majorité du peuple"<sup>24</sup>. Or, "tout le monde sait que les masses se divisent en classes; qu'on ne peut opposer les masses et les classes que lorsqu'on oppose l'immense majorité dans son ensemble sans la différencier selon la position occupée dans le régime social de la production et les catégories occupant chacune une position particulière dans ce régime"<sup>25</sup>. L'inclusion ou non de la petite-bourgeoisie fera donc la différence entre les deux définitions. Mais, dans tous les cas, les masses, "ouvrières" comprises, sont pensées comme l'entour et l'au-delà de la classe, i.e.

---

17 **Encyclopédie philosophique** universelle, ouvr. cit., art. "Masse (soc.)", p.1550.

18 Cité *ibid.* (**Les hommes contre l'humain**, Paris, La Colombe, 1951 et Fayard, 1968).

19 **Les quatre vents de l'esprit**, ouvr. cit., IV ("La Révolution")

20 Cf. lettre à Weydemeyer du 19 déc.1849.

21 Cf. "Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique", in **Oeuvres**, T. 9, p.51.

22 Cf. "Thèses sur les tâches du IIème Congrès de l'I.C.", in **Oeuvres**, Ed.Sociales Paris/Moscou T.31, p.196.

23 Je suis ici l'entrée "Masses" du **Dictionnaire critique du marxisme**, que j'ai rédigée, et à laquelle je renvoie.

24 Cf. **Oeuvres**, T. 24, p. 201.

25 Cf. *ibid.*, T. 31, p.36.

le prolétariat; lequel, en tant que porteur de la conscience de sa position, représente la rupture avec l'indistinction numérique (il est "l'avant-garde" ou le "noyau"), comme avec l'opacité sociale (conscience de classe). Du même coup, le prolétariat se trouve investi d'une véritable "mission" au sein des masses. Il lui appartient de les organiser et de les éduquer, selon une double chaîne de relations. La première, la plus générale, décrit les passages successifs des masses aux classes, aux partis et à leurs groupes dirigeants, -les chefs<sup>26</sup>. La seconde expose le lien particulier qui unit les masses et la classe, en faisant intervenir un maillon supplémentaire, celui du syndicat, en tant qu'"appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la classe et à la masse"<sup>27</sup>, "transmission reliant l'avant-garde à la masse de la classe avancée et cette dernière à la classe laborieuse", qui, en Russie, se confond avec la paysannerie<sup>28</sup>. Ce rapport du parti aux masses, qui notamment distingue le bolchévisme du blanquisme<sup>29</sup>, nombre d'expressions devenues familières le manifestent, tantôt en termes de tâches à accomplir (travail ou actions *de masse*), tantôt en termes de structures (des mouvements et organisations *de masse* au parti *de masse*), et tantôt en termes de finalité (ligne et démocratie *de masse*).

Est-ce à dire que le rapport parti-masse est un rapport de dirigeants à dirigés? En faveur d'une réponse affirmative, on trouve tout un courant, qui va de **l'Introduction de 1843** de Marx, assurant que la théorie devient "une force matérielle" dès qu'elle s'empare des masses"<sup>30</sup>, au **Que faire?** de Lénine, appuyant la thèse kautskyste d'une nécessaire importation de la science par les intellectuels dans le mouvement ouvrier. Le même Lénine, bien après 1905, s'élèvera encore contre "l'assoupissement des masses prolétariennes"<sup>31</sup> et invitera "les masses paysannes et ouvrières" à se rééduquer pour édifier le communisme<sup>32</sup>. La réponse négative manque encore moins de fondements. Ne sont-ce pas, selon la formule consacrée, "les masses qui font l'histoire"? Dans le moment même où il condamne le spontanéisme, Lénine évoque "les masses populaires, avec tout leur primitivisme virginal...qui commencent à faire l'histoire" et, à la "raison d'individus isolés", il oppose "la raison des masses qui devient une force vivante"<sup>33</sup>. Il ne cesse de saluer "l'initiative des masses populaires"<sup>34</sup>; d'en appeler à "sonder l'esprit des masses"<sup>35</sup>; ou à "apprendre" auprès d'elles<sup>36</sup>; de rappeler, comme en 1921, que "remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses", c'est "l'essence du bolchévisme"<sup>37</sup>. La soumission aux masses atteint chez Mao Zedong au dithyrambe : "les masses populaires sont douées d'une puissance créatrice illimitée"; "elles nourrissent un enthousiasme débordant pour le socialisme"<sup>38</sup>, etc. On notera qu'il ne fait aucune distinction entre peuple et masses, écrivant, dans

26 Cf. "La maladie infantile...", in **Oeuvres**, T. 31, p. 36 et 42, où la même relation est exposée dans le sens inverse.

27 Ibid., p.42.

28 Ibid., T. 32, p.14, 60 et suiv. Et 67 et suiv.

29 Ibid., T. 24, p.264.

30 Cf. éd. bilingue, Aubier, Paris, p.78-81.

31 **Oeuvres**, t.31, p. 94.

32 Ibid., p. 382.

33 Ibid., t. 10, p. 260.

34 Ibid., exemple : t.31, p. 373.

35 Ibid., t. 32, p. 385.

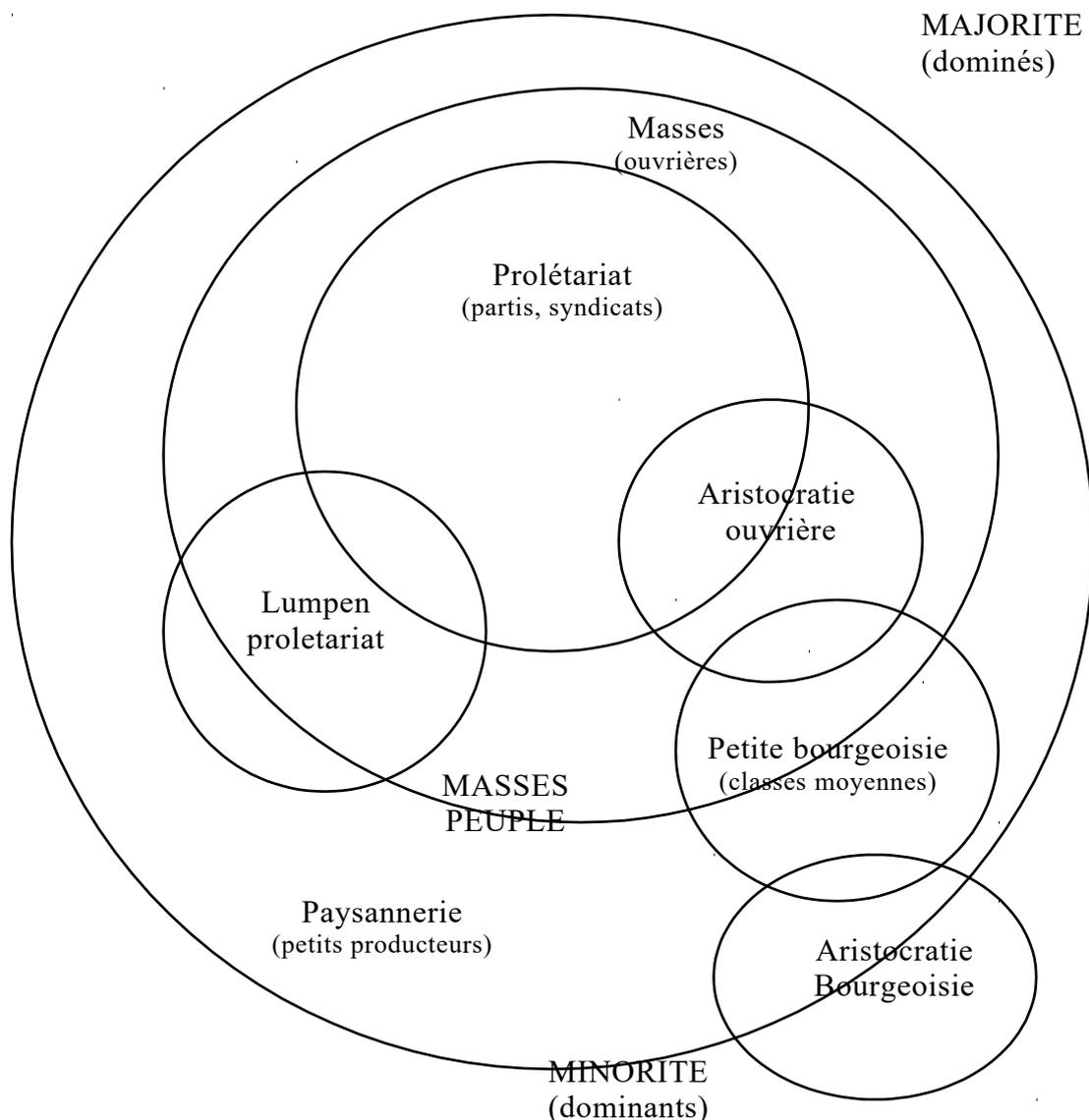
36 Ibid., t. 24, p. 64.

37 Ibid., t. 32, p.168.

38 Cf. le chapitre "Ligne de masse" des **Citations du Président Mao** ("Petit livre rouge"), Pékin, 1966.

la même page : "Le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle" et "les masses sont les véritables héros..."<sup>39</sup>. Il faut aller des masses aux masses, c'est à dire prendre leurs idées et les leur renvoyer, car "là où il y a des masses, on distingue *grosso modo* trois sortes d'éléments : ceux qui sont relativement actifs, ceux qui sont relativement arriérés et ceux qui sont entre les deux"<sup>40</sup>. C'est pourquoi, dans la pratique des P.C, la plus étroite tutelle n'a pas été incompatible avec la plus vive apologie. J'ajouterai : continue à être, et pas seulement dans les P.C., sur le mode des responsables d'organisations politiques déclarant, après quelque échec : "*ils* ne nous ont pas compris...".

Risquons le graphisme suivant :



NB les proportions sont approximatives.

Quelques remarques :

<sup>39</sup> Ibid., p. 134; également p. 137.

<sup>40</sup> Ibid., p. 147.

1. Strictement antithétiques, le *Lumpenproletariat*<sup>41</sup> et *l'Aristocratie ouvrière* ne peuvent être complètement exclus des *Masses ouvrières*, le premier, parce que telle de ses fractions peut s'y dissoudre et même passer dans le prolétariat, en fonction du marché du travail; la seconde, parce qu'elle provient directement du prolétariat.

2 *Aristocratie* et/ou *bourgeoisie* sont opposables à *Masses/Peuple*, comme minorité à majorité ;pour d'évidentes raisons de pouvoir. Écoutons encore Hugo :

".....la couronne est un crime  
Quand le peuple au gibet s'agite agonisant,  
Pas un fil de la corde, hélas, n'est innocent"<sup>42</sup>.

Les classes dominantes sont cependant partie du peuple, sinon des masses, *en principe*, quand le peuple s'entend de la nation ("le peuple français") et *en réalité*, chaque fois qu'une occurrence historique efface (toujours provisoirement) les distinctions de classes. Car, à la différence des masses, le peuple apparaît souvent comme une unité transcendante, au-delà des classes qui le constituent.

Divers cas de figures peuvent être distingués :

1. Selon le "moment" historique:

1.1. Celui de la révolution. On évoque alors "la volonté du peuple". Ainsi, en 1789, où le péjoratif *plèbe* est commué en *peuple*, le clivage passe entre ce dernier et l'aristocratie, -entre nouveau et ancien régime. Pour un Robespierre, qui se situe à l'intérieur même du procès révolutionnaire, la césure revêt un caractère moral, qui oppose "la vertu", d'essence populaire, à "la horde des fripons", qui se constitue et se reconstitue, en dépit d'épurations successives, au sein des représentants du peuple. *Vertu* et *Terreur* forment couple<sup>43</sup>. Le peuple s'affirme de rejeter ce qui n'est pas lui, le non-peuple.

1.2. Celui de la guerre. C'est "le peuple en armes". Face à l'ennemi, le peuple apparaît comme homogène. Ses composantes disparaissent dans une identification qui désigne l'Autre,-l'Étranger, comme son négatif. Pour le traître il n'est pas d'autre châtiment que la mort. Quant au barbare, il n'est pas seulement celui qui ne parle pas le grec, il est le non-civilisé. Hugo toujours :

"Aucun peuple ne tolère  
Qu'un autre vive à côté...  
C'est un Russe! Égorge, assomme  
Un Croate, feu roulant!"<sup>44</sup>.

Ou Eluard :

"Le peuple grec n'est pas un peuple complaisant...  
Le peuple tout entier ouvre une porte immense  
A la paix désarmée et c'est là que succombent

---

41 Cf. **Dictionnaire critique du marxisme**, ouvr. cit., s.v.

42 **La pitié suprême**, V.

43 Cf. G. L., **Robespierre, Une politique de la philosophie**, Paris, P.U.F., 1990, passim

44 **Les chansons des rues et des bois**, III, "Liberté, égalité, fraternité".

Les Barbares c'est là que leur sang séchera"<sup>45</sup>

Trois cas sont toutefois à distinguer :

- 1.2.1. Celui de la guerre révolutionnaire (à rapprocher de 1.1.), qu'un peuple mène, par exemple, contre son occupant. L'actuelle "Intifada-Al-Aqsa" des Palestiniens, malgré la considérable disparité du rapport de forces qui l'oppose à Israël, est assimilable à une guerre de libération. Et le monde arabe, -"la nation arabe" (*umma*) qui la soutient, ne s'entend que des peuples qui la composent, à l'exclusion de leurs gouvernements.
  - 1.2.2. Celui de la guerre classique. Si nous pensons à "celle que je préfère", comme l'a chanté Brassens, on aura garde d'oublier que le *consensus* de la "patrie en danger" s'y fissure, pour minoritaires qu'elles soient, avec les désertions et les insoumissions, tandis que les conférences révolutionnaires de Kienthal et de Zimmerwald dressent les prolétariats de chaque puissance belligérante contre leurs bourgeoisies réciproques qui les transforment "en chair à canon" au service de leurs seuls intérêts.
  - 1.2.3. Celui de la guerre coloniale, qui joue comme un véritable contre exemple, puisque les gouvernements, contestés par leurs opinions (Algérie), vont jusqu'à renoncer à faire appel au contingent (Viêt-nam/France) et se trouvent parfois obligés de céder devant les contestations (Viêt-nam/U.S.A.).
2. Selon les configurations inter/supranationales. C'est actuellement le cas de l'Europe, où la volonté unitaire affichée et ses premiers actes (traités, monnaie commune) n'ont point encore débouché sur une figure politique (fédéralisme, union de nations?). Les rivalités et les inégalités nationales y demeurent aussi vivaces que les compétitions inter-impérialistes. L'hégémonie des préoccupations économiques, qui laisse au social la portion la plus congrue, laisse transparaître les luttes de classes derrière les identités nationales, "l'Europe des peuples contre l'Europe des rois", selon la formule chère à Mazzini. On pourrait même se demander si les peuples ne possèdent pas quelques traits distinctifs propres permettant de les identifier, indépendamment de leurs disparités socio-économiques et historiques, sur le mode vulgarisé, mais point neutre, de la Suédoise blonde, du Français cavaleur, de l'Allemand lourdingue ou de l'Ecossais Harpagon. A peine est-il nécessaire de faire mention du "peuple élu", qui ne facilite guère les approches...
1. Selon le discours du droit. La *res publica* nomme la chose du peuple, le bien commun, la communauté. Elle est, chez Bodin, le "droit au gouvernement", qu'il soit monarchique, aristocratique ou démocratique, affronté à la violence ou anarchie. Elle se distingue, chez Montesquieu, de la monarchie et du despotisme, par une "relative" égalité, la "vertu" et les lois comme expression de la "volonté populaire". Autrement et généralement dit, elle représente le régime qui a une légitimité populaire. C'est avec Rousseau, on le sait, que la terminologie elle-même se met en place. Une fois formé le "corps moral et collectif", qui se substitue à "la personne particulière de chaque contractant". "Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de *Cité*,

---

45 **Poèmes politiques**, "La Grèce en tête".

et prend celui de *République* ou de *corps politique*, lequel est appelé par ses membres *Etat* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés ils prennent collectivement le nom de *peuple* et s'appellent en particulier *citoyens* comme participants à l'autorité souveraine, et *sujets* comme soumis aux lois de l'Etat", - termes, ajoute Rousseau, qui "se confondent souvent et se prennent l'un pour l'autre"<sup>46</sup>.

Le monarque, le tyran, le dictateur dit "mon peuple". Pour le républicain, l'institué n'est autre que l'instituant, "le peuple", qui ne devient tel que par le contrat, -sujet et objet de la volonté générale. C'est ce peuple-là qu'ont exalté les révolutionnaires : Marat, "l'ami du peuple" ou Robespierre, servant "la cause du peuple" et affirmant "je suis du peuple, je ne suis que cela". Grâce à la révolution française, la souveraineté du peuple a éliminé le droit divin. "Ce qui constitue une République, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé" (Saint-Just)<sup>47</sup>. La notion de souveraineté reçoit dès lors une acception inédite. Montesquieu distinguait une souveraineté démocratique, qu'il nommait "commerçante" à Athènes, et à Rome, et une souveraineté aristocratique, "militaire" à Sparte, à Venise et à Gênes. "Lorsque, dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie; lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple cela s'appelle une aristocratie"<sup>48</sup>. Bodin parlait déjà de la "puissance de donner et de casser la loi". Siéyès affirme encore, dans son discours du 7 septembre 1789; que le peuple se confond avec la représentation nationale<sup>49</sup>. Il cautionne ainsi, par avance, nos pratiques contemporaines (démocratiques et républicaines) de "démocratie représentative" réduisant les citoyens à nouveau à un rôle "passif", les intermittences électorales, où s'aliènent les souverainetés, se convertissant en abstention généralisée. On n'y insistera pas, sinon pour souligner combien s'avère nécessaire la réhabilitation de l'idée de *souveraineté populaire*. Contre tous les *consensus*, singulièrement résignés, elle forme la condition en dehors de laquelle il n'est pas possible de parler de *citoyenneté*, de *démocratie*, ou même tout simplement de *politique*. Contre la thèse impérialiste, qui tente d'imposer le concept de "souveraineté limitée", afin de justifier ses agressions militaires (cf. l'OTAN contre la Yougoslavie), elle est à inscrire dans *le droit des peuples*, soigneusement ignoré et qu'il est urgent d'imposer.

(\*) A paraître dans **Le Peuple, figures et concepts entre identité et souveraineté**, ss dtion de Hélène Desbrousses et Bernard Peloille, François Guibert éd., Paris, 2003

---

46 Du contrat social, "Univers des Lettres Bordas", 1985, Liv. I, ch. VI, 54-67.

47 Cité par Lucien Jaume, "Les équivoques de la souveraineté sous la Révolution française", dans **Penser la souveraineté à l'époque moderne et contemporaine**, ss la dtion de Gian Mario Cazzaniga et Yves Charles Zarka, Edizioni ETS, Pisa et Libr. J. Vrin, Paris, p.340.

48 **De l'Esprit des Lois**, Ed. du Seuil 1964, II, 2.

49 Cf. L. Jaume, art. et ouvr. cit., p.352.

## 2. Vocabulaire et politique (\*)

"Communisme, Nation, République" : je dois dire que je suis assez décontenancé par l'association de ces termes, dans l'intitulé de notre rencontre. On n'a pas l'habitude de les apparier et on peut se demander s'ils sont compatibles. "Communisme, Nation, République" peuvent très bien se repousser dans la théorie et s'associer dans l'histoire. Autrement dit l'association des deux termes Nation/République forme un couple qui a une bonne tenue, qui est connu du sens commun, également de la philosophie politique. Ce n'est pas le cas de Communisme/République. Et pourtant, dans la tradition du socialisme réel, on sait qu'on trouve "République populaire" et "Démocratie populaire". La "République populaire de Chine", par exemple, désigne bien un pays qui se veut communiste. C'est la politique qui naturellement va redistribuer les mots, les organiser ou les réorganiser. Les associations ne sont jamais innocentes et le vocabulaire exprime et produit des effets politiques. C'est pourquoi on peut distinguer aujourd'hui même dans les mouvements en cours : des éclipses, des glissements et des surgissements. Pour les éclipses, nous avons celles que connaissent les termes de *classes*, de *lutte de classes*, de *pouvoir* au singulier, -y compris du côté du sous-commandant Marcos, qui ne les emploie guère. Du point de vue des glissements, je ne vais pas tous les citer, mais enfin on constate depuis quelques années l'extraordinaire inflation subie par le mot *Révolution* associé à la fabrication de voitures et de cosmétiques. Des notions sacralisées chez le philosophe peuvent brusquement tomber dans le domaine du marketing.. Ainsi de "concept" : tout devient concept. Ou de "culture". Il y a pire, du côté des surgissements. Prenons «les gens»: un vrai joker qui remplace et brouille toutes les cartes, -les "classes" entre autres. Et puis le "citoyen". Ah le citoyen, marié à toutes les sauces et même promu, ou abaissé, au rôle d'épithète! Imaginons la tête que ferait Robespierre. De tels dévoiements, de telles turpitudes linguistiques sont certes affligeantes, mais bien entendu elles font sens.

Dans cet esprit, il ne faut pas craindre de se demander pourquoi : Pourquoi notre colloque? On peut invoquer diverses raisons, petites et grandes. Je dirai un mot d'une grande, parce que, comme on le faisait en 1968, et c'était une bonne pratique, il faut dire de quel lieu on parle. Or, ce qui nous préoccupe, et pas seulement à **Utopie critique**, mais bien au-delà, c'est *une défaite*. Et s'agissant d'une défaite, il faut savoir comment on peut la conjurer, comment on peut en sortir. Souvenons-nous: elle a mobilisé un vocabulaire de catastrophe. On parlait de *faillite*, d'*effondrement*, d'*une débâcle de civilisation*. Mais de quelle défaite était-il question? Une défaite de quoi ? Là encore les mots n'ont pas manqué,- du socialisme, des pays socialistes, ou du "socialisme réel", du communisme, du marxisme, du mouvement ouvrier, de la politique révolutionnaire, de la gauche elle-même, mais aussi des "camps" en présence, et d'une histoire qui se serait achevée sans que l'on s'en aperçoive. Même chose de l'Internationalisme. Voilà qui fait beaucoup, mais pour dire quoi ? Pour dire que dans un espace historique de quelques siècles, cinq siècles, le capitalisme n'a jamais cessé de parvenir à surmonter ses contradictions et qu'il a su maintenir la domestication des classes exploitées, soit en les divisant, soit en les accablant davantage,

soit en les corrompant. Alors l'issue, les «alternatives», comme l'on dit, quelles sont-elles ? Il y a les petites, les micro-résistances, qui, à l'échelle de la planète, poussent tous les jours, sous une multitude de formes. Gramsci le remarquait déjà quand il déclarait que le capitalisme suscitait constamment tant de forces contre lui qu'il n'était pas possible de concevoir une organisation qui les contiendrait toutes. C'est bien ce que l'on voit aujourd'hui, avec des contestations de type très spécifique, tantôt d'orientation plus écologique, tantôt plus économique, ou même morales, vous en avez tous à l'esprit. Très souvent elles sont limitées en ce qu'elles sont sans ambition politique ou tout au moins en ce qu'elles n'ont que des ambitions politiques assez vagues, sans référence précisément à un projet global de libération, pour ne pas parler de système philosophique universel, centré, comme autrefois, sur l'idée de progrès. Il faut donc faire avec cela ou, au contraire, sans cela. Et comment reconstruire, à supposer qu'on puisse reconstruire ? Quelles alternatives avancer pour dresser ou contribuer à dresser les dominés contre le libéralisme triomphant ? C'est ici que l'on voit que la réflexion sur les mots n'est pas inutile.

Prenons ce terme de *République*. Je me suis tourné, entre autres, vers des dictionnaires. Et j'ai eu la surprise de constater, y compris dans les dictionnaires marxistes (dont le mien!), que beaucoup ne contenaient pas le terme "République". Dans le dictionnaire de Bobbio, le terme existe mais sous forme d'exposition historique. Du côté anglais, rien. Enfin, ce qui est le plus curieux, dans le dictionnaire auquel j'ai collaboré, **l'Encyclopédie Philosophique Universelle**, je n'ai compté que sept phrases, sous cette entrée. Quelles remarques peut-on faire sur ce vocable ? Il faut effectivement revenir à ses origines. La notion de République, c'est une notion large. C'est la notion du gouvernement, de l'État, de la souveraineté du peuple, de la démocratie. "République", avec Kant et Rousseau, signifie le "gouvernement avec le peuple". Autre question, celle des rapports entre la République et la Démocratie. On a du mal à les apprécier, à faire la démarcation. Ainsi, il y a quelques années, par exemple, **La République bananière** (S. Coignard et F. Lacan, Belfond, 1989) portait en sous-titre «De la démocratie en France». La notion de République apparaît la plus large. Littré conclut l'article qu'il lui consacre, d'une part, en faisant la distinction entre Démocratie et République et en relevant que les premières pièces frappées en 1804 portaient d'un côté "République française" et de l'autre "Napoléon Empereur"; et, d'autre part, en remarquant qu'avec la Démocratie, à l'opposé du régime aristocratique, c'est le peuple entier qui détient le pouvoir ou qui le délègue. Or, Démocratie et République aujourd'hui sont considérés comme antithétiques par beaucoup et pas seulement par un Debray, avec cet excès qui lui fait dire que l'«on peut mourir pour la République mais pas pour la Démocratie». C'est quelque chose qui me fait problème, de même que cette idée, du même, selon laquelle : «quand on veut défendre la Démocratie, quelle Démocratie veut-on défendre, l'américaine, l'indienne, la française ?" **Que vive la République**, Paris, O. Jacob éd., 1989, p. 81). Cela a-t-il un sens ? Il faudrait admettre que la République c'est une histoire, et que la Démocratie c'est un concept. Mais c'est plus complexe. La République peut très bien être un idéal inaccompli, puisque l'on peut parler de «République bananière», et, pour la Démocratie, chacun connaît la situation des nôtres, où le citoyen n'est qu'«intermittent», sinon carrément passif. Je me

demande aussi si le recours substitutif à la notion de République n'aurait pas un caractère défensif. En fait si l'on parle d'une République comme d'une Démocratie *fortes*, c'est par opposition à un concept minimaliste qui est celui du libéralisme. Cette République forte serait censée mettre en avant les droits sociaux, l'Égalité, l'appartenance à la communauté des citoyens. Bien sûr, là aussi ce n'est pas simple, mais je constate que toutes ces définitions tirent leur possibilité par rapport à l'état d'affaiblissement dans lequel on reproche à la Démocratie de les avoir placées. Cette remarque ne me paraît pas inutile car on peut l'étendre. On dira que le centre de la République ce sont les valeurs de la trinité française, -Liberté/Égalité/Fraternité, mais surtout l'École, "l'École de la République", évidemment.

Le couple Nation/République appellerait des remarques analogues. Au début du règne de Napoléon, la "Grande Nation" c'était la République française. Entre la Nation et le Peuple les relations sont très étroites. La Nation représenterait un rapport de naissance alors que le Peuple c'est le rapport de l'Homme à cet ensemble. La Nation est en même temps le corps des habitants d'un pays, et, d'autre part, un corps politique.

L'expression qui a fait florès depuis quelques années, c'est celle de Nation/État. La Nation et l'État surgissent ensemble. La Nation est née en Europe avec l'État, lorsque l'État s'est substitué à l'Église. Avec l'État, on a affaire à une histoire très compliquée. Et dans cette histoire, il y aurait un grand paragraphe qui concernerait les relations entre l'État et le Communisme, de la pratique du Communisme dans la Nation et du glissement vers le nationalisme. Certains ont même remarqué que l'adhésion populaire à la Nation était plus forte que l'adhésion à la classe. Il est vrai que la conscience de la Nation se forge dans la guerre. Aujourd'hui cette notion refait surface, car on a le sentiment que sous l'effet de forces internes et externes, la notion d'État/Nation est en train de se défaire. Si elle se défait, notamment au niveau de la réduction ou de la limitation de la puissance étatique, cela ne va pas sans conséquences pour des projets comme celui de la Communauté Européenne mais aussi sur la nécessité absolue d'un nouvel Internationalisme. Toutefois les thèses qui s'échangent parfois violemment : «trop d'État», «un peu plus d'État», «pas assez d'État» ou «d'État qui tue le social» comme dirait M. Seillière, peuvent être analysées comme des tentatives de réponse à la menace du projet européen sur la notion d'État/Nation. Certains y voient un englobement qui emporterait la culture et l'histoire. Or ce qui se met en place c'est l'Europe du Capital, ce dernier continuant à avoir besoin, comme ce fut le cas à travers son histoire, d'États forts qui pèseront sur le processus de valorisation, sur l'encadrement du travail, sur les lois sociales, sur la régulation de l'emploi, etc. Quant à l'Internationalisme dont se réclamait la tradition socialiste et communiste ce n'était pas un internationalisme des Nations et défendre aujourd'hui un nouvel Internationalisme, ce n'est pas pour autant mettre au centre de la réflexion la Nation. Ces réassociations ne jouent pas à l'échelle internationale. La notion de République n'est pas traitée de la même manière que celle de Démocratie dont tout le monde se réclame. D'autre part, je me demande si d'une certaine manière tout cela n'est pas faire le jeu de l'adversaire. Face à cette défaite qu'il faut surmonter, est-ce en affaiblissant ces concepts que l'on se donne les armes adéquates ?

S'agissant de la notion de classes, qu'il s'agisse de Démocratie ou de République, qu'est-ce qui leur donne un sens fort : sinon la notion de Peuple en tant que détenteur de la souveraineté? Or, n'est-elle pas significativement négligée aujourd'hui? La "crise de la représentation" n'est-elle pas devenue une antienne?. L'idée de «Démocratie participative» fait-elle un cas suffisant de la souveraineté populaire? La lutte, par exemple, du peuple palestinien, qui se bat pour la reconnaissance de sa souveraineté, ne se traduit pas en terme de citoyenneté ni même de République. Cependant je ne vois pas pourquoi on renoncerait, sous prétexte de sa subordination, en particulier dans le couplage avec le marché, à l'idée même de Démocratie. Au contraire, l'abstention électorale *populaire* sans cesse croissante, qui représente sa critique interne, prouve que les enjeux de ce concept sont plus considérables que jamais. Lui substituer "consensus", "contrat", "citoyenneté", ou même "esprit républicain" relève de l'illusoire ou de la tricherie. Et il en va de même de l'obligation *politique* de rendre sens à "domination", "exploitation", ou encore au bon vieil "impérialisme", dont la "mondialisation", n'est autre que la nouvelle version.

(\*) Paru dans **Utopie critique**, n°21, déc.2001

### 3. Public/privé un couple incertain (Notes) (\*)

I- Un paradoxe : des notions sans statut

1/ Le couple et chacune des catégories qui le composent sont généralement absents des dictionnaires de philosophie, de sociologie, de sciences politiques, ou du marxisme (Lalande, EPhU, Bottomore, Bobbio, Bekerman,...) sauf rares exceptions, encore que les termes apparaissent à la rubrique *Droit*, et, dans le cas des sciences politiques ou du marxisme à *propriété privée*. Mon propre **Dictionnaire critique du marxisme** possède en outre une entrée *privé/social* (j'y reviendrai). Le **Dictionnaire des sciences humaines**, chez Nathan, comporte une rubrique *privé/public*: "opposition mouvante de deux sphères d'activité contrastant tantôt le domestique et le professionnel, tantôt l'intime et l'étalé; tantôt la société civile et l'Etat ou encore l'intérêt égoïste et l'intérêt général (...), une réalité repérable dans les options éthiques et politiques des Français". Retenons bien cette définition, car elle va nous éclairer.

2/ En attendant, je constate que ces mots ne possèdent pas de statut philosophique que le langage courant emprunterait comme il le fait si effrontément, dans le cas, par exemple, de *transcendant*, -pour une voiture, de *révolutionnaire*, - pour un shampoing, ou, depuis quelque temps pour le mot *concept*. La philosophie pourtant ne se prive pas de penser les couples notionnels, au contraire, c'est même un de ses goûts favoris : être/devenir, temps/éternité, sujet/objet, extérieur/intérieur, quantité/qualité, foi/raison, maître/esclave, etc.

Notons au passage que la philosophie, selon Hegel, aurait connu un double usage : "Chez nous,-écrit-il, la philosophie n'est pas exercée, comme chez les Grecs, comme un art privé, mais [qu'] elle a une existence publique qui concerne la collectivité principalement ou même exclusivement au service de l'Etat" (**Philosophie du Droit**, Préf. 37). Conséquence: on n'aurait pas le droit d'être philosophe si l'on est pas rétribué comme professeur-fonctionnaire; en tout cas, la philosophie livre des notions à l'extérieur. CQFD

3/ Alors que ces termes, ce couple, sont de l'usage le plus commun et servent quotidiennement de discriminants à nos concitoyens et, bien sûr, à chacun d'entre nous. Dernier exemple : un député vient de porter plainte pour "atteinte à la vie privée" contre un journaliste qui avait révélé qu'il était homosexuel. Le député ne s'en cachait pas, dit-il, mais il ne voulait pas qu'on rende cela public sans son accord. C'est le coup du nez de Cyrano.

D'où la question : pourquoi en va-t-il ainsi?

II- Réponse 1: parce que le couple parle de domaines mal circonscrits

1/ Les traités de Droit, dont la réputation de rigueur n'est plus à faire, en conviennent eux-mêmes. Mais ils commencent par faire la différence. Ainsi le vieil Ulpien, qui écrivait il y a près de deux millénaires (vers 200), nous dit, -soyons un peu pédants: "*publicum jus est quod ad statum rei romanae spectat; privatum quod ad singulorum utilitatem pertinet*" (**Digeste**). Le public : la "chose romaine", qui

n'est autre que *res publica*, "chose publique", "république", ou *Politeia*, savoir de la Cité, chez Platon et Aristote; tandis que le privé concerne les particuliers et les rapports des particuliers entre eux. L'intérêt général, c'est l'Etat, le reste appartient aux sujets ou aux citoyens. C'est le noble et le roturier, pour ne pas dire l'ignoble. Notons que le couple a son destin lié à celui de l'Etat. Toutefois, une différence : aux origines, le critère c'est *l'objet*, avec l'idée d'une hiérarchie des biens de la nature; par la suite, chez nous, c'est *la personne* qui devient référent et ses finalités. Littré nous dit le public c'est ce qui concerne tout un peuple ou toute une nation, c'est le commun, le manifeste; le mot vient de *publicus*, lui-même dérivé de *populicus*, -du peuple.

Aujourd'hui, les frontières deviennent floues. Il y a bien un droit public et un droit privé, mais ce dernier est synonyme de droit civil, un droit qui englobait, à Rome, sous la Cité, le public et le privé. Jean Carbonnier, auteur d'un traité de droit civil, donne le droit subjectif comme garant du respect de la vie privée et des libertés pour les individus respectant eux-mêmes les lois. Il précise, au passage, que s'agissant de l'usage d'un logement, la liberté sera d'autant plus grande que l'on en est propriétaire. Il y a, d'autre part, compénétration entre les deux droits puisque, par exemple, "la procédure civile règle le fonctionnement d'un service public, le service public de la justice". Et l'on sait combien il est difficile de faire la départ entre privé et public, s'agissant des hommes politiques, des stars, et autres vedettes. L'historien, et pas seulement le journaliste, mais aussi le juge ou le bailleur, se voient conduits à commettre nombre d'infractions.

#### 2/ L'expérience confirme la doctrine concernant le flou des frontières

Exemples : une récente exposition consacrée, à Barcelone, je cite, à "la sphère de l'intime" : quand des individus s'exposent des jours durant dans une maison de verre où sont suivis par l'œil d'une caméra dans tous leurs mouvements, "existe-t-il encore des espaces de vie privée?" se demande le **Monde**. Et le succès du voyeurisme télévisuel -les *lofts*? Pensons aussi à l'extraordinaire histoire de **L'Origine du monde** de Courbet où le privé du privé, le sexe ouvert d'une femme, l'intime de l'intime, devient public; penser à la tête du public à Orsay ,tandis que Lacan, le grand transgresseur, qui posséda la toile, l'avait fait dissimuler, chez lui, sous un cache dû à Masson.

#### 3/ Les pratiques ne sont pas en reste.

Banalisation du mélange privé/public en matière de politique et de pouvoir : du "droit de cuissage d'autrefois aux intrigues d'alcôve qui jouent parfois un rôle non négligeable dans les affaires publiques", nous disent les auteurs d'un livre au titre significatif, **L'Omertà française** (Sophie Coignard et Alexandre Wickham, A. Michel,1999, p.13), sans oublier ce sommet du genre, **La putain de la République** de la désormais célèbre Christine Deviers-Joncourt. Ainsi le public s'approprie le privé et l'instrumentalise.

#### 4/ Mais le paradoxe n'a pas disparu.

Sous les transgressions plus ou moins tolérées, chacun continue à maintenir la frontière. Pour l'intime, c'est à dire la sexualité, mais aussi la religion. Or, cette dernière, mis à part les quelques Etats encore

théocratiques, devenue affaire privée après tant de combats laïcs, est toujours en passe de basculer ses interdits. Cf. les "communautés" qui se réveillent ou qu'on réveille, dans notre France républicaine et laïque, à la faveur du conflit du Proche-Orient.

La question demeure.

### III- Réponse 2 : la complexité sémantique

1/ On en a déjà pris une idée, mais voyons de plus près. Voici ce que donnerait une liste des acceptions synonymes de privé : *particulier, individuel, singulier, intime, subjectif, coutumier, contractuel, affectif, caché, secret...* Le privé, d'autre part, se distingue, sinon s'oppose, au *public*, à *l'étatique*, au *social*, au *collectif*, au *rationnel*. L'intérêt privé n'est pas l'intérêt commun, la propriété privée fait pièce à la propriété collective, la société civile est dissociée de la société politique, comme le sujet du souverain, ou l'homme du citoyen, ou le droit positif du droit naturel.

2 L'histoire alterne les sens: avec Rome, triomphe le droit public; avec le Haut Moyen-Age c'est le droit privé, à travers les notions contractuelles et patrimoniales qui envahissent le droit public, preuve que l'Etat a perdu de sa puissance et que le temps est à la décadence. Avec la restauration de l'autorité royale, le public reprend du poil de la bête et l'on passe du *status* au *contractus*.

La philosophie classique admettait la séparation public/privé, le public étant l'Etat, i.e. le bien commun (le Prince ou le contrat), ou la raison, la Volonté générale comme dépassement du conflit (anarchie, chaos social, division). Bodin présente sa République comme bien public (i.e. non privé), bien commun, intérêt général, "ce qui est commun avec la puissance souveraine", ce qui est public. Et la souveraineté est le principe d'union des citoyens, eux-mêmes catégorie abstraite. Chez Hegel, la sphère des intérêts privés, la "société civile", comme société du "besoin et de l'entendement", est différente à la fois et opposée à la sphère des intérêts communs, autrement dit l'Etat. Le droit ancien, avant la Révolution, est confessionnel, inégalitaire, communautaire, terrien; après la Révolution le droit devient égalitaire et individuel. C'est le public qui décide du privé, qui le dit. En règle générale, le public tend à absorber le privé. Dans le cas d'une souveraineté de type monarchique, le but, c'est le contrôle total des sujets . Dans le cas d'une souveraineté de type populaire, public et privé sont confondus en principe, mais, en fait, sous la démocratie bourgeoise, le "peuple" est éclaté en classes et on se retrouve dans le cas de figure monarchique (pensons à la France dont Marx nous dit quelle est enserrée dans un "carcan de lois").

### 3/ La phase historique actuelle : la privatisation

Avec la mondialisation qui provoque le recul de l'Etat-nation, le privé, semble-t-il, ne cesse d'étendre son champ. Sans entrer dans des détails connus, il me semble utile de noter que le phénomène des privatisations ne concerne pas seulement les services publics, mais les décisions politiques elles-mêmes, dans une sorte d'anonymisation; voir le rôle des instances exécutives de l'Union Européenne, ou celui, récent, de l'OTAN, sans oublier que nous avons à domicile le Conseil constitutionnel. Pensons aux zones franches et aux Paradis fiscaux; aux mélanges crime/corruption/politique; au blanchiment de sommes

colossales; à la Bourse qui, que je sache, ne relève d'aucune institution publique. Que dire des largesses publiques, pas seulement financières mais aussi en matière de dérogations juridiques dont bénéficient les entreprises privées ? Se trouvent peu à peu soustraits au droit des nations et régis de façon privée les communications, la sécurité, la santé et l'éducation . "Commerce mondial : alerte sur les services publics" titrait **Le Monde** du 3.10. 2000.

Le chômage et l'exclusion tendent à abolir les frontières entre travail social et travail privé ou domestique. Les privatisations capitalistes brisent et refoulent les liens sociaux que les salariés savent construire dans les rapports de travail, notamment dans les services publics où la pression de la valorisation est moins forte qu'ailleurs, dans "le privé" justement.

#### IV. Réponse 3 : la contradiction privé/social

1/ Ce qui se tient derrière les apparences du couple incertain, c'est la distinction reprise par Goldmann du Marx de la **Question juive**, entre le citoyen et le bourgeois (Goldmann ajoutait l'individu privé,-famille, amis, etc.; cf. **Recherches Dialectiques**, 84). Au premier reviennent la liberté et l'égalité, "Eden des droits de l'homme", mais il est un être abstrait, n'ayant d'existence que dans cette autre abstraction qu'est l'Etat (et le droit), tandis qu'au second revient l'existence réelle, quotidienne, de la vie professionnelle, de l'activité économique, de la "société civile comme on dit, qui est régie par l'affrontement des égoïsmes et la réification. C'est, dit Goldmann, le tandem fatal, - Dr Jekyll/M.Hyde. On se trouve dès lors au cœur du privé du privé, à cet intime qui n'est ni le sexe, ni le confessionnel, mais bien la propriété : *ma* femme, *ma* voiture, *mon* entreprise, *mes* capitaux.

On aurait, d'un côté : Etat et Droit, se présentant avec une "dimension" sociale, Droit public, ordre, et de l'autre : individus, relations économiques, exprimées en langage juridique, Droit privé, libre consentement,-étant entendu que l'égalité (abstraite) se trouve du côté de l'Etat et du Droit, qui sont ses garants. En fait, la distinction public/privé relève de l'idéologie de l'Etat qui entend être seul représentant et détenteur du politique. Et les luttes sociales ne cessent de le hanter à travers les contradictions public/privé, traduisant les intérêts antagonistes de classes. Cette distinction a clivé, on le sait, les travailleurs eux-mêmes, séparant ceux du public qui seraient des privilégiés, soustraits notamment aux aléas du marché, et ceux du privé, soumis aux fluctuations, pour le meilleur comme pour le pire, de la concurrence, et aux incertitudes de l'emploi. (cf. le "Tous ensemble" pour quoi, contre quoi?" de H. Desbrousses et B. Peloille, apud **Le souffle de décembre**, sous la direction de Sophie Bérout et R. Mouriaux); encore, faut-il ajouter, que la frontière (et l'hostilité) tend à s'effacer dans les derniers conflits, où s'expriment des formes de solidarité privé/public, traduisant une évolution de l'opinion.

Les choses sont-elles aussi simples?

#### 2/ Retour sur la privatisation: la confusion public/privé.

L'exemple du PARE (ou CARE), ce plan fait passer au privé l'examen de la qualification des chômeurs pour un emploi de l'Administration, les non-indemnisés, notamment les jeunes en premier emploi ou les "fin de droit", resteraient sous la responsabilité de l'Etat, du public donc. Les syndicats

patronaux et les signataires seraient alors juges et parties, puisqu'ils gèreraient les indemnités et proposeraient emplois ou sanctions, ce qui revient à soustraire le marché du travail au service public, qui désormais n'exercerait plus aucun contrepoids. Il est bien d'autres illustrations de ce phénomène, du contrôle du corps (Cf. D.Memmi, **Les gardiens du corps, 10 ans de magistère éthique**, Ed. de l'E.H.E.S.S., Paris, 1996) au flicage des individus privés (cartes à puce), et au sinistre réseau Echelon, qui permet aux oreilles de l'Oncle Sam d'espionner ses alliés occidentaux.

3/ Derrière l'harmonie prônée au XVIIIème siècle par les théoriciens de la pensée libérale entre intérêt public et intérêt privé, l'individu étant en effet, à la fois, le *bourgeois* de la société civile et le *citoyen* de l'Etat, le contrat de travail se révèle bien pour ce qu'il est : un contrat privé, à travers la possession des moyens de production et l'appropriation privée du produit. C'est pourquoi l'échange, réputé égal, est régi par les rapports juridiques, qui occultent la réalité économique, plus conflictuelle que consensuelle. Toutefois la société n'acceptant le produit qu'en tant qu'il représente un besoin social, incluant un temps social nécessaire pour sa production, le travail de privé devient social; Mais le travail social demeure sur la base de la propriété privée.

La propriété privée, c'est elle qui se tient derrière notre couple incertain. Elle va jusqu'à en inverser la relation : ce n'est plus le public qui absorbe le privé, c'est le privé qui est le public. Le dernier mot de la situation actuelle correspond à la fin d'une illusion : la propriété privée récupère son délégué, -l'Etat, elle jette son masque. Ainsi que Marx l'avait bien vu : "Quelle est la puissance de l'Etat politique sur la propriété privée? La propre puissance de la propriété privée, son essence promue à l'existence. Que reste-t-il à l'Etat politique en opposition à cette essence? L'illusion que c'est lui qui détermine alors que c'est lui qui est déterminé. Il brise assurément la volonté de la famille et de la société mais seulement pour donner existence à la volonté de la propriété privée qui ne connaît ni famille ni société (...) la volonté n'est plus que le prédicat de la propriété (...) l'"inaliénabilité" de la propriété privée est identiquement l'"aliénabilité" de la liberté de la volonté et de la vie éthique dans leur universalité (...) la réalité de l'idée éthique apparaît ici comme la religion de la propriété privée" ( **Critique du droit politique hegelien**, pp. 159, 160, 161, 163).

Sous nos yeux, ce n'est pas seulement le masque qui est arraché. La propriété privée en est venue à jouer en première personne en se dispensant de la caution de l'Etat politique et en le faisant même servir directement ses propres finalités :

\* La vie sociale se privatise : en se socialisant elle devient marchandise ("temps libre", loisirs, culture...); dans le travail sont privilégiés, au sein de l'entreprise, les contrats à durée déterminée et le travail intérimaire contre le travail collectif à durée indéterminée, le libre jeu de la compétition contre les solidarités.

\* La fin du salariat est programmée sous les dispositions du système des primes, du crédit d'impôt ou d'impôt "négatif", des stocks option, etc.

\* Le "pantouflage": "toujours plus de fonctionnaires et de politiques vont et viennent du public au privé. Nombre d'entreprises du secteur concurrentiel sont menées par d'anciens hauts fonctionnaires prenant soin de ne pas rompre avec l'administration. Les entreprises sont en relations continues avec les ministères. Des clubs et amitiés divers lient de nombreux responsables politiques et les grands patrons" (Cf. la libre opinion de J. Magniadas, W. Pelletier et Y. Salesse, "Quand M. Seillière se déguise" dans **Le Monde** du 12.12.00). Une nouvelle illustration n' a pas tardé: l'ouverture d'un *musée privé* par un grand patron précisément, F. Pinault, "avec l'aide de grands commis de l'Etat qui pantouflent ou pantoufleront sous peu"; "ce n'est pas, ajoute le peintre Antoine Perrot, l'art sans l'Etat, c'est l'art privatisé" (Cf. **Le Monde** du 16.12.00; dans le même n° on peut lire: "Trois mises en examen dans un dossier d'escroquerie impliquant le groupe Pinault").

A noter enfin, pour commémorer dignement la journée de la femme (10 mars), que les femmes, en dépit de la révolution de la parité, impulsée par les pouvoirs publics, sont littéralement refoulées dans le privé, à travers divers dispositifs : inégalités salariales et professionnelles, chômage et temps partiel qui les frappent en priorité.

#### 4/ De quelques conséquences

\* La démocratie représentative, sous le néolibéralisme, opère la privatisation de la souveraineté. Cette dernière explique en bonne part le phénomène de l'abstention politique, parfois nommé "retrait du politique", qui signifie le repli de l'individu sur le privé et les tentatives de compensation qui reconstruisent un espace public dans le militantisme des Associations.

\* Cette privatisation s'accompagne d'une dénationalisation de l'économie du pays, exprimant le mouvement de la propriété privée qui prive les non-propriétaires, refuse le public et la publicité,- par inflation de l'information! et contraint au refuge dans le privé où l'individu abdique sa fonction de citoyen.

On refait, de la sorte, à l'envers, le long chemin historique qui avait conduit à passer du privé au public, c'est à dire au politique, ce dernier fût-il illusoire. Le vocabulaire enregistre cette mutation dans le martèlement obsessionnel de quelques termes, parmi lesquels: *société civile*, qui jouerait un rôle de rédemption par rapport à l'Etat, mais qui ne fait que confirmer l'emprise du privé et dissimule les glissements signalés ci-dessus; *citoyen* (l'adjectif étant venu s'ajouter au substantif), dont on peut faire (je ne m'en prive pas!) des gorges chaudes, mais qui traduit un véritable désarroi, celui d'un manque ne cessant de s'accuser; ou *contrat*, cet instrument juridique de la consommation, dont le syndicaliste Marc Blondel admet, à son tour, qu'il est imposé "sur la loi, en prétendant être l'expression des aspirations de la société civile" (cf. "Les leurre de la refondation sociale", **Le Monde** 12.12.00; ladite "refondation" a rendu tout cela parfaitement lisible).

#### V. Réponse 4 ; sortir de l'incertain

En tout cas, pour répondre enfin à notre paradoxe de départ, il nous reste à nous demander s'il est possible et comment de dépasser le couple incertain public/privé.

On considérera rapidement, pour les éliminer, les propositions qui consistent à offrir des alternatives de synthèse fallacieuses. En voici quelques unes :

- la réponse par l'essor technologique, qui est celle de Jacques Attali, lui-même très récent symbole de la confusion public/privé à des fins personnelles, selon laquelle il y aurait à la fois plus de totalitarisme, dans le contrôle des individus, mais également plus de démocratie (**Science et vie** juil.août 1998),...quand on sait que l'accès à Internet est limité à 3% de l'humanité
- la réponse par un nouveau "système socialiste", grâce à la concentration des entreprises, qui est celle de Henry Kaufman, gourou de Wall Street (**Le Monde**, 1-2.10.00)
- la réponse par la publicisation du privé ou le transfert au privé des tâches du public, qui est celle de M. Marc Tessier de France-Télévision (cf. "Dépasser l'affrontement public-privé", **Libération**, 26;10.99).

En rappelant la problématique du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui voyait dans le passage de l'état de nature à l'état civil, par le contrat social (alors bien nommé), la substitution à la liberté naturelle confondue avec la volonté de l'individu, de la liberté civile/morale comme expression de la volonté générale au moyen des lois, on indiquera qu'il n'est aucun autre moyen d'en finir avec les porosités public/privé suspectes que de procéder à une repensée radicale de la démocratie, en ne se limitant pas à sa défense,- dont l'actualité apparaît comme indispensable, mais bien selon son extension, ou plutôt son approfondissement, savoir : le dépassement de la coupure société civile/Etat par la transformation des rapports marchands afin de conférer au travail son caractère exclusivement social (NB c'était le but du communisme), et, en attendant, l'assurance du contrôle permanent de la collectivité sur toutes les activités ayant des conséquences sociales.

(\*) Paru dans **La ville entre public et privé**, n° spécial (32, 33, 34) de **Villes en parallèle**, Nanterre, 2001

#### 4. Le chien citoyen (\*)

Les mots vivent de la même vie que nous. Ils vivent de ce qu'ils reçoivent et de ce qu'ils transmettent, comme nous. Les couches de sens qui les constituent ne sont pas immobiles. Ces sens, au contraire, se modifient, glissent les uns sur les autres, s'additionnent, se retranchent, se télescopent, entrent en conflit. C'est pourquoi il faut écouter ce que disent les mots, derrière le superficiel de leurs évidences brutes, explorer leurs excavations, en tenant bon sur le principe qu'aucun d'entre eux n'est innocent.

L'exercice qui suit ne s'arrête, bien partiellement, qu'à quelques spécimens du langage politique. Il souhaite encourager sa poursuite.

Relevons tout d'abord quelques phénomènes de portée générale

##### 1. Les clichés (qui guettent tout usage battologique)

Sous la forme abaissée du sous-cliché, au nombre des tics les plus fréquents, les plus indurés, du vocabulaire courant, le ponctuant de façon entièrement mécanique, on a deux candidats (au moins). Le "mais bon", qui n'a rien à voir avec la réclamation des tickets de rationnement durant la dernière guerre mondiale ("mes bons"), ni avec l'ouverture des amitiés provinciales ("mes bons..."), mais bien, semble-t-il, avec la résignation de bon aloi face aux aléas de l'existence, attitude de vaincu ordinaire s'excusant desdits (aléas). Le "bon ben" est le second. Quand j'étais petit, mes parents habitant une ville de bord de mer, je ne me méprenais jamais, dès les premiers beaux jours, sur le "bon bain!". Aujourd'hui la "bonbenité" n'a rien à voir avec la bonne baignade. Si cela "baigne", c'est dans la vase de l'infra-linguistique. Le "c'est clair que", qui a récemment confisqué l'entame de n'importe quelle phrase, et le "bien évidemment", qui en remplit les trous, s'efforcent de garantir tous les ponts-aux-ânes et toutes les obscurités. La palme revient peut-être à l'insupportable lancinement de cet "un petit peu", si souvent bombardé à chaque phrase, comme le résidu d'une réserve oubliée ou d'une modestie de bon aloi, à tout propos et hors de propos jusqu'au non-sens d'un "il a plu un petit peu abondamment". Les exemples en sont légion. N'oublions pas les deux scies du "je veux dire...", propédeutique de tout énoncé, "tu veux dire, eh bien dis-le!"; et du "si vous voulez" qui ne demande jamais votre avis : "lâche-moi, je ne veux rien du tout!"

Le cliché proprement dit émaille le jargon journalistique, du genre "monter au créneau" ou "en puissance", "jouer dans la cour des grands"; n'avoir "pas droit à l'erreur", de l'incident à la catastrophe, "se trouver sous le choc"... Un "inventaire" est toujours "à la Prévert", "heurter", "frapper", s'entendent inévitablement "de plein fouet"...

##### 2. Les rapetissements ou les captures dépréciatives

"Révolution" ne s'entend plus que des prouesses techniques de telle ou telle marque d'automobile, ou des cosmétiques et des couches-culottes,-anti-fuites évidemment. "Concept", l'enfant chéri des philosophes, le laborieux joyau du père Kant, est devenu la proie de n'importe quel "concepteur", qui t'en fabrique à

qui mieux mieux, pour une croisière aux Seychelles, une recette de spaghetti, un show télévisé, un "petit ensemble" Cacharel...Mais la merveille des merveilles, le nec plus ultra de la savantasserie prétentieuse, c'est "culture", balancé à toutes les sauces et même sans sauce: "culture de gouvernement", "d'opposition", "de mafia", "de certitude" (Hue), "de santé" (Kouchner), "de l'ennemi commun" (P. Coulon), "de rumeurs" (Poncelet), "d'impunité" (Président du T.P.Y.), "du crime" (I. Kadaré, en parlant de ses compatriotes)...

Plus près de nos préoccupations politiques, considérons :

### 3. Les éclipses

Les femmes elles-mêmes qui prennent la parole dans nos médias libérés lâchent tranquillement des "putains!" et des "faut pas déconner!". Les "bittes", "baiser", "couilles", ou "enculer", tout à fait banalisés, manifestent le degré de transgression auquel la presse écrite et parlée, populaire et bon chic bon genre, est parvenue, en sautant, -Freud et **Elle** merci!, les tabous de papa-maman. Toute pudeur n'en est pas pour autant abolie. Témoin, celle qui frappe "classes", "lutte des classes", "impérialisme" (voir infra), "exploitation", ou "prise du pouvoir", entre autres, -les deux derniers délibérément rayés, notons-le au passage, du vocabulaire des nouveaux Zapatistes. Encore que les cadavres enterrés à la hâte remuent sous les pelletées de terre censées les ensevelir, au point que ça et là se produisent d'étonnantes résurrections. Pas seulement celle de "révolution", sous les traits décalés et caricaturaux déjà vus, mais dans leur dignité ancienne : "classes", resurgissant sous les oripeaux des "partenaires sociaux", par exemple., dans les discours mêmes qui les avaient évacués.

### 4. Les promotions

Exactement comme on dit dans les Super- et Hypermarchés et à la Légion d'honneur, elles jettent sous les projecteurs le miracle de transmutations qui font le verbe chair et de la bergère une princesse : le balayeur devient "technicien de surface", l'instit "professeur des écoles", la caissière "hôtesse de caisse", l'éboueur "ambassadeur du tri", l'aveugle "non-voyant", le sourd "malentendant" et..."mon cul du poulet". Les bonnes fées illuminent des vocables caducs, désuets ou peu usités, et les mettent en équipe avec les éclipses/abandons, dont ils occupent les vides, au prix parfois de quelques déviations sémantiques. "Consensus" est de ceux-là, ce vieux latinisme juridique, dont on conviendra sans peine qu'il est plus sympathique que son antonyme, "conflit", - le *polemos* d'Héraclite, converti en "lutte" (de classes). Il fait excellent ménage avec cet autre enfant du droit, le "contrat" propulsé au rang de prince des sédatifs sociaux. Non pas le "contrat social", originaire et fondateur, qui n'obéit à nulle autre finalité que de transférer son autorité à la Loi, elle même légitimée par la souveraineté populaire, non, mais le contrat au petit pied, au petit point, le contrat parcellaire, ici, dans l'industrie, "branche par branche", là, avec les régions, ailleurs, avec les universités. L'Etat mime en démocratie cet affaïssement que le Parlement entérine, chacun y trouvant, le possédant, son compte (bancaire singulièrement) et le possédé, aussi le sien, son conte (à dormir debout). Dans la foulée, car nous avons affaire là à une logique, le couple parité/équité, qui n'a que peu à voir avec le père, occis ou sublimé, et le sport équestre, se trouve soumis,

pour occuper la place laissée vacante par l'obsolète égalité, expulsée par ses soins, - depuis la justification théorique d'un Alain Minc, jamais en retard d'une mode, au vote *consensuel* de l'Assemblée nationale. Tout cela se passe entre les "gens" et à leur service, les gens tout court, pas les bonnes gens, les pauvres gens, du bas du panier, ni, moins encore, les "gens de peu" opposés aux "gens de bien", comme faisait finement Robespierre, non, les gens, ce minimum anonyme, opportunément inventé par le P.C.F., qui remplace tout, - les prolos, l'ouvrier et le peuple en personne, tous congédiés (voir ci-dessus). "République" et "démocratie", dont lesdites gens forment la base, sont également des termes en vue. Les joutes qui consistent à les opposer, en s'interrogeant sur la question de savoir pour laquelle de ces deux entités on peut ou non "mourir" (R. Debray), ne prêtent guère à conséquence. On sait bien que "république" et "démocratie" sont semblables, à droite comme à gauche et que tout le monde est à la fois républicain et démocrate, en France, comme chez G. W. Bush ou A. Sharon. Ce qui importe, c'est la démocratie "tout court" qui, bien que son concept soit tout aussi introuvable en théorie politique que celui de "gens", n'en est pas moins présentée comme "modèle", à destination des aspirants de l'Est et du Sud. Foin de ces démocraties "sociales", "socialistes" ou "populaires", la "tout court", on vous le rabâche suffisamment, se satisfait du marché, avec lequel elle se confond. Surgit alors le véritable chef d'orchestre, le mot qui gouverne l'ensemble, sortant les "gens" de leur médiocrité et établissant ce "consensus" si nécessaire au bon fonctionnement du régime idéal, républicano-démocratique (ou, au choix, démocratico-républicain), le mot "citoyen", dont l'ascension foudroyante n'a d'égale que le déploiement universel. La richesse des strates de significations est ici incomparable. Le meilleur de l'histoire s'y donne à voir: la Cité grecque, la République romaine, la Révolution française, le *démos*, la vertu et la volonté générale. Le citoyen c'est la liquidation du sujet, de la monarchie, de la tyrannie, des aristos, envoyés à la lanterne, des curés et des Bastilles. C'est l'autonomie des individus rassemblés et maîtres de leur destin. Il n'est pas de plus beau mot. Et si français! La citoyenneté n'est-ce pas l'égalité en personne, conquise de haute lutte, y compris, hier, par les femmes (au moins partiellement), demain par les immigrés. Et non pas cette égalité irréaliste qu'un Marx cantonnait dans l'abstraction de l'Etat, opposant le citoyen à l'homme concret, -bourgeois ou salarié, notaire ou apprenti. La révolution a eu lieu et l'utopie a touché terre, le *citoyen* habite désormais la *société civile*. De quelles louanges ladite société civile, de son côté, ne fait-elle pas l'objet, dans sa reprise actualisée et, disons-le, carrément post-moderne, si éloignée, elle aussi, de son acception philosophique du XVIIIème siècle. Et quelle promotion! Elle est pourvue de tous les mérites, face à son négatif représenté par l'Etat, - le monstre froid, dont l'Europe va enfin nous délivrer. Tout ce qui est bon lui appartient, les citoyens bien sûr et les Associations, dont les chères O.N.G., que les politiques, saisis sans doute par la grâce, à moins qu'ils ne soient bourrelés de remords, n'en finissent pas de caresser dans le sens du poil, qu'il s'agisse de tresser des couronnes à la loi de 1901 ou de faire les yeux doux aux mobilisations anti-mondialisation, sans rien lâcher de leur place aux sommets des G7 ou 8<sup>50</sup>. Mais revenons à notre (ou plutôt à *leur*)

---

50 Sur la nouvelle société civile, voir les fortes remarques de R. Gallissot, "Abus de société civile : étatisation de la société ou socialisation de l'Etat?" (in *L'Homme et la société*, n° 102, 1991) et de M. Najjari, "Société civile, histoire d'un mot ou

citoyen. Le contrat de travail qui régit le marché ne suppose-t-il pas deux échangistes égaux...dans "l'Eden des droits de l'homme". Le succès actuel distord jusqu'à la grammaire puisque l'usage de l'épithète l'emporte de très loin sur celui du substantif, longtemps consacré par le fameux "bonjour citoyen!" dont se saluaient les Conventionnels. Il n'est en effet question que de "débats *citoyens*", "démarches *citoyennes*", "esprit *citoyen*", "parole *citoyenne*" ou même "construction *citoyenne* du monde"(P.C.F.), en réponse aux méfaits de la mondialisation, ou encore "Président *citoyen*" (E. Guigou). On rencontre aussi un "chemin de la réinsertion et de la citoyenneté", - à propos des détenus. Qu'est-ce qui ne peut être qualifié de "citoyen"? L'inflation est telle que l'on va même jusqu'à parler d'"entreprise citoyenne", en voulant sans doute signifier par là que le temps n'est plus où la démocratie s'arrêtait à la porte des usines et où ces dernières n'étaient que lices d'affrontements de classes. "**L'embryon citoyen**", tel est le titre du récent livre de Mme Boutin. Mais ce n'est pas tout. La citoyenneté, au prix d'un véritable saut dialectique (?), vient de franchir la frontière de l'humanité, à laquelle on la croyait limitée. La Société centrale canine annonçait récemment un colloque dans les locaux du Sénat, sur le thème: "En 2001, quelle place pour le chien citoyen?"<sup>51</sup> Je confesse que je me suis interrogé sur ce chien citoyen, rapprochant l'image d'une boutique de toilettage, dite "Au chien royal", aristocratique donc, de l'enseigne, assurément plus démocratique, "Au chien qui fume", de plusieurs bars parisiens. Je constatai que je faisais un pas en direction du concept, en découvrant, qu'un juriste n'hésitait pas, en répondant à la question "Qu'est-ce qu'un chien?", à admettre que le chien, "objet, personne, un peu les deux", -assurait-il, pouvait être "sujet de droit"<sup>52</sup>. Me revenait alors le souvenir de ce chien allemand qui, au dire de Jerome K. Jerome, dans **Trois hommes et un vélo**, se détournait des pelouses sur lesquelles on pouvait lire "ne pas marcher" et je me disais que je tenais là le chien citoyen. Le chien, soit. Mais le chat? Le cheval? Le canari? Pourquoi pas le tigre, de fameuse mémoire? Encore que si "l'impérialisme est un tigre de papier" (slogan maoïste), à quoi bon "en mettre un dans son moteur" (pub d'ESSO)? Et les dragons asiatiques,- tigres et dragons? On assurera sans doute que le chien c'est plus sérieux. Après les boutiques de toilettage et les restaurants spécialisés, ne vient-on pas de voir s'ouvrir, au sud de Rome, une plage privée pour chiens?<sup>53</sup> Et le bijoutier *jet set* Morabito ne vient-il pas de confectionner un collier de diamants pour chien?<sup>54</sup> On en apprend tous les jours : à l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort exercent de très sérieux thérapeutes pour chiens et chats. A New York, en plein cœur de Manhattan, s'est ouvert un Palais du chien<sup>55</sup>, véritable pensionnat disposant d'une piscine, d'un institut de beauté, d'une salle de gym et de boutiques.; pour 250 \$ la journée, le 5 étoiles offre des chambres avec téléphone, téléviseur et la cuisine d'un grand chef toscan; les pensionnaires peuvent recevoir du courrier de leurs "parents"; pour 150 \$ la séance, ils peuvent contacter une consultante avec laquelle ils "parlent" par

---

actualité d'une illusion?"(in **Figures du Peuple**, Cahiers pour l'analyse concrète, Paris, Centre de sociologie historique, 2001).

51 **Le Monde** du 30.01.01.

52 "Qu'est-ce qu'un chien?" Par Gyslain Di Caro, apud **Le Monde** du 26.04.01

53 Selon un reportage d'Antenne 2 pour le Journal de 13h., le 04. 07.01.

54 Reportage de la VIème chaîne de télévision, le 24.07.01, à 21h.

55 Aux toutes dernières nouvelles (début août 2003), un établissement analogue vient d'être inauguré en Allemagne

télépathie; des taxis diffusant de la musique classique sont disponibles en cas de déplacement; les promeneurs (de chiens) prennent 600 \$ la semaine; un anniversaire revient à 250 \$. **L'Animal Fair Magazine** tire à 250.000 exemplaires<sup>56</sup>. En tout cas, on ne pourra plus parler d'une "vie de chien", chaque citoyen rêvant d'être lui-même "traité comme un chien"! Entre l'homme et le chien, la question, se poserait-elle alors en termes de concurrence : pourquoi pas **Demain les chiens**, comme le prophétisait le beau livre de Sidmak? Ou la confusion dont jouait Devos, dans un fameux sketch, où l'on ne savait plus qui était le maître et qui était l'animal, qui était l'homme et qui était le chien? L'hypothèse d'une **Planète des chiens** ne serait-elle pas tout aussi digne de considération que celle des singes? Les précédents ne font pas défaut, témoins les "philosophes-chiens des Grecs, de Diogène le Cynique à Hégésias de Sinope, surnommé "le collier de chien"; ou encore ce chien, "Dieu des Egyptiens", évoqué par Platon<sup>57</sup>, qui n'est autre vraisemblablement qu'Anubis, représenté tantôt sous la forme d'un chien noir, tantôt comme un homme à tête de chien. Rappelons qu'il existait en Basse-Egypte un sanctuaire de la *Cynopolis*, la "cité des chiens". Le maître Hegel n'assurait-il pas, dans sa **Phénoménologie**, que la société civile était le "règne animal de l'esprit"<sup>58</sup>. Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour l'heure, "le chien citoyen", c'est l'interdit de la pelouse et la recommandation du caniveau, qui transposent les consensus flexibles<sup>59</sup> et la discipline néo-libérale de "l'homme citoyen". **Citizen Kane** s'efface de nouveau derrière les **Chiens de garde** et, le fantasme sécuritaire aidant, le recours aux maîtres-chiens se fait stratégie sociale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit du détournement de la politique, de son déni et de sa mise en congé. La preuve : le citoyen nouveau abdique le premier de ses droits, celui-là même qui le faisait tel,- citoyen, il redevient "passif" (A. Duhamel) et va à la pêche, comme on dit, au lieu de se rendre urnes. Couché, Médor! A la niche!

## 5. Les nouveautés

Elles nous retiendront moins, car elles ont souvent fait l'objet d'analyses. Trois notules cependant :

a/C'est le domaine économique qui fournit les plus gros contingents, la mondialisation ayant eu comme effets, de la part de la social-démocratie, de réhabiliter l'entreprise et de sacraliser la Bourse. Le "client", ou le "consommateur" et "l'actionnaire" sont tapis derrière le "citoyen". La "gouvernance", remise au goût du jour par la Banque mondiale et le F.M.I<sup>60</sup>., bouffe le gouvernement. L'"ajustement structurel" déstructure à tour de bras, à coups de "plans sociaux", parfois trivialement dits "dégraissages", et fait bon ménage avec les "dérégulations", qui mettent tout en l'air. Marx aurait aimé ce processus pour ce qu'il avoue de l'essence anarchique du capitalisme, mais, dans nos sociétés de Droit et d'Etat de Droit et de Droit international et de Droits de l'Homme, comment s'accommoder de la braderie des règles? A

---

56 D'après le reportage "New York chienne de ville" diffusé sur TF1, le 19 juillet 2003 à 14h 30.

57 **Gorgias**, 482 b.

58. Je ne puis résister à signaler que le livre dans lequel A Brossat s'en prend également avec pugnacité au nouveau citoyen s'intitule **L'Animal démocratique** (Tours, Farrago éd., 2000)!

59 A noter, comme l'affirme un titre du **Monde** (13.06.01) : "Mieux que les robots, des salariés flexibles".

60 On se reportera à l'excellent article de B. Cassen, "Le piège de la gouvernance" (**Le Monde diplomatique** de juin 2001); voir également Marc Delplanque, "La gouvernance globale ou la mort programmée de l'ordre juridique international", Nord-Sud XXI 16 (4) 2001, qui montre que la gouvernance est une stratégie de guerre, bannissant le droit.

quoi on rétorquera que la réponse n'est pas juridique, mais bien économique, puisque la dérégulation suscite sans cesse la régulation (il existe même une école pour ça). Laquelle n'épargne pas l'espace, avec l'"externalisation" et la "délocalisation", qui a bien peu à voir avec l'utopie, *-ou-topos*, non lieu. On sait bien que la décentralisation n'a nullement pour fin de créer des petits "centres", pires que le grand, -l'Etat, qu'il faut oublier, mais d'assurer une politique "de proximité", au plus près donc du "quotidien des gens". Les Directeurs de ressources humaines (ah! le beau titre!), une fois qu'ils se sont débarrassés des *kleenex*, pêchent dans les "bassins d'emploi" et les "viviers" de postulants. Les "privatisations" n'arrêtent pas de priver jusqu'à l'exclusion complète, soigneusement incluse dans les bilans comptables. C'est pourquoi "précariser" revient à constituer, comme aurait dit Brisset<sup>61</sup>, pour l'acteur, son pré carré, pour le patient, la mise sur le carreau. "Flexible" : cela ne vous évoque-t-il pas "Le chêne et le roseau", si cher à notre enfance? "Il plie, mais ne rompt pas", quand il n'est pas tout simplement "cassé", comme l'emploi. J'ai même trouvé une "citoyenneté flexible" (D. Ross). *Croissance, développement* sont promus au rang de maîtres-mots qui nous dispensent de demander :de qui? De quoi? Pourquoi faire? Dans le "grand marché liquide", "l'employabilité devient la valeur essentielle"<sup>62</sup>

b/L'invasion de ce vocabulaire économique présente deux particularités.

La première consiste dans l'anglicisation de la langue (des langues), désormais banalisée, en dépit de quelques protestations francophoniques. *Manager, management, high tech, stocks option, Think tanks*, le couple *winner/looser*, et autres *golden boys*; sont depuis belle lurette tombés dans le domaine commun; *business angels, venture capital, hedge funds, start up, dot com*, ou, bien sûr, *NASDAQ* font une belle carrière; "*share-holder value*" et "*corporate governance*" semblent bien partis. Un analyste en dit qu'ils expriment "la langue du vainqueur", car "en matière boursière, la langue de Shakespeare, ou plutôt celle de Wall Street, risque de devenir la règle"<sup>63</sup> Appelons tranquillement ce phénomène: l'impérialisme de la langue de l'impérialisme.

L'infestation du parler courant par la langue des sous est le second trait. On ne se contente plus de *spéculer*, bien au-delà de l'acception piquée aux philosophes, ni de *faire son profit de* ou de *manquer à gagner*, on *investit* et on *s'investit* dans son comité de quartier, on *gère* sa sexualité, on enregistre un *déficit* démocratique, on *cote* ses chances, on juge plus ou moins *rentable* l'apprentissage des langues à la maternelle, ou *contre-productive* la déstabilisation d'Arafat par Sharon (Chirac), on assure "le *service après-vente* du volet licenciement", ou on *s'exonère* de l'effort intellectuel au *taux* trop faible, etc. (pardon : *and so on*). Qui va départager et estimer le poids réciproque des valeurs humanitaires et des valeurs boursières? Tout n'a-t-il pas un *coût* (prononcer "coutE"), comme dit l'autre?

c/Au chapitre des nouveautés, ne sous-estimons pas néanmoins les apports de la langue guerrière : des "frappes chirurgicales" aux "ingérences humanitaires", à destination du frappé, et aux "conflits zéro mort", pour le frappeur évidemment. C'est toujours le bon vieux droit du plus fort qui

61 Dont on vient enfin d'éditer les **Oeuvres complètes**, Les Presses du réel, 2001

62 M. Aglietta, "Le capitalisme de demain", in **Notes de la Fondation Saint-Simon**, Paris, nov.1998.

63 Christophe Jakubyszyn, apud **Le monde de l'argent**, 6-7.5.01.

règne, mais réactualisé dans le travestissement des Droits de l'Homme (respect des) ou de l'Etat de droit (rétablissement ou instauration de). Au besoin, en cas de dérapages, qui ne sauraient relever que du seul passé, et plus lointain que proche, on ne craint pas de faire appel au vocabulaire religieux de la faute, donc du pardon et de la repentance, qui convoque sans frais (dans tous les sens du terme) Gouvernements, Eglises, Magistratures, Polices et autres...pêcheurs repentis.

#### 6. Le non-dit hurlé

Deux singularités onomasiologiques, étroitement liées, méritent un traitement à part.

a/L'extrême banalité de son usage dissimule l'extrême perversité du mot *américain*.

Le sens communément et unanimement admis, sauf à stipuler un contexte géographique précis, désigne, pour le substantif, l'habitant des Etats-Unis et, pour l'épithète, tout ce qui s'entend de cette nation. La perversité, de fait l'outrage, consiste à prendre comme acquise la réduction à cette spécification du considérable ensemble, naturel, historique, politique et culturel, représenté, par l'Amérique, ou plutôt les Amériques. Quelques dizaines de pays, dont certains d'importance, au moins par la taille (Canada, Mexique, Brésil, Argentine), se voient dépossédés de leur identité et ravalés au rang de figurants anonymes. Comme si, du temps de leur suprématie, on avait dit "Europe" pour l'Espagne, la Grande-Bretagne ou la France. Dans le cas de l'Amérique, le rêve d'empire se donne comme ouvertement réalisé. La doctrine Monroe, inlassablement suivie par tous les gouvernements U.S., ne connaît que des vassaux. De l'extermination des Indiens, - seul génocide à peu près conduit à terme, aux amputations du Mexique, aux agressions contre le Nicaragua, la Grenade, Panama ou aux républiques bananières, de l'Ecole des Amériques, au plan Condor ou à l'ALENA, les étoiles de la "*Stars spangled banner*" pissent le sang. Seuls les chiens couchants sont tolérés. Les rebelles on sait les mater. *Etatsunien* a beau prêter à sourire, en particulier chez les pro-*américain*, on ne voit pas en quoi il serait pire qu'*érythréen* ou *sri-lankais* et, dans l'hexagone, qu'*alpicois* ou *castrothéodoricien*. *Estadounidense*, d'autre part, est courant en espagnol,- ce qui, on en conviendra, est la moindre des choses. Mais *gringo* ou *yankee* ne sont pas mal non plus.

b/ Les connotations des vocables *anti-américain* et *anti-américanisme*, possèdent la même origine. Ils sont censés exprimer l'hostilité, ou la simple critique, envers les Etats-Unis d'Amérique, aux yeux de ceux pour qui l'analogie entre E.U.A. et Amérique(s), sinon l'assimilation des deux vocables, est une donnée d'évidence<sup>64</sup>. La charge idéologique de l'accusation d'anti-américanisme est tout à fait considérable. Elle excède largement la géopolitique pour couvrir le champ de la morale universelle. L'anti-américain, c'est l'ennemi de la liberté, des libertés, de la démocratie, du respect des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit, et, ne craignons pas le mot, de la Vertu. Partant, l'anti-américanisme n'appelle, de la part de ses détecteurs, aucune sorte de réfutation, ni même de discussion, ainsi qu'on l'a vu, dernièrement encore, à l'occasion de la guerre des Balkans<sup>65</sup>. Son seul prononcé équivaut à son

64 Le **Petit Robert**, qui date le mot de 1968, dit tout à fait clairement : "attitude hostile à l'égard des Etats-Unis"

65 J'y ai déjà fait allusion, dans "Le devoir de haine", in **Maîtres du monde, les dessous de la guerre des Balkans**, Paris, Le Temps des cerises éd., sept.1999, p.245.

invalidation sans appel. On notera que ne l'utilisent que ceux qui le vilipendent et qu'il est toujours *primaire*. La fonction de l'épithète *primaire* est d'ailleurs des plus intéressantes, en ce que, contrairement à ses emplois géologiques et anthropologiques (*primitif* ou *premier*), il signifie l'à ce point grossier et sans forme (sens aristotélicien) qu'il ne mérite aucune considération, qu'il est infra-dispute. L'anticommunisme, de jadis (ou naguère), était, lui aussi, nécessairement *primaire*, aux yeux de ses contempteurs, -communistes évidemment. Dans les deux cas, on y gagne à se dispenser de tout argumentaire. L'imputation d'anti-américanisme aujourd'hui, afin d'atteindre sa pleine mesure de diffamation sans appel, se redouble volontiers de celle d'antisémitisme, lequel n'a nul besoin d'être "primaire" pour être infamant. On ne pourrait se réclamer (même dans le non dit) de l'un sans tomber dans l'autre. Sous Vichy, la liaison anticommunisme/antisémitisme était largement idéologique<sup>66</sup>. Il en va différemment avec l'anti-américanisme, car l'accusation ne fait qu'enregistrer la solide réalité de l'alliance Etats-Unis/Israël. Au point que les deux prétendues abjections en viennent à s'interchanger : "la difficulté,- remarque un analyste averti, de critiquer les Etats-Unis dans cette politique [il s'agit du conflit israélo-palestinien] est un des facteurs qui favorisent la montée de l'antisémitisme dans le monde arabe comme substitut facile à un anti-américanisme interdit"<sup>67</sup>. Au total, on a bien affaire à l'écran d'un procès d'intention dont la finalité consiste à occulter le bien-fondé des raisons qu'ont les *anti-impérialistes*, puisque c'est ainsi qu'ils se nomment et doivent être nommés, de s'en prendre à la politique *etatsunienne*, en tant que première responsable des malheurs de la planète. De l'anti-impérialisme, on pourra certes affirmer qu'il est "ringard", mais il sera difficile de l'assimiler à une attitude raciste, à moins de le convertir en anti-américanisme/antisémitisme, à quoi se réduit, de fait, l'usage de ces mots.

Moralité A : la société fondée sur les rapports d'exploitation,- le capitalisme, pense dans nos têtes. C'est pourquoi elle est dans nos mots.

Moralité B : avant tout engagement, dans la guérilla urbaine par exemple, ne pas oublier de se rincer la cervelle et la glotte.

(\*) Paru dans **Nord-Sud XXI**, n)17 (5), Genève, 2001

---

66 Relevé par Laurent Joly, **Xavier Vallat, Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'Etat 1891-1972**, Paris, Grasset 2001.

67 Georges Corm, "Non-assistance à peuples en danger", in **Le Monde** du 23.05.01

*Consensus* (\*)

1	5
Je participe	J'infoflashe
Je communique	Je pressedentreprise
Je message	Je filminstitutionnel
Je gère	Je fluxedinformation
J'informe	J'auditinternetexterne
Je pilote	Je cercledequalité
J'aménage	Je planesocial
Je qualifie	Je ressourceshumaines
J'innove	Je bassinedemploi
Je cible	Je départementedenquête
Je formate	J'èredesmédiateurs
J'évalue	Je créneauteprofessionnel
J'interface	Je relationnepubliques
J'investis	Je baromètrannuel
Je concepte	Je postedetravail
J'atelier	Je préventionnelesrisques
Je sécurise	Je sitindustriel
Je modélise	J'exercicedesimulation
Je filière	J'interlocuteursociaux
Je me défonce	Je stagepourcadres
Je m'éclate	Je courtmoyenterme
Je me lâche	Je créditegratuit
2	Je noyautestratégique
Je motive	J'intéressàlentreprise
J'opérativise	J'associecapitaltravail
Je compétitivise	6
Je partenarise	Je celluledecrise
Je multicompétence	Je partsdemarché
Je faisabilise	Je PMIPME
J'opérationnelle	J'allègescharges
Je telexe	Je RechercheUniversité
Je faxe	Je départàlaretraite
Je cédérôme	Je licenciementsec
Je maile	Je gaucheplurielle

Je signalétique

Je logicielle

Je cartàpuce

3

Je recycle

Je restructure

Je flexibilise

Je revalorise

Je crédibilise

Je fidélise

Je rentabilise

Je médiatise

Je fusionne

j'attractive

Je dégraisse

Je planifie

Je solde

Je brade

Je démarque

Je casselemarché

Je mesuranticrise

4

Je briefe

Je marketinge

Je compute

Je décideure

J'inginière

Je businessse

Je sponsorise

Je winne

Je goldenboyise

Je jogginge

j'entrepreneure

Je pédège

J'O.P.Ate

Je citoyenne

Je nonlieuse

J'arrêtdutravaildecertainescatégoriesdepersonnel 3

Je chaquesalariéestlereprésentantdesonentreprise

7

Je positive

Je mammouthe

Je carrefoure

Je consumérise

Je Banquepopulaire

J'obligationne

Je sicave

J'écureuille

Je bossàlacarte

Je travailletemporaire

J'RMIs

J'ANPeute

Je rouedelafortune

J'eurodisneylandise

J'everuggierise

Je lotote

Je tiercète

Je pariemutuel

Je madinTaiïwan

J'americanwayoflife

Je Toshibaise

Je Nikkone

J'abbépierrise

Je diététise

J'écologise

Je téléthone

Je guerrepréventive

Je blanchimente

Je bushe

Je berluscone

Je tsahale

Je freetaxe

Je dialoguenordsud

Je pannele

JE CONSENSUSSE

Je brainstormise

8

Je packe

La classe ouvrière n'existe plus

Je cleane

Mais elle prend tout sur la gueule

Je looke

Je poole

Je coole

(\* ) Une première version a paru dans **Rouge** du 02.02.92

## **SECTION II - LES CONCEPTS**

### **1. De l'illégalité (\*)**

La notion d'illégalité recouvre plusieurs figures.

a/ Celle de l'opposition légalité/illégalité.

Est déclaré *illégal* ce qui ne respecte pas ou viole le "principe de légalité". Ce dernier est défini comme le principe fondamental de l'action administrative, déduit du libéralisme politique. Il fournit aux administrés la garantie selon laquelle l'administration n'agira que conformément au droit. L'illégalité désigne donc ce qui s'oppose au droit, ou, plus précisément aux énoncés qui le manifestent, c'est à dire aux lois. L'action illégale, partant, est passible des sanctions prévues par la loi.

L'illégal peut toutefois se rapporter au locuteur lui-même de la légalité, savoir à l'administration qui dit la loi, l'administration elle-même pouvant se présenter sous la forme du pouvoir politique proprement dit, -gouvernement, ou tel ou tel de ses secteurs, depuis les plus hautes instances judiciaires, tribunaux, cours ou corps constitués, jusqu'aux plus modestes, - la juridiction prud'homale ou le code de la route. Encore convient-il de compléter la liste de ces locuteurs, par la considération des organismes supranationaux également habilités à dire la loi, comme la Communauté européenne, l'O.N.U. ou les tribunaux internationaux. Davantage encore, ne voit-on pas des entreprises multinationales s'autoriser à fabriquer du droit? Une administration, quelle qu'elle soit peut agir, ou être jugée comme agissant, contrairement au droit, ou en infraction avec lui. Dans le cas où l'infraction est attestée, elle relèvera des dispositifs de contrôle prévus à cet effet, du Conseil constitutionnel aux différentes instances d'appel. Dans le second cas, ce sont les administrés qui se prononcent sur la violation. S'ils sont entendus, on revient au premier cas. S'ils ne le sont pas, la question se posera de savoir si la légalité peut ou non tolérer une marge d'illégalité et laquelle. Plusieurs possibilités apparaissent alors, découvrant de nouvelles figures.

b/ Celle de l'opposition entre légalité et moralité.

La légalité, ainsi que l'avait encore rappelé Pascal, dans une formule célèbre, appartient à l'ordre empirique et dépend des conjonctures dans lesquelles elle s'inscrit : "vérité au-deçà des Pyrénées, erreur au-delà"<sup>68</sup>. On sait que les lois peuvent être changées et même tout le système de leur constitutionnalité, à la faveur d'un processus révolutionnaire. Le couple légal/illégal ne peut être substitué à celui du juste et de l'injuste. Il est bien trop relatif et étriqué. Nul ne l'a aussi fortement illustré que le personnage de l'**Antigone** de Sophocle faisant choix de respecter les lois non écrites plutôt que les lois écrites, le divin plutôt que l'humain, et acceptant de se sacrifier à leur injonction morale. Quant à Créon, il n'a pas seulement le droit pour lui, il porte la responsabilité, à laquelle il ne peut soustraire un cas particulier, d'assurer l'ordre sans lequel il n'est pas de cité viable. "La justice n'est pas de ce monde", déclare la sagesse populaire. Kant, à son tour, opère la distinction entre légalité et moralité : les "principes

---

68 *Pensées*, 60-294.

déterminants de la volonté qui seuls rendent les maximes proprement morales et leur donnent une valeur morale, à savoir la représentation immédiate de la loi et l'observation objectivement nécessaire de cette loi comme devoir, doivent être représentés comme les mobiles propres des actions; parce que, sans cela, on produirait bien la *légalité* des actions mais non la *moralité* des intentions". La légalité, en effet, est "la lettre de la loi dans nos actions", tandis que "la conscience de la moralité de l'intention et du caractère" concerne "la souverain bien dans l'homme"<sup>69</sup>. Est-ce à dire que Kant considère la légalité comme le contraire de la moralité ? Point, car le droit "n'est pas seulement le problème du légal, c'est le problème du juste" et il est "entièrement distinct de la morale, Kant sait bien quel rôle positif joue la légalité dans le progrès de la moralisation des hommes"<sup>70</sup>.

c/ Celle des troubles de la légalité.

De son côté, la conviction des juristes ne fait guère de doute. Si "les lois positives" ne sont pas arbitraires, il n'en demeure pas moins qu'elles doivent être adaptées au peuple concerné, à la nature et au principe du gouvernement établi ou qu'on veut établir, au physique du pays : climat, qualité du terrain, au degré de la liberté, à la religion. Tous ces rapports forment "ce que l'on appelle l'esprit des lois"<sup>71</sup>. Il n'est pas de droit transcendant, au sens d'un "droit naturel". Kelsen met en garde : "la théorie pure attribue à la notion de norme fondamentale le rôle d'une hypothèse de base"<sup>72</sup>. Et Perelman confirme : "un système de justice, si poussé qu'il soit, ne peut éliminer tout arbitraire : autrement, en effet, il ne serait plus un système normatif"<sup>73</sup>. Partant, la légalité et le droit lui-même ne sont pas épargnés par les contradictions, en leur propre sein. Il est patent désormais que l'existence de législations internationales ne peut aller sans provoquer nombre de conflits entre les différents systèmes juridiques et leurs locuteurs.

Plus radicalement, il convient de rappeler que "le droit est le fait de l'Etat" et qu'il "ne traite pas des rapports juridiques, il formalise les rapports sociaux"; il est à la fois "forme de lutte et "enjeu de luttes"<sup>74</sup>. Il faut admettre que la loi est un lieu d'affrontement, si biaisé soit-il, entre intérêts de classes et qu'elle représente un type de compromis issu d'un rapport de forces. L'Etat libéral manifeste cette ambivalence, puisqu'il est contraint d'assumer la double fonction d'Etat-arbitre, refusant, en principe, de s'immiscer dans les relations entre individus, et Etat-gendarme, soucieux du maintien de l'ordre social. Partant, l'Administration, à son plus haut niveau, peut être amenée, comme on l'a vu, en France, dans l'affaire dite du "sang contaminé" (conclue par une série de non-lieux), à outrepasser le "principe de légalité" qu'elle est chargée de faire respecter.

Force est, par conséquent, de convenir que les deux termes constituent une association obligée autant que consentie, et peut-être un couple d'antagonistes.

d/ La production illégale de la légalité.

---

69 **Critique de la raison pratique**, II, "Méthodologie de la Raison pure pratique".

70 **Le conflit des facultés**, IX.

71 Montesquieu, **De l'esprit des lois**, Liv. I, Ch. III.

72 **Théorie pure du droit**, "La notion d'ordre juridique", 3.

73 **Justice et raison**, "De l'arbitraire dans la justice".

74 Jean Robelin, "En quoi consiste le caractère politique du droit ?", in **Actuel Marx**, n° 21, 1997, p. 50.

Deux cas représentent des limites extrêmes. Dans le premier, la *révolution* suspend la loi et le droit lui-même en vigueur à son surgissement. L'illégalité est la logique même de son procès. Elle est ainsi, comme Kant l'a bien perçu, en observant le cours de la révolution française de 1789, l'intervalle où va s'engendrer un nouveau droit, qui s'imposera à la place de l'ancien<sup>75</sup>. La *nécessité*, en second lieu, peut dicter sa loi, en tant que déni de la loi. Kant : ""Nécessité n'a pas de loi (*necessitas non habet legem*)" : telle est la maxime du droit de nécessité; et pourtant il ne peut y avoir de nécessité qui rende légitime ce qui est injuste"<sup>76</sup>. La mère qui a volé de la viande pour nourrir ses enfants est d'abord acquittée (le *légitime* reconnaît l'absence de droit), puis condamnée (le *juste* protège la propriété). Dans le même esprit, pour Robespierre et les siens, "le droit à l'existence" est le droit fondamental, qui prime sur tout autre (cf. *ibid.*). Hegel n'est pas en reste, quand il évoque "le droit de détresse" : "En tant qu'ensemble des buts, la vie a un droit contre le droit abstrait. Si, par exemple, le vol d'un pain peut prolonger la vie, c'est manifestement une atteinte à la propriété d'un homme, mais il serait injuste de considérer cette action comme un vol ordinaire. Si l'on ne permettait pas à l'homme dont la vie est menacée d'agir de la sorte, on le considérerait comme privé de droits et on nierait sa liberté en lui refusant le droit de vivre.....C'est pourquoi seule la nécessité du présent peut justifier une action contraire au droit, car, si l'on s'abstenait de faire cette action contraire au droit, ce serait une injustice plus grave encore qui serait commise, la négation totale de l'existence empirique de la liberté"<sup>77</sup>.

e/ La production légale de l'illégalité.

Aucun *légalisme* (sacralisation du respect de la loi) ne tiendra contre la règle générale selon laquelle "le droit n'existe que nimbé d'illégalité"<sup>78</sup>. Légalité et illégalité sont associées. Elles s'échangent. La légalité prévoit et va jusqu'à organiser les marges d'illégalité. La tolérance peut tenir à l'imprévu de la loi, à son impuissance, à ses abus ou à sa complicité avec le hors-droit. On sait que la loi n'est pas la même pour tous et que l'Etat "de droit" met souvent à mal le principe d'égalité qu'il est de son ressort de faire respecter. On sait également que l'application de la loi, précisément parce qu'elle est un fait social soumis à des rapports de force, admet des différences selon les juridictions, selon les justiciables ou selon les circonstances. "Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cours vous rendront blanc ou noir", disait La Fontaine<sup>79</sup>. L'existence d'une "justice de classe", plus pudiquement nommée aujourd'hui "justice à deux vitesses", ne fait de doute pour personne et les exemples en sont légion. Marx et Engels avaient déjà relevé: "Le bourgeois se comporte envers les règlements de son régime comme le Juif envers la Loi; il les transgresse chaque fois que faire se peut, dans chaque particulier, mais il veut que tous les autres s'y conforment"<sup>80</sup>. Notons que la prison représente l'expression portée au tragique d'une illégalité instaurée par la loi, en tant qu'elle est un lieu où règne le non-droit, les inégalités et les

---

75 Cf. G.L., **Maximilien Robespierre, une politique de la philosophie**, "La théorie de la révolution", Paris, P.U.F., 1990; et André Tosel, **Kant révolutionnaire**, même collection, cité p.75.

76 **Doctrine du droit**, Appendice, II *Jus necessitatis*.

77 Additif au § 127 des **Principes de la philosophie du droit**.

78 Cf. Jean Robelin, **La petite fabrique du droit**, Paris, Kimé, 1994, p. 24.

79 **Fables**, Liv. 7, "Les animaux malades de la peste".

80 Idéologie allemande, Paris, Editions sociales, 1968, p.207.

violences de toutes sortes. La criminalité elle-même est relative, qui ne pèse pas à la même aune la délinquance économique ou financière, de plus en plus dépenalisée, et les bris de véhicules ou de magasins, imputés aux jeunes des banlieues, qualifiées de "difficiles". Il arrive que l'Etat, en tant que tel, et pas seulement ses représentants officiels (des ministres aux policiers), s'affranchisse de toute norme, comme on l'a vu dans le cas récent de guerres non déclarées légalement (Golfe, Yougoslavie, Afghanistan). L'instance internationale suprême, l'O. N. U., tolère, depuis des dizaines d'années, le mépris dans lequel l'Etat d'Israël tient les résolutions le condamnant. "Le Pouvoir,-relève un juriste, s'est systématiquement ménagé des aires de non-droit", qui constituent ses "marges de manoeuvre", du "secret-défense" et du "secret bancaire" aux "paradis fiscaux" et au développement du marché mondial qui provoque "l'émergence d'un droit propre à la sphère du capitalisme...échappant à l'action régulatrice de l'Etat"<sup>81</sup>. Les arguments tentant de couvrir ces pratiques ne font pas défaut, de l'invocation d'un "état d'urgence", en période de conflit armé, à la substitution, plus dissimulée quant à elle, du *contrat* à la loi, dans la gestion des rapports sociaux, qui atteste "le passage d'un droit légal et systématique à un droit imprégné de procédure et de jurisprudence"<sup>82</sup>. Mais de tels arguments n'emportent guère la conviction

Au contraire, on voit se multiplier les dénonciations des illégalités au nom de la légalité qu'elles enfreignent. Des officiers israéliens refusent de se plier à des ordres manifestement illégaux. La justice britannique s'oppose à la loi permettant de détenir sans inculpation des étrangers soupçonnés d'activité terroriste<sup>83</sup>. Des juges étatsuniens contestent la mise au secret des détenus du 11 septembre<sup>84</sup> et une campagne se développe contre le sort réservé aux prisonniers de la guerre d'Afghanistan à Guantanamo. En Espagne, l'illégalisation d'une organisation politique pourtant déclarée légale de la jeunesse basque suscite nombre de protestations. Les travailleurs immigrés sans papiers voient leurs droits défendus, en Allemagne, sous le mot d'ordre "*Kein Mensch ist illegal*", etc. Traditionnellement, tel ou tel syndicat n'annonce-t-il pas qu'il recourra à "l'action illégale", si ses "légitimes revendications" ne sont pas prises en considération? Des O. N. G., telle Amnesty International, se sont constituées, pour veiller précisément au respect du droit par le droit et s'élever contre les violations légales de la loi..

Au titre du couplage légalité/illégalité, rangeons encore ces aveux qui distinguent très légalement, dans certains mouvements indépendantistes, une forme légale et une forme illégale, ainsi qu'il en va pour l'E.T.A. basque ou l'I.R.A. irlandaise. De même, dans la Russie prérévolutionnaire, était-il de mise de séparer "marxistes légaux",-qui publiaient, possédaient des journaux, et avaient de l'influence, des "marxistes illégaux", en butte, eux aux persécutions et à l'incarcération.

f/ *Les illégalismes.*

---

81 Cf. Bertrand Mertz, "Droit et non-droit dans l'Etat de droit", in **Actuel Marx**, déjà cité supra; voir aussi Jean de Maillard, **Le marché fait sa loi**, Paris, Fayard, 2001.

82 Cf. Jean Robelin, "Formalité juridique et rapports sociaux", in **Actuel Marx**, *ibid.*.

83 Cf. la presse du 30. 07. 02.

84 Cf. la presse du 11. 06. 02.

Michel Foucault a avancé ce terme au service d'une théorie du couplage légalité/illégalité, dont on ne saurait faire l'économie. Dans **Surveiller et punir**<sup>85</sup>, il distingue plusieurs étapes historiques. Sous l'Ancien Régime, "les différentes strates sociales avaient chacune une marge d'illégalité (...), condition du fonctionnement politique et économique de la société" (p. 68). Avec le XVIII<sup>ème</sup> siècle, "l'illégalisme populaire", qui ne s'en prend plus aux droits, mais aux biens, va apparaître comme intolérable pour la propriété industrielle et commerciale (p. 101). Le développement de la société capitaliste, à son tour, voit la restructuration de l'économie des illégalismes, et la séparation de l'illégalisme des biens et de l'illégalisme des droits, la bourgeoisie se réservant ce dernier afin de "tourner ses propres règlements et ses propres lois". "La réforme pénale est née au point de jonction entre la lutte contre le surpouvoir du souverain et celle contre l'infra-pouvoir des illégalismes conquis et tolérés" (p. 103-104). Un "nouvel illégalisme populaire" fait son apparition après la Révolution, qui va fournir un appui à certains mouvements politiques, notamment de la classe ouvrière, à travers grèves, coalitions interdites, et associations illicites. "Les illégalismes ouvriers", qui s'élèvent "contre le nouveau régime de l'exploitation légale du travail", s'ajoutent à "l'illégalisme paysan", engendré par le nouveau régime de propriété foncière. Les deux formes "s'inscrivent dans des luttes où on sait qu'on affronte à la fois la loi et la classe qui l'a imposée" (p. 321), tandis que la prison et le concept de délinquance qu'elle spécifie viennent sanctionner la "classe barbare", par "l'organisation d'un illégalisme isolé et refermé" (p.327). Demeure le projet de "rétablir ou constituer l'unité politique des illégalismes populaires" (p.342). C'est dans un esprit assez proche de celui de Foucault, que E. J. Hobsbawm, pour sa part, s'est interrogé sur "les rapports entre les bandits sociaux et les mouvements révolutionnaires modernes", en particulier sous la figure des "expropriateurs"<sup>86</sup>. Mais le vieux Proudhon ne s'était-il pas déjà exclamé : "La propriété, c'est le vol!" ?

On atteint ici des confins où, d'opposition en association, de retournements en contradictions, de tolérance en transgression, il s'avère extrêmement difficile de conférer à la notion d'illégalité un autre statut que celui de sa mise en condition conjoncturelle.

(\*) A paraître dans le **Historisches Kritisches Wörterbuch des Marxismus**, W.F. Haug herausgeber, Berlin, Argument, T. VI, 2003.

## 2. Quels droits ? Pour qui ? (\*)

Je dois confesser sans vergogne qu'il m'arrive une chose singulière : je ne puis plus entendre parler des "Droits de l'Homme", sans m'étouffer de colère. Quand j'étais petit, j'étais très fier d'être citoyen du "*pays-des*". A deux doigts du chauvinisme et du complexe de supériorité. Après, il y eut les

---

85 Paris, Gallimard, 1975.

86 **Les bandits**, Paris, La Découverte, 1999, p. 7 et 8.

guerres du Viêt-nam et d'Algérie, les réticences dudit "*pays-des*" à signer la Déclaration Universelle. Et aujourd'hui, l'écart inévitable entre le proclamé et le tenu, loin de s'être rétréci, est devenu fossé, les inégalités, de toute nature, ne cessant de s'aggraver. La célébration en cours ne mange pas plus de pain que la journée du "refus de la misère"(sic) ou celle de la femme ou celle de l'enfant. Les Droits de l'Homme ne sont que la vitrine du vieux droit du plus fort, étatsunien sans doute, mais planétarisé, grâce aux complaisances et aux lâchetés des assujettis volontaires. Le peuple palestinien, qui connaît, lui aussi, son cinquantenaire, celui de sa spoliation (la *Nakhba*), en sait long, depuis longtemps, sur ce droit au viol des droits; le peuple irakien, le peuple kurde également *En réalité*, partout, pas un seul des 30 articles, qui ne soit dénié et tourné en dérision. A l'exception, bien sûr, comme en 1789 déjà, du 17<sup>ème</sup>, qui garantit la propriété. Le "*pays-des*" ne fait pas mieux. Rappelons l'ingérence, assurément "humanitaire", au Rwanda. Demandons, par exemple, aux Algériens solliciteurs d'asile ou aux sans-papiers ce qu'ils pensent des articles 13 et 14; aux chômeurs et aux "exclus" comment ils apprécient les articles 23 et 25.1. L'article 21 n'a-t-il pas déjà réglé la question de la "parité" pour l'accès aux fonctions publiques ? Même l'article 2 de la Constitution de 58 disait "égalité", sans mention de sexe. A moins que la commémoration de la D.U.D.H. ne soit l'invite à retrousser ses manches et aller au charbon pour seulement commencer à en finir avec les damnés de la terre...

(\*) Paru dans **L'Humanité** du 10.12.1998, pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration

### 3. Pour un nouvel internationalisme (\*)

La définition d'un nouvel internationalisme impose aujourd'hui sa nécessité comme la seule réponse adéquate à la mondialisation.

Par l'effet d'une accélération qui caractérise désormais tous les secteurs de notre modernité, il n'aura pas fallu dix ans, depuis la chute du mur de Berlin, pour que ne soient mises à mal les « certitudes » attachées à la « victoire » du libéralisme, les démocraties occidentales, i.e. capitalistes, s'offrant en « modèles », à l'apologie du marché et à la fin de la pensée critique,-marxiste en particulier. Deux événements récents viennent d'accuser encore cette évolution. Le premier, la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.), qui va s'ouvrir à Seattle, provoque une protestation telle qu'on a pu évoquer la constitution d'une « Internationale civile », de la part des O.N.G.<sup>87</sup>. De fait, il s'agit d'une véritable prise de conscience dont l'extension est beaucoup plus considérable, puisqu'elle donne lieu, en France, par exemple, dans de nombreuses villes, à des manifestations, engageant des secteurs très divers de l'opinion, ouvertement orientées, de surcroît, contre les dangers de la mondialisation. Ce qui n'apparaissait qu'implicite dans les grèves de 1995 s'exprime au grand jour et l'on est loin des rencontres feutrées du G.A.T.T. ou de la Tricontinentale, mijotant leurs mauvais coups. Ce sursaut mondialisé, puisque même des organisations étatsuniennes y sont partie prenante, trouve son écho, ou plutôt son symptôme, dans la réunion de Florence de six chefs d'Etat et de gouvernement de la gauche européenne et américaine, que **Le Monde** ne craint pas de baptiser « un sommet « progressiste » face à la mondialisation ». On ne se donnera pas la facilité d'ironiser sur le « progressisme » de MM. Clinton, Cardoso, Blair, d'Alema, Schröder et Jospin, dont on croit savoir qu'ils sont les principaux artisans de l'exécution des programmes libéraux, bien au-delà de leurs pays réciproques. On relèvera néanmoins avec intérêt et leur volonté de concilier « nouvelle économie » et « justice sociale » et tel ou tel propos quasiment subversif, l'un (d'Alema) assurant qu'il n'est pas question « d'abolir le terme de socialisme », un autre (Jospin) ne craignant pas de se référer à « la méthode marxiste » et renvoyant dos à dos « dictature du prolétariat » et « dictature de l'actionariat » (sic).

Sur le fondement des rapports les plus officiels attestant que « les riches sont de plus en plus riches » et « les pauvres de plus en plus pauvres » et de plus en plus nombreux, y compris dans les pays dits riches, quand la droite elle-même en vient à s'émouvoir des excès du marché libre et de la pensée unique, quand elle met en avant le souci de ne pas renoncer à toutes mesures sociales, elle ne manifeste pas seulement sa crainte de devoir s'enfermer dans de vraies murailles qui la protégeraient des invasions tiers-mondistes, elle rend visibles les traits de la mondialisation. Sans doute cette dernière est elle inhérente, depuis les origines, au développement du capitalisme, comme Marx et Engels l'avaient fortement établi dès leur **Manifeste**<sup>88</sup>, mais elle n'en présente pas moins des aspects spécifiques. Le

---

87 Cf. **Le Monde**, 23. 11. 99.

88 Cf. G. L., "Les leçons du Manifeste", in **Le manifeste communiste 150 ans après**, Contributions, 7<sup>ème</sup> dossier, Paris, Espaces Marx éd., 1998; trad. espagnole, "Las lecciones del Manifiesto", in **Realitat**, n° 53-54, Barcelona, 2000.

premier d'entre eux tient à l'avènement, depuis la fin des pays du socialisme réellement existant, d'un monde unipolaire où, pour la première fois, de manière globale, une superpuissance est en mesure d'imposer son hégémonie à toutes les autres nations de la planète, dans la totalité des domaines, - économique, financier, commercial, militaire, technologique, informationnel et culturel. En outre, à la différence du colonialisme, qui prétendait porter des valeurs de civilisation, le nouvel Empire ne connaît que le *business* et la marchandisation universelle. Les discours dont il affecte de couvrir sa légitimité sont factices. Celui de la démocratie se caricature, à l'intérieur même des pays qui s'en donnent comme les garants, par des régressions qui vident de toute substance les conquêtes séculaires du mouvement des travailleurs, tandis qu'à l'extérieur il cohabite avec et soutient les régimes les plus autoritaires, s'accompagnant partout des formes de corruption indissociables du *moneythéisme* (S. Amin). Quant au discours du droit, comme on vient de le voir de façon éclatante avec l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, ceux-là mêmes qui s'en auto-proclament les défenseurs, en font allègrement l'économie, dès qu'il apparaît contraire à leurs intérêts.

Il appartient au nouvel internationalisme de prendre en compte ces facteurs, singulièrement la forme idéologique qui est leur conséquence la plus grave, savoir l'effacement du politique. Si les prétendues « lois » du marché fonctionnent, comme on nous l'assure, sur le modèle des lois de la nature, la fatalité règne, ou la Providence, ainsi que semble l'entendre M. Camdessus, ex-directeur du F.M.I. et catholique. Du même coup la responsabilité de la « classe » politique se trouve réduite à sa plus simple expression. « On fait ce qu'on peut mais on ne peut pas grand chose », ou « l'Etat ne peut pas tout », selon la formule inspirée par la récente affaire Michelin. A la rigueur, on s'agitiera en faveur de la fameuse également « réduction des inégalités », qui ne quitte jamais l'ordre du jour d'aucun gouvernement : une pilule de social, une ampoule d'humanitaire. Tel est le consensus. Les citoyens, rabaissés au rôle de spectateurs et d'intermittents électoraux, disent, on le sait, ce qu'ils en pensent, en se rendant de moins en moins nombreux aux urnes. Au moment où on les invoque, de gauche comme de droite, à toute occasion, -des « débats citoyens » aux « entreprises citoyennes » (sic), ils signifient qu'ils ne trouvent plus depuis belle : lurette ce dont ils ont besoin en magasin. Or, le politique, n'est ce pas le débat, la contradiction, les possibles et les choix, d'un mot, le conflit ? Il est vrai que s'il n'y a plus de classes, il n'y a plus non plus de luttes, même quand les rues sont pleines de manifestants.

Cette hégémonie de l'économique, qui confère à tout produit,- y compris de l'esprit (cf. « l'exception culturelle »), le statut de la marchandise, est parfaitement enregistrée dans le vocabulaire le plus courant. On parle de *gérer* sa vie sexuelle, par exemple, du *marché* des idées, d'un *investissement* affectif, on *rentabilise*, on *optimise*, etc. L'existence d'une tendance aussi lourde ne doit cependant pas faire négliger, d'une part, que la mondialisation n'est nullement un processus achevé et que des contradictions internes, visibles dans la diversité des comportements politiques, la travaillent, et que, d'autre part, contrecarrer la mondialisation ne saurait entretenir l'illusion puérile de l'éliminer. En tant qu'elle est le résultat d'une accumulation historique, qui n'est pas seulement économique, mais bien

scientifique, elle est irréversible, comme l'a été la révolution industrielle. Plus encore, elle emporte avec elle, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la possibilité de parvenir, sinon à la société d'abondance, du moins de satisfaire les besoins essentiels de tous, c'est à dire d'en finir avec la rareté, caractérisée par la misère et la faim. Le paradoxe de l'actuelle situation, la réciproque croissance des manques et des excès, n'en est que plus fort. Or, « mettre un terme à la misère est loin d'être insensé » (E. Bloch). C'est même moins insensé que jamais. Et tel est en vérité le programme du nouvel internationalisme.

Qui a ceci de nouveau que, contrairement à l'ancien, qui présupposait un sujet de l'histoire qu'une stricte discipline inféodait aux intérêts de la « patrie du socialisme », et sur le fondement de cet autre trait positif de la mondialisation qu'il n'existe désormais plus qu'un seul adversaire, il se veut et ne peut être que polymorphique et polycentrique, à la fois, parce qu'aucune organisation n'est à même de contenir et de maîtriser tous les mouvements que le capital fait surgir contre lui (A. Gramsci) et parce que le nombre et la diversité des dominés ne cessent d'engendrer des formes inédites de révolte, ne représentant plus le monopole d'une classe déterminée, -depuis les zapatistes du Chiapas jusqu'aux sidérurgistes de Séoul ou aux mineurs de Lorraine. Des organisations, modestes ou ambitieuses, à vocation internationaliste ouvertement affichée, ont déjà vu le jour, telles, entre autres, que le Forum mondial des alternatives, l'Autre Davos, ATTAC (en faveur de la taxe Tobin), l'OSPAAAL, l'AAPSO, l'AFASPA, Espaces Marx, ou le Mouvement de la Paix, en se gardant d'oublier de très nombreux mouvements dits de la société civile, « Nouveaux mouvements sociaux », ou « Nouveaux espaces politiques »<sup>89</sup>, des réseaux de revues et d'institutions, qui, à leur manière et dans leurs limites, entendent dénoncer le Macworld. Ces insurrections anti-systémiques posent évidemment la question de leur convergence et de leur association, derrière la priorité à accorder, selon le mot d'ordre du **Manifeste**, à l'appui de ceux qui s'élèvent contre « l'ordre social et politique existant », en l'occurrence néo-libérale. En revanche, on peut déplorer le retard pris par les organisations plus anciennes et, en principe plus aguerries, -partis et syndicats, ouvriers ou plus généralement de gauche, qui s'avèrent incapables de se concerter d'un pays à l'autre afin d'élaborer les stratégies transnationales, en particulier dans le cadre d'ensembles géopolitiques, du type E. U., ALENA, MERCOSUR ou ASEAN, appelées par les coalitions, pour leur part, bien réelles, des gouvernements et des patronats. Dans la pratique néanmoins, le surgissement soudain de luttes, telle que celle qui se développe, sous nos yeux aujourd'hui même, pour bloquer la conférence de Seattle, ne représente pas seulement, -on l'a déjà dit, un considérable saut dans la prise de conscience, mais il est porteur de futures alliances elles aussi globalisées.

On ne détaillera pas ici les revendications de ces alliances, au demeurant familières à chaque militant, on se bornera à évoquer les quelques principes qui pourraient leur être communs. La superpuissance étant sans risque d'erreur possible identifiée, la réplique anti-impérialiste à lui opposer est à son tour nouvelle. La mondialisation est une politique impérialiste. Les Etats-Unis, même si l'on

---

89 Cf. **Les nouveaux espaces politiques**, ss la direction de G. L., Paris, L'Harmattan, 1995.

peut disputer quant à leur suprématie économique, en sont le pilote incontesté. Il n'est pas question de nier l'existence d'autres impérialismes, -français, allemand, japonais ou russe (cf. la Tchétchénie), par exemple, mais, ils ne sont que des subalternes, impuissants à rivaliser, en dépit de certaines contradictions, à un niveau autre que local ou partiel, réduits qu'ils se trouvent le plus souvent à la fonction de complices, résignés ou non, et de sous-traitants. Les gesticulations de tel ou tel membre du Conseil de Sécurité de l'O. N.U. ne lèveront pas les sanctions sur l'Irak, ni n'empêcheront les raids anglo-saxons quotidiens qui touchent des écoles. L'OTAN, entièrement sous contrôle étatsunien, est bel et bien le substitut d'une défense européenne et la milice privée à la disposition des dominants, responsable devant eux seuls. Sans doute la planète n'est-elle plus à partager, comme au temps de Lénine, mais la conquête des parts de marché n'en est pas moins féroce. C'est le règne de TINA, selon la formule de Margaret Thatcher, qui voudrait nous condamner à la prison perpétuelle du libéralisme : « There Is No Alternative ». TINA c'est l'autre nom de « la nation indispensable » (Madeleine Albright), de l'ennemi principal, -qui n'efface évidemment pas la responsabilité des adjoints. Le dénoncer et le combattre inlassablement et sans concessions est un devoir, dans tous les domaines où s'exerce son hégémonie, du refus de la « mal bouffe » et des « Rambos » aux manifestations antinucléaires de masse. L'accusation aussi intéressée que servile d'anti-américanisme, « primaire » cela va de soi, ne saurait détourner de cette tâche<sup>90</sup>.

Quant aux contenus, il n'est pas d'autre orientation que celle qui veut imposer, derrière la mystification des discours officiels, la réalité de la reconnaissance et du respect des droits, notamment du droit des peuples, et des pratiques démocratiques. Ces dernières surtout doivent s'entendre de leur conquête, dans les pays où elles n'existent pas encore, de leur défense et de leur maintien, chez ceux qui les connaissent et, en règle générale, partout, de leur extension, sans laquelle il n'est pas de régime démocratique qui ne soit condamné à l'affaissement. « Démocratiser aujourd'hui et demain », comme y invitait le beau titre de l'ouvrage que G. Lukacs laissa inachevé en 1968, ne prend sens qu'à passer du plan national aux plans fédéral, quand il est donné, et international, autrement dit, pour faire image, du vote des immigrés en France à la réforme radicale de l'O. N. U. Il n'est pas moins clair que seuls les développements en cours de la lutte de classes internationale peuvent ouvrir, sinon garantir, un avenir encore marqué de profondes incertitudes.

(\*) Paru dans **La Vie ouvrière**, n° spécial du 90<sup>e</sup> anniversaire, Paris, déc.1999; et dans **La Hora de los Pueblos**, Madrid, OSPAAAL, n°8, 2000.

---

90 Cf. G. L. "Le devoir de haine", in Collectif, **Maîtres du monde ? Ou les dessous de la guerre des Balkans**, Paris, Le Temps des cerises, 1999.

#### 4. Le Progrès *en ruines* (\*)

Je voudrais, en guise d'introduction, vous proposer une image. Le Polyforum Siqueiros de Mexico expose la plus grande fresque du monde. Le célèbre muraliste l'a simplement intitulée « La marche de l'humanité ». On voit successivement, grâce à un plateau pivotant, les premières hordes humaines sauvages et divisées parvenir peu à peu, au rythme des répressions et des révoltes, à dépasser leurs clivages, en particulier entre autochtones, préhispaniques, et éléments exogènes, coloniaux; puis, sous l'effet de l'accélération due aux développements des sciences et des techniques, s'ouvre, sur le modèle du socialisme se construisant en U.R.S.S., dont on devine quelques figures des héros fondateurs, devant une humanité réconciliée et fraternelle, la perspective d'un avenir radieux. Sans doute, un volcan en éruption (nous sommes au Mexique) est-il représenté dans le tableau, mais le guide s'empresse de préciser la signification métaphorique de sa présence: il ne détruit, commente-t-il, que pour mieux régénérer. L'ensemble est, bien sûr, grandiose et exaltant. Il correspond exactement à la vision qui formait, il y a peu, le bien commun de centaines de millions d'hommes et de femmes, et le vecteur de leurs luttes et de leurs espérances. Aujourd'hui, à peine trente ans après, avec le sentiment d'une perplexe nostalgie, cela nous paraît totalement dépassé. Telle est la réflexion à laquelle nous sommes conviés durant ces quelques jours par le Berliner Institut für kritische Theorie. Qu'elle soit à la fois historique et théorique ne l'empêche nullement d'être douloureuse. Je ne lui consacrerai, pour ma part, que quelques remarques programmatiques.

Partons, en conséquence de ce premier constat : nous nous trouvons devant une conception périmée. Car, il ne peut plus faire aucun doute que la conception du progrès qui avait été dominante dans la gauche, largement entendue (mouvement ouvrier, partis, syndicats, organisations diverses, etc .), et même très au-delà de sa zone d'influence, dans la conscience occidentale, disons jusqu'à la chute du mur, en 1989 (mais en fait bien antérieurement) est désormais frappée d'obsolescence. Trois facteurs, étroitement connectés entre eux, en ont eu raison. Le premier se confond avec la lecture économiciste du marxisme, qui accordait au développement des forces productives le rôle déterminant dans l'avènement d'une société sans classes, donc bien supérieure au capitalisme. Le second contraint, quoi qu'il en coûte, à mettre la science en accusation, non point au nom de son décalage avec la morale, comme le voulait la tradition idéaliste, mais parce que ses fulgurants progrès se sont révélés porteurs de destructions concomitantes : depuis l'agriculture intensive, qui saccage l'environnement, au nucléaire et aux armes chimiques, ou aux « gains de productivité », responsables de la flexibilité du travail et du chômage, entre autres. L'eugénisme qui venait tout droit de la recherche en génétique et que renforcent actuellement les possibilités accrues de manipulation du vivant, a nourri non seulement les idéologies racistes et fascistes, mais a permis à la démocratique Suède de pratiquer 60.000 stérilisations sur des personnes jugées déficientes mentales, de 1934 à 1976. La création à grand bruit de Comités nationaux d'éthique, ni les mises en garde des instances internationales, n'auront hélas l'autorité suffisante pour enrayer les

processus négatifs déjà en route. Le dernier facteur enfin souligne le plus dramatique des paradoxes : la modernité attendue et annoncée comme libératrice, depuis les Lumières, s'est traduite par des abominations sans précédent, faisant du XXème siècle celui de la mort de masse et de la barbarie planétaire. La domination sans partage, ni concurrence, de ladite « globalisation », savoir le néolibéralisme, qui n'est autre que l'impérialisme du Macworld et de la « pensée unique » ne fait que renforcer la tendance, aggravant sans cesse toutes les inégalités et condamnant à la régression les deux tiers de la population mondiale.

Il faut donc parler d'une perversion théorico-politique. Pour nous en tenir au seul marxisme, qui représentait en principe l'alternative radicale à toutes les nuisances et les dégâts, c'est à dire au système d'exploitation, et qui semble s'être si lamentablement effondré avec les ex- pays socialistes, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'idée de l'*inéluçtabilité* du communisme a durablement prévalu au sein de la doctrine. Dans l'enthousiasme des commencements, elle a été fortement exposée et défendue par un Labriola, assurant que la connaissance théorique du socialisme, à toute époque, appartient à "l'intelligence de sa nécessité historique...à la conscience du mode de sa genèse"; que le socialisme moderne est "un "produit normal et, partant, inévitable de l'histoire"; que « la mort physiologique du capitalisme" est annoncée. "La prévision,-écrit-il encore, qu'indiquait le **Manifeste** n'était pas chronologique, ce n'était pas une prophétie ou une promesse, mais une prévision *morphologique*"; et il évoque "*suo fatale andare*" ("sa marche fatale"). Un Plekhanov, son contemporain, ne s'exprimera pas différemment : « la victoire de notre programme, -écrit-il, est aussi inévitable que la naissance du soleil demain ». Or, semblable vue n'allait nullement de soi, en dépit de telle ou telle affirmation (d'Engels notamment), ni chez les fondateurs (voir le tout début du **Manifeste** qui n'exclut pas l'éventualité de la « disparition des deux classes en lutte »), ni chez les acteurs ou témoins de la révolution de 1917 (Lenine, en premier lieu, qui meurt convaincu que le pari en faveur du socialisme ne sera pas gagné; ni Rosa, ni Gramsci). La détéléologisation du marxisme exige la reprise et la mise à jour de la réflexion critique interne sur la relation du marxisme à la philosophie, à la religion, fût-elle laïque, et à l'Etat et aux Institutions, tous principes de finalité, sinon de Providence. Entre le *conflit*, qui est lutte des classes et le *destin*, qui renvoie à la philosophie de l'histoire, c'est le conflit qu'impose la réalité. La Jérusalem terrestre, pas davantage que la céleste, n'est inscrite nulle part. Ajoutons que si le communisme sort bien du capitalisme, son avènement ne saurait relever d'aucune nécessité inéluçtable, pas même celle d'une crise, "finale" ou pas, puisque la loi de l'accumulation, ainsi que l'histoire l'a montré, permet au mode de production de reconstituer ses équilibres et d'assurer, dans des conditions renouvelées, le maintien de sa domination. Le communisme n'est qu'une tendance du capitalisme, *une* parmi d'autres, -social-démocrate, libérale ou fasciste. C'est le travail sur la contradiction principale des rapports sociaux, capital/travail salarié, qui fera que le rouge l'emportera sur le blanc, le rose ou le noir. De cela nous sommes considérablement mieux convaincus que ne pouvait l'être un Marx, dans un temps qui n'était pas le nôtre, qui ignorait la mort nucléaire, le trafic d'organes, l'empire financier de la drogue et des armes ou le règne

politique d'une corruption généralisée. C'est pourquoi, il n'est pas non plus, sauf idéalement imaginées, de conditions de la révolution, et, moins encore, de décisions qui en arrêteraient la mise en œuvre. Ici aussi nous en savons plus que Marx et nombre de ses successeurs. Le temps des recettes a perdu toute crédibilité. Nous avons à nous contenter de quelques indices seulement, concernant la forme de la transition, tels, par exemple, ceux que Marx avait décelé dans l'expérience de la Commune de Paris ou qu'ont livrés les révolutions postérieures. La finalité de l'association des travailleurs, les "*producteurs associés*", ne saurait se confondre avec le productivisme de facture stalinienne, ni avec le renforcement des structures étatiques, le premier ayant achevé de démontrer sa faillite, le second ses traits de politique bourgeoise. L'économisme, ce finalisme, qui réduisait le travail à la seule valeur travail, définie de surcroît par le seul travail ouvrier, a donné les preuves de son impuissance et, davantage, de son insuffisance théorique. Le capitalisme, ainsi que le soulignait récemment Gianfranco La Grassa n'est pas uniquement un mode de production, i.e. un squelette, c'est une totalité complexe faite de politique, d'économie, d'idéologie, de culture, mais aussi de pratiques sociales, associatives, familiales, etc.

Partant, nous nous trouvons entraînés vers une autre interrogation : existe-t-il un ressort de la catastrophe, au sens d'un propre ou d'une compétence qui produirait du mouvement ? Le jugement de Benjamin qui sert d'exergue à ce colloque, selon lequel « le concept de progrès doit être fondé sur l'idée de catastrophe », est largement partagé. Et il nous offre une véritable palette d'attitudes. Il provient sans doute de son vieux complice Baudelaire, dont on a pu dire que, pour lui, « la modernité était la catastrophe en permanence » (D. Oehler). Pensons au dernier poème des **Fleurs du mal**, le « Voyage », qui s'achève sur ces vers :

« Plonger au fond du gouffre, Enfer ou Ciel, qu'importe ?

« Au fond de l'Inconnu pour trouver du *nouveau* ! »

Comme on l'a relevé (id.), pour Baudelaire, comme pour Hegel, l'*ennui* mine le présent, dont l'un et l'autre attendent un surgissement inédit. Mais l'orientation du *novum*, à la différence de Hegel évoquant « le lever de soleil qui, dans un éclair, fait brusquement apparaître la forme du nouveau monde », n'est en rien, pour Baudelaire, celle du *meilleur*, ni d'une *avancée* quelconque ; elle est neutre et son attente se veut indifférente à l'Enfer ou au Ciel. L'important est qu'enfin quelque chose se produise, quoi que ce soit, qui brise avec le déjà là, le déjà connu et vécu. Un Alexandre Herzen, lucide observateur de juin 1848, semble très proche d'une telle amertume par le caractère radical de son pessimisme : « Les révolutionnaires sont devenus conservateurs, les conservateurs se sont faits anarchistes ; la république a tué les dernières institutions libres qui s'étaient conservées sous les rois ; la patrie de Voltaire s'est jetée dans la bigoterie. Tous sont vaincus, tout est terrassé, mais il n'y a pas de vainqueur...(…) Adieu le monde mourant, adieu l'Europe ! ». Néanmoins, aux antipodes d'un Antonio Labriola, pour Herzen, « l'histoire s'improvise et elle ne se répète que rarement; elle profite de la moindre occurrence, frappe simultanément à des milliers de portes, dont nul ne sait lesquelles s'ouvriront »; « dans l'histoire tout est improvisation, tout est liberté, tout est *ex tempore*; il n'y a ni limites, ni itinéraires tracés à l'avance; il y

a des conditions, une sainte inquiétude ». Mais il n'en est pas moins, ajoute-t-il, « impossible de renoncer au progrès », même si l'on est convaincu qu'il ne peut inclure « un programme inventé par nous », et, quand il s'écrie « Vive la mort ! », c'est dans l'espérance d'une résurrection qui réussira ce que la dernière révolution vient si dramatiquement de manquer. Dans sa **Métaphilosophie**, un Henri Lefebvre pense également que la dislocation de la ville, qu'il rapproche de celle de la philosophie, préfigure son pouvoir de créativité davantage que sa perpétuation. Un Ernst Bloch, qui se méfie, lui, du passé « totalement éteint », auquel il préfère « la seule forme qui convienne, celle du « devenu », à savoir de la maturité et de l'œuvre », assure cependant que « c'est ce qui est en ruines qui est intéressant ». Un Tomas Borge, dirigeant provisoirement vaincu des Sandinistes, fait preuve d'un optimisme provocateur, qui ne craint pas d'affirmer : « Personnellement, ce qui s'est passé à l'Est me réjouit : nous avons gagné le droit de recommencer (...) La première pierre du capitalisme est tombée avec le mur de Berlin ». Goethe n'écrivait-il pas : « Tout ce qui existe est digne d'être détruit » ?

De ce fait, nous n'éviterons pas la pensée des ruines. Qui nous renvoie à une tradition peut-être à tort oubliée. Sur un autre registre, celui de la peinture, dont nous étions partis, elle évoque une diversité analogue à celle que nous venons de rencontrer chez les philosophes, mais sa typologie apporte un autre éclairage. On relèvera en priorité que la Renaissance, qui en est le départ, en dépit de traces antérieures, délivre un message de rupture à la fois avec les nostalgies, les deuils (*paradise lost*), les joies revanchardes, les réécritures du passé et les scepticismes (le Valéry, par exemple, de la mortalité des civilisations). Ainsi, avec Ghirlandajo, la Nativité quitte la paille de l'étable pour s'installer dans les ruines d'un temple ancien, la scène annonçant clairement la venue du nouveau règne. Ainsi, derrière la « Bella » de Palma Vecchio se devine le faire-valoir contrasté d'un mur en ruine. De même arrive-t-il à Hubert Robert, le « Robert des ruines » de Diderot, de ne pas se satisfaire de la pure esthétique du *rovinismo* et de suggérer, quand il peint la « Démolition de la Bastille », le futur de la révolution. On doit à Giulio Carlo Argan, qui fut maire de Rome, l'idée que l'histoire de l'art, dont il était l'un des spécialistes incontestés, appartient à une « culture sans progrès », qu'elle ne reconstitue jamais un développement progressif et récuse toute inévitabilité. A l'opposé du pouvoir et du dogmatisme politique, qui ont besoin de l'idéologie du progrès afin de se légitimer, l'histoire de l'art ne se déroule que dans le présent et ne s'inspire que de lui. « Comment, demande-t-il, ne pas voir dans le concept (ou le mirage) du progrès l'argument fondamental du pouvoir ? » ; et il ajoute : « les hommes du pouvoir sont alors ceux du progrès, les artistes, ceux du retour ». L'art ignore la violence et la guerre. Dans sa démarche, le passé demeure indéfiniment utilisable dans la présence de l'œuvre dont il est toujours le présent. Quelque leçon ne serait-elle pas cachée derrière ce coup d'oeil rétrospectif? Non pas du tout, on l'aura compris, celle d'une eschatologie dans l'attente de la parousie, qui a son strict correspondant dans le mythe postmoderne de la fin de l'histoire, l'une et l'autre frappant de nullité l'action humaine; ni, non plus, malgré sa moindre ambition, dans le rêve d'un *infarctus* du mode de production, les sociétés ne connaissant guère ce genre d'accident. On s'orientera, instruit par l'expérience, vers des pensées plus

relatives. Celle qui tient que « le progrès est une idée neuve en Europe » mérite considération, en ce qu'elle rappelle opportunément, d'une part, que le concept est de fraîche naissance (la révolution française ; le mot « progressiste » ne datant que de 1868), et, d'autre part, qu'il se trouve étroitement circonscrit par une civilisation. Qu'il s'agisse de la perfectibilité infinie de l'homme, grâce aux connaissances (Condorcet), du progrès de l'Esprit vers la liberté (Hegel), ou, plus simplement, du fruit de l'évolution (Spencer) et des *lois* du devenir, historique (marxisme) ou naturel (darwinisme), cette représentation du temps, qui, fort chrétiennement, prétend conjurer la mort, n'atteste que d'une suffisante ignorance. Il est un temps, en Orient, qui ne craint ni rouille, ni patine, ni macule; un autre, familier aux anciens Grecs et aux conceptions organicistes, qui privilégie la circularité et prévoit des retours. Ernst Bloch nous avertit que « c'est à l'Ouest, là où le soleil se couche, qu'habite la mort ». Jean-Baptiste Vico croyait à un progrès en spirale, n'excluant pas les régressions, très exactement au sens où Rosa Luxemburg prophétisait « Socialisme ou Barbarie », entendant par ce dernier terme non pas la rechute dans l'âge de pierre, mais l'apparition de formes proprement modernes, dont notre siècle a donné (et donne encore) tant de tragiques exemples. La définition gramscienne de la crise nous fournit une autre illustration : « la crise, c'est lorsque le vieux meurt et que le neuf n'arrive pas à naître. Dans cet interrègne surgit une diversité de symptômes morbides ». Nous sommes dans cet interrègne, dans cet intervalle. A l'instar de Volney, l'auteur des **Ruines** précisément, nous ne savons pas si « l'heureuse révolution » sera seulement possible, nous hésitons devant l'illusion que toucher le fond serait la condition de la remontée en surface,- comme on l'assure prétentieusement aujourd'hui pour la Russie ou... la Yougoslavie. Toute inéluctabilité, toute fatalité nous arrête et nous engage à rendre ses titres de noblesse à une prise de conscience attentive aux contradictions à l'œuvre dans le réel (la dialectique ?), en ce qu'elles ont à provoquer et le retour critique sur soi et l'analyse des formes historiques, dans leur caractère transitionnel/transitoire, afin d'impulser des luttes d'autant mieux ajustées et convergentes que leurs finalités ne sont jamais assurées.

(\*) Ce texte a été publié sous une version abrégée dans **Das Argument** ("Den Fortschritt neu denken"), n° 230, Berlin, 1999

## **5. La violence, la guerre**

### **5.1. La violence? Quelle violence? (\*)**

Le sommet du G8, à Gênes, a tenu ses promesses. D'un côté la poignée des riches et puissants auto-incarcérés dans les ors de leur palais sur terre et sur l'eau; de l'autre quelques centaines de milliers de manifestants interdits de tout contact avec les premiers. D'entrée de jeu, on aurait affaire à une simple méprise sur l'objet même du débat, - la mondialisation, qui, pour les uns, ceux d'en haut, est censée, selon la thèse de M. Bush, enrichir les riches pour sortir les pauvres de la pauvreté, tandis que, pour les autres, ceux d'en bas, les pauvres sont de plus en plus pauvres et les inégalités de plus en plus flagrantes. Las,

l'échange promis de points de vue, sur le fond de la question, n'a pas vraiment eu lieu, sauf entre fusils et pierres. Le coupable est clairement identifié : la violence, déployée par quelques groupes de malfaisants, - "anarchistes" ou "radicaux". Les avis, sur ce point, sont unanimes, de la presse écrite et parlée qui, tout en s'en défendant, fait ses choux gras des informations les plus sanglantes, aux participants, - "pacifistes" et "généreux", qui, à quelques dissonances près, se désolidarisent des "casseurs", et aux Huit, qui, condamnant "toute forme de violence", appellent à "isoler les violents et les extrémistes". Ainsi, une minorité (infime, cela va de soi) parvient à empêcher tout dialogue et l'on peut comprendre que les forces de police, en dépit de quelques excès, aient si durement "réagi" aux "provocations". Soit.

Et si les choses n'étaient pas aussi simples? Si les présupposés de la règle du jeu étaient, avec elle, privés de fondements? Le premier repose sur l'idée d'un *consensus* qui rendrait possible les influences réciproques, singulièrement l'écoute, prêtée à ceux d'en haut, des revendications anti-mondialistes d'en bas et l'espérance d'y porter quelque remède. Les engagements à cet égard, réitérés, il y a deux jours à peine, par le Président Chirac, n'ont jamais fait défaut. Ils n'ont cependant, depuis Seattle et de sommet en sommet, reçu aucun commencement de réalisation, ainsi que l'établissent les chiffres les plus officiels des instances internationales. Ce pourquoi, précisément, les sommets sont, nous assure-t-on, nécessaires. Le second sous-entendu concerne la détermination, *pacifique* des protagonistes. Celle de la majorité (immense, assurément) ne fait pas le moindre doute. Elle atteste même, une fois encore, de la confiance des masses et de leur refus d'une violence dont elles savent d'expérience qu'elles font toujours les frais. En face, par contre, sous les apparences les plus civiles et les mieux policées, il n'est guère permis de s'interroger. Les "riches" ne le sont que par l'exploitation qu'ils exercent, son cynisme et sa brutalité. La propriété des individus, elle-même suspecte, ne dissimule plus, depuis belle lurette, les exactions, en clair la misère, le sang et la mort, dont ils sont les régents à l'échelle mondiale (mondialisée). On sera donc forcé de convenir, qu'on le déplore ou non, que lesdits "extrémistes" ("*Black Blocks*" ou autres), représentent la seule réponse adéquate aux Huit, leur violence étant la réciproque de celle du système. A plus forte raison, si les groupes de casseurs, comme il est légitime de le penser, sont partiellement manipulés par les forces de l'ordre. Modulons toutefois : réponse adéquate sans doute, mais dérisoire, tant éclate la disproportion entre quelques vitrines brisées et la furie policière, laquelle, de surcroît, n'épargne nullement les "pacifistes".

Un mort, 500 blessés, des millions de dégâts, dont le coût du sommet lui-même, pour un résultat qu'on s'accorde à trouver inconsistant : alors où est la violence?

(\*) Inédit. Adressé au **Monde**, le 23.07.01 et non publié

## 5.2. Après le 11 septembre : la guerre est déclarée (\*)

Un véritable concert a annoncé *urbi et orbi* qu'après le 11 septembre, plus rien ne serait comme avant. A quatre mois de l'événement, on se sent conduit à reconnaître qu'il y avait quelque chose de vrai dans le propos. Mais non pas au sens où on l'a généralement entendu, celui d'une rupture-avènement, concernant soit la fin de l'inviolabilité du territoire des Etats-Unis, soit l'apparition d'un "hyperterrorisme", soit le *clash* des civilisations et quelle que soit la manière de l'appréhender, sur le mode de la déploration, de l'angoisse, de la résignation, ou de l'enthousiasme d'une "croisade" du "Bien contre le Mal". En fait, il s'agissait d'un avertissement, annonciateur d'un climat de guerre. M. G. W. Bush l'a clairement confirmé : 2002 sera "une année de guerre".

Pourtant, dans un premier temps, on avait pu penser à quelques effets positifs, à une sorte de *Manhattan transfer*. Par exemple, la nécessité, pour les E.U., de se concilier les Etats arabes, dits "modérés", pouvait entraîner au moins une accalmie dans le conflit israélo-palestinien. M. Bush, en personne, allait jusqu'à évoquer l'existence d'un Etat palestinien, en sermonnant (presque) son ami Sharon. Ce premier temps n'aura connu hélas qu'une durée des plus brèves. Dès la "victoire" acquise, spoliations, humiliations et massacres en tous genres ne firent que s'accélérer à l'encontre du peuple palestinien, plus isolé que jamais.

Revenons quelque peu en arrière. Au lendemain de la chute du mur de Berlin, symbolisant l'effondrement du socialisme réellement existant, la victoire revenait sans contestation possible au libéralisme, autrement dit au règne du marché. Toutefois ledit libéralisme, pour se rendre acceptable, devait revêtir une autre apparence que celle de la rude "course au profit" et de la sauvage concurrence. On lui tailla donc un costume plus attrayant. On élaborait (ou on reprit, historiquement) la triade marché-démocratie-droit, rendant ces trois termes équivalents. Ainsi le marché se légitimait de l'exercice des protocoles de la démocratie "tout court", et s'exprimait dans le discours du droit.. Les crédits et prêts, dette comprise, aux pays en voie de développement seraient conditionnés par le strict respect de leur part des Droits de l'Homme. Les conflits armés, auxquels les puissances "occidentales" se verraient contraintes, présenteraient un caractère *humanitaire* et auraient pour fonction l'instauration ou le rétablissement de la démocratie. L'esprit d'ensemble relèverait de la thérapeutique, et non plus de l'agression : ici, les secours d'urgence grâce à la fourniture de vivres, couvertures et médicaments, là, les frappes "chirurgicales" et partout l'éthique substituée aux vieux intérêts stratégiques.

Or, après le 11 septembre, c'en est fini. Les précautions idéologiques ne sont plus de mise et on se débarrasse des oripeaux trompeurs. Foin de la démocratie et foin du droit! Le marché se met à poil et les revolvers ressortent. Derrière le sacro-saint droit, les légalités élémentaires sont bafouées par la guerre contre l'Afghanistan, celles des institutions nationales et les internationales. Les Parlements ne sont ni consultés, ni sollicités pour les engagements militaires. On leur demande seulement de les financer. L'ONU, pour la première fois de son histoire, avec une telle rapidité et une telle unanimité, donne carte

blanche à la "réplique" étasunienne, en avalant sa carte d'identité, qui en faisait la gardienne de la paix dans le monde. La coalition anti-terroriste ne se montre guère regardante sur ses recrues, parmi lesquelles brille toujours l'Arabie saoudite, parangon de la démocratie et du droit, qui fait aussitôt exécuter trois homosexuels (il est vrai que c'est à peine pire que ce qui se passe au Texas, sous les Bush).

Le feu vert est donné à la planétarisation des mesures sécuritaires. Chacun en rajoute, depuis la légalisation des écoutes téléphoniques et des fouilles au corps jusqu'à l'établissement de listes d'Etats et d'organisations terroristes. La C.I.A. en fournit une toute prête au Parlement européen, qui, dans un sursaut de pudeur, ajoute quelques noms de son cru pour la faire sienne. Familière de la chasse au faciès, la France découvre que ses Renseignements Généraux ont rangé parmi leurs suspects Jacquard, Gaillot, Tavernier et Lipietz, -redoutables terroristes en effet!. Un journaliste s'avance à peine en déclarant que les anti-mondialisation font eux aussi "le jeu des terroristes". Les citoyens "arabes" des E.U., qui sont en majorité chrétiens, s'alarment des vexations dont ils sont l'objet, en dépit de leur soutien à leur Président. C'est qu'on ne saurait sous-estimer les avantages de la lutte anti-terroriste, elle ne permet pas seulement d'affirmer les supériorités ethno-éthiques, vulgairement nommées racisme, elle étend ses foudres à tous les éléments dangereux du corps social, ces marginaux et exclus que sont chômeurs, contestataires et leurs organisations représentatives. Le terroriste, c'est l'ennemi du *consensus*. Cela fait du monde. Et c'est tellement pratique en période de récession, de crise des marchés, de revendications sociales et d'incertitudes politiques. Ainsi, au "pays des Droits de l'Homme", le plus large accord se fait, de la droite à la gauche, pour placer la sécurité au cœur de la campagne électorale et donner leur congé aux propositions novatrices.

Au chapitre de la (suspension de la) démocratie, et du (déni du) droit, notons encore qu'en dépit des proclamations d'alliance, les E.U. entendent bien, comme leurs responsables le répètent à l'envie, faire cavalier seul dans leur guerre de "légitime défense". Simple détail, à côté des manipulations qui ont présidé à la mise en place d'un régime "démocratique" à la tête du nouvel Afghanistan, le gouvernement français, jaloux du caniche britannique, se démène en vain pour imposer sa présence et se satisfait à bon compte de la portion la plus congrue : ses soldats se transformeront en techniciens de surface, comme on dit pour les anciens balayeurs, en nettoyant l'aéroport de Kaboul de ses mines et autres boîtes de conserve abandonnées. La guerre en outre, est "invisible", ainsi que le relève un journaliste, auquel les services étatsuniens interdisent de faire son travail : pas de photos, pas de comptabilité des morts, sous des frappes qu'on ne qualifie même plus de "chirurgicales". Entre parenthèses : quelle "victoire", pourtant saluée par la presse internationale, quand on sait que l'aventure s'est réduite au "bombardement du néant, au massacre de la misère" (Garzon) ? Les captifs du champ de bataille sont menottés, cagoulés et drogués, après avoir été remis, en toute illégalité, à l'armée étasunienne, qui les détiendra, en toute illégalité, à Cuba. Et la Croix Rouge, malgré ses efforts répétés, ne parvient pas à les faire reconnaître, ces "combattants irréguliers", en tant que prisonniers de guerre, c'est à dire en tant que sujets de droit. L'idée même de justice est de la sorte délibérément foulée aux pieds.

Faut-il ajouter à ce tableau bien incomplet, mais bien ignoré, sauf en bribes, par les coalisés et leurs thuriféraires, que les E.U. viennent d'ajouter à la liste déjà fort longue de leurs sollicitudes éthiques, -après donc, entre autres, l'environnement à Tokyo, le colonialisme et le racisme à Durban, les antimissiles, la conférence sur le terrorisme (eh! oui), les deux nouveautés que sont l'opposition au projet Galileo de navigation par satellites et le refus réitéré d'une cour pénale internationale. Enfin, ce constat : ceux-là mêmes, chefs d'Etat inclus (un W. Clinton, un J. Chirac), qui, sans se rallier totalement au point de vue de Arundhati Roy selon lequel le terrorisme est "le symptôme, non la maladie", s'alarmaient des conditions de misère susceptibles, un peu partout dans le monde, de nourrir le terrorisme, et s'accordaient, avec un Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, , à proposer une "coalition contre la pauvreté", ceux-là mêmes se trouvent, quelques mois après, frappés du plus complet mutisme. La complicité le dispute à la lâcheté.

On pourrait assurément objecter qu'il n'y a rien de bien nouveau dans ces pratiques d'après le 11 septembre. Et il est vrai que les infractions à la démocratie comme au droit sont monnaie courante, qu'elles l'étaient dès avant la chute du mur, et qu'elles ne sont ignorées ni de ceux, les plus nombreux, -peuples, pays, groupes ou individus, qui les subissent, ni, moins encore, de ceux qui les commettent. Le discours du droit ne concerne pas qui le parle. Celui qui dit le droit manifeste qu'il est le plus fort. La démocratie n'a de valeur qu'électorale. Son effectivité est détournée par les bureaucraties qui se soucient peu de la souveraineté nationale (voir l'Europe). On rétorquera cependant que la nouveauté de l'étape actuelle tient à ce que ses principaux protagonistes, ou plutôt son maître d'œuvre, la super puissance étasunienne, agit à visage découvert, sans s'embarrasser de faux-semblants. La défense des valeurs de la civilisation occidentale s'exprime en pluies de bombes, qui écrasent, et de dollars, qui achètent. Qui n'est pas avec moi, est contre moi. On peut même se passer de l'OTAN, encore si utile dans l'attaque contre la Yougoslavie. Car l'heure est venue du contrôle de toutes les ressources énergétiques de la planète et de la militarisation de l'économie. M. Bush junior réalise le plan exposé par M. Brzezinski, dans son livre, **Le grand échiquier**, - prendre pied en Asie, où se jouera bientôt le destin du monde. Voilà qui n'est pas complètement inconnu.

L'habillement idéologique confirmerait, à lui seul, le climat guerrier. Il consiste dans une virulente dénonciation de l'*antiaméricanisme*, au service de laquelle sont convoqués les intellectuels Hi Fi<sup>91</sup>, véritables "chiens de garde" de l'ordre dominant, qui règnent dans les médias. Leurs prestations présentent deux caractéristiques. Au lieu et place d'une contestation, sinon d'une réfutation, des arguments avancés par les *antiaméricains*, elles se bornent à recourir aux injures, - "ringardise", "imbécillité", aspect "nauséabond", etc. Elles se redoublent dans une campagne de chantage à l'antisémitisme, orchestrée par les institutions juives, qui répercutent, en France, les accusations de "pays le plus antisémite" de l'Occident, les demandes d'aide financière et les incitations à l'immigration, émanant directement du gouvernement israélien. La preuve est ainsi faite non seulement de

---

91 *High Fidelity* : j'ai baptisé ainsi, depuis fort longtemps, les idéologues à la botte du (des) pouvoir(s).

l'assimilation, qu'elles pratiquent, entre judaïsme, sionisme et soutien inconditionnel à Sharon, mais également de l'étroite communauté d'intérêt entre les E.U. et Israël. D'autre part, cet *antiaméricanisme* est, de fait, un *antiétasunisme* qui, concernant ceux auxquels on en fait grief, ne vise en rien ni la nation, ni le peuple des E.U., mais bien la politique d'un Etat. C'est pourquoi sa dénomination correcte est *l'anti-impérialisme*.

Le terrorisme moral exercé par ces comportements ne saurait toutefois faire illusion. Il est de plus en plus défensif. On ne compte plus les signes manifestant partout le rejet de l'hégémonie yankee et la condamnation du colonialisme israélien en tant que responsables permanents du terrorisme. Au moment où M. Bush demande à son Congrès 48 milliards de dollars supplémentaires pour élargir la guerre à d'autres régions du globe, quand une telle somme suffirait à endiguer les malheurs de l'Afrique, l'ouverture d'une nouvelle étape présente dès lors l'avantage de rendre l'opinion toujours plus sensible à la nécessité d'une lutte internationale contre la globalisation capitaliste.

(\*) Paru dans **Utopie critique**, n°22, mars 2002.

### 5.3 Les damnés de la terre

La situation au Proche-Orient, depuis le début de l'Intifada Al-Aqsa, n'a jamais été aussi grave. L'absence de toute perspective de reprise du "processus de paix", pour user de la formule consacrée, la rend tout à fait dramatique.

Le chiffre des 500 tués vient d'être franchi, ce 1<sup>er</sup> mai. La plupart sont Palestiniens et parmi eux de nombreux enfants. Les blessés sont entre 15 et 20.000, beaucoup ont été grièvement atteints et resteront handicapés à vie, des tirs ayant été ajustés à cette fin. Les plus récentes informations font état d'une économie sinistrée et d'un net accroissement de la pauvreté. La chute des revenus dans les territoires occupés se traduit par une perte de plus de 1000 shekels mensuels, soit de 2.300 shekels (4.053 F.) par mois avant l'Intifada à 1.200 shekels (2.114 F.) aujourd'hui. 68,3 % des ménages de Cisjordanie et de Gaza vivent au-dessous du seuil de pauvreté, si l'on fixe ce dernier à 1.608 shekels (2.833 F.) pour un couple avec trois enfants; à 1.316 shekels (2.319 F.) 60,7 % sont encore affectés. On estime à 64% les ménages qui éprouvent les plus grandes difficultés pour avoir accès aux prestations médicales, à cause des mesures de restriction de la circulation. Une étude de février dernier, conduite par les Nations Unies sur l'impact du bouclage depuis le 1<sup>er</sup> octobre, établissait une chute de 50% du PIB des territoires et de 75% des revenus apportés par les travailleurs en Israël (de l'ordre de 243 millions de dollars). Le taux de chômage est passé de 11 à 38%. Les blocus systématiques, qui n'épargnent nullement les universités (isolement de Bir Zeit en mars), les confiscations de terres, les routes défoncées au bulldozer, le rationnement en eau (80% pour les besoins personnels des citoyens juifs), les destructions d'habitations, qui accompagnent les opérations militaires, utilisant chars et hélicoptères de combat, et se redoublent d'humiliations de toute nature infligées à une population colonisée, suffisent à définir *une situation de guerre*. Et cette situation a ceci de particulier qu'elle met en présence deux adversaires parfaitement inégaux, d'un côté l'occupant disposant de la 4<sup>ème</sup> armée du monde et d'une impunité internationale, qui le place au-dessus du droit, de l'autre quelques millions d'étrangers dans leur propre pays, sans défenses réelles ni soutiens extérieurs, acculés à mener, dans les conditions les plus défavorables, *une lutte de libération*.

Or, cette guerre est voulue et orchestrée comme telle par un gouvernement qui ne cherche même plus à dissimuler ses fins, sous une caution "de gauche", ni sous le prétexte d'une recherche de la paix, puisqu'il s'agit d'une "union nationale" s'étendant des "colombes" travaillistes du précédent exécutif aux "ultra-orthodoxes" du Shass proclamant qu'il faut "anéantir les Arabes". Shimon Pérès, prix Nobel de la paix, se trouve ainsi en bonne compagnie, aux côtés du "faucon" de son parti, l'ex-général B. Ben Eliezer, qui, à la Défense, pourra "frapper aussi fort" qu'il le souhaitait, de D. Rabin-Philosof, fille d'I. Rabin, qui avait menacé E. Barak de rejoindre le Meretz, mais également du général Zeevi, qui prône "le transfert des Palestiniens" et de A. Lieberman, fondateur du parti russophone Israël Beitenou, qui proposait, il y a peu, de "bombarder Téhéran et le barrage d'Assouan". A la tête dudit gouvernement, la Knesset a

confortablement installé un personnage symbole, Ariel Sharon, un autre général, dont deux éditorialistes, Alexander Cockburn et Jeffrey St Clair retracent l'édifiante carrière, sous le titre "Retour du terroriste : les crimes d'Ariel Sharon". Un aperçu n'est peut-être pas inutile, compte-tenu de la retenue qui entoure, chez nous, ce genre d'information. D'une histoire qui "offre un registre monochrome de corruption morale, et une liste attestée de crimes de guerre remontant aux années 50, on relèvera les raids meurtriers, en 1953, contre le camp de réfugiés d'El-Bureig, et le village jordanien de Qibya, qui fut comparé à Lidice, la destruction de nombreuses habitations afin de percer la "Wreckage street" ("rue des épaves") à Gaza, en 1967, la même opération, en 1971, concernant 2.000 maisons et jetant à la rue 16.000 personnes, l'invasion du Liban en 1982 et la complicité dans les massacres de Sabra et Chatila. Cet ami de Mobutu et de Savimbi a été l'initiateur de la politique d'établissement des colonies, dont, au passage, 1924 unités ont été commencées par le régime "en faveur de la paix" d'Ehud Barak (selon le Rapport RISOT, cité par E. Saïd). Il a voté contre les accords d'Oslo et s'est enfin illustré dans ce que partout on a appelé la "provocation" de l'esplanade des mosquées, à l'origine de l'Intifada. Fidèle à la doctrine Ben Gurion, comme le note Uri Avnery, Sharon est partisan d'un Etat ethnique juif, aux frontières suffisamment floues pour s'étendre le plus loin possible. Il ne connaît qu'un seul ennemi, le peuple palestinien, dont il est prêt à briser la résistance "par tous les moyens, force brute, ruses et divisions". Il "représente bien un gouvernement dangereux dans une situation dangereuse" (D. Vidal). La preuve en est donnée tous les jours, par une répression sans nuances et sans limites (que l'on pense au terrorisme d'Etat et à sa pratique des "meurtres ciblés"), qui prend appui sur le refus réitéré de tout élément de négociation, qu'il s'agisse de Jerusalem, du retour des réfugiés, du démantèlement des colonies, de la libération des 6.000 détenus, de la restitution des territoires annexés en 67, ou du désenclavement des bantoustans actuels, bref de l'idée même d'un Etat palestinien.

Après les empressements d'un W. Clinton, couronnés du succès que l'on sait, l'administration Bush, apparemment plus distante, n'en continue pas moins à couvrir les forfaits de son protégé proche-oriental, et, en dépit de quelques pantalonnades sur le caractère "excessif" des "représailles", ou d'admonestations verbales sans aucune conséquence, à lui garantir une totale impunité, jusqu'à repousser l'envoi d'une force d'observation de l'ONU dans les territoires occupés. Il est suivi en cela par le Secrétaire général, Kofi Anan, qui refuse de prendre en considération la demande d'une protection internationale, réclamée par ses propres envoyés, dont Mary Robinson. L'Europe n'est pas en reste, qui, portant cependant le poids essentiel de l'aide financière à l'Autorité palestinienne, et assurant le principal partenariat commercial d'Israël, se révèle incapable d'adopter une attitude commune, chez elle comme dans les instances internationales, et de réaffirmer ses propres engagements concernant le droit des Palestiniens à un Etat (cf. la Déclaration de Berlin du 25.03.99). La position de la France, pour sa part, est, à tout le moins, d'une consternante ambiguïté. Les six mois de sa présidence de l'Union, achevés en décembre dernier, se sont caractérisés par une véritable régression, la reconnaissance de la disproportion entre les parties et, timidement, des infractions aux droits de l'homme, du fait des Israéliens, n'allant

jamais jusqu'à la condamnation explicite et, moins encore, jusqu'aux sanctions possibles, pourtant déjà prises par l'U.E. auparavant. D'une main, on écrit, semble-t-il, aux partenaires afin de leur suggérer de recourir à quelques rétorsions économiques, et, de l'autre, on s'abstient, avec trois autres membres européens du Conseil de l'ONU,- la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège, lors du vote sur la force d'observation (approuvé par 9 des pays européens). Le *leit-motiv* du souhait de "mettre fin à la spirale de la violence", cher à nos ministres des Affaires étrangères, qui revient à renvoyer les antagonistes dos à dos, tient sans doute lieu de "vrai rôle politique" (H. Védrine à Damas, 27-28.04.01). La règle sacrosainte "d'écarter toute concurrence stérile avec les Etats-Unis" (id°), de ne nuire donc en rien au tandem Etats-Unis/Israël s'en trouve, quant à elle, chaque fois reconduite.

Ce qui ne peut aller sans effet sur l'opinion nationale, pour peu que les grands médias s'emploient à répandre la bonne parole ou, ce qui revient au même, à organiser le silence. Passée la salubre émotion d'une prise de conscience, qui paraissait distinguer les niveaux de responsabilité entre occupant et occupé, dans les premiers mois de l'Intifada, les voix de l'idéologie inféodée à l'Etat juif ont repris le dessus. Quand on sait quelle indignation morale a soulevé notre "classe politique" à l'élection (démocratique) d'un Jörg Haider en Autriche, ou l'ire vengeresse qui entend traduire un Milosevic devant le TPY, comment ne pas s'étonner qu'un Sharon, "que son parcours criminel aurait depuis longtemps dû frapper d'inéligibilité", selon les propres termes de l'Union des Progressistes juifs de Belgique, ne soit pas l'objet de semblable sollicitude. Tout au contraire, pour **Le Monde**, par exemple, dont la réputation d'objectivité n'est plus à faire, "rarement un premier ministre d'Israël aura été autant en phase avec son pays", il est "l'homme de la situation" pour ses compatriotes et "sa fermeté face aux Palestiniens...représente...le meilleur gage d'une diminution des violences", il est "habile et pragmatique", "modéré dans la forme et prudent sur le fond" (09.03.01).

En permanence, l'accusation des accusations, l'infamie des infamies, le poignard de l'antisémitisme est dégainé, pour clouer le bec à tous ceux qui contestent l'inconditionnalité du consensus pro-israélien. Comme le relève R. Brauman "la relation triangulaire Juifs-Israël-Shoah, [est] imposée comme indissociable et devenue dans l'histoire récente le ressort fondamental de la capacité d'intimidation morale exercée aussi bien par Israël dans le champ diplomatique que par ses défenseurs dans les débats publics". Le *pater dolorosus* Elie Wiesel, autre Prix Nobel de la paix et, par ailleurs, ancien de l'Irgoun, patronne un appel de caractère apocalyptique qui voit "les fondements de la République remis en cause" devant "une vague d'exactions d'une intensité révoltante", rappelant le "cauchemar" d'un passé qu'on croyait révolu (la presse, 15.11.01). L'agent principal de cette ordalie est le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). Il ne se contente pas de placards exprimant "au peuple d'Israël toute sa solidarité et son soutien" et appelant "les autorités françaises à dénoncer avec force les actes de violence et de terrorisme dont les civils israéliens sont victimes" (**Le Monde**, 26.04.01), il ne craint pas, lors de son banquet annuel, de chapitrer durement son invité, le Premier ministre, qui s'entend dire, sans broncher, que "la France s'est mise hors jeu" (04.11.01). Le récent

colloque du Congrès juif européen, à l'UNESCO, sur l'antisémitisme (23-24.04.01), dans l'analyse que son président, H. Hadjenberg (également président du CRIF), en propose, ne semble faire aucun cas des sentiments éprouvés par la "communauté" arabo-musulmane française face à l'Intifada et à la répression israélienne. Il est vrai que l'indignation unilatérale ne s'en préoccupe pas plus que des "civils" ou du "peuple" palestiniens. L'assimilation dès lors de l'antisionisme à l'antisémitisme va de soi, comme ne manque pas de le souligner Mme S. Veil, Présidente de la fondation pour la mémoire de la Shoah, à la même occasion. Il est, d'autre part, assurément plus branché et plus convivial de crier "Au Secours!" pour les femmes afghanes (la presse, 28. 02.01), plutôt que pour les Palestinien(ne)s. En tout cas, à destination de l'opinion, le message se boucle sur un complet retournement qui fait du bourreau la victime, et réciproquement.

Qu'aurait-on, qu'aurions-nous pensé, et de nous-mêmes, si naguère nous nous étions vantés de faire cause commune avec le régime d'apartheid contre l'ANC de Nelson Mandela, ou avec les paras français contre le FLN algérien, ou encore avec les napalmeurs yankees contre les maquisards vietnamiens?

Voilà ce qui n'est pas tolérable et doit mobiliser les gauches ici comme partout, y compris en Israël où le Gush Shalom fait courageusement pièce à "l'union nationale". La "question" pudiquement dite "du Proche-Orient" est bel et bien aujourd'hui le critère discriminant d'un engagement qui se veut progressiste et anti-impérialiste. Il exige la solidarité avec ces nouveaux damnés de la terre, que sont les Palestiniens en lutte pour leur liberté.

(\*)Paru dans **Utopie critique**, n° 20, Paris, juin 2001

## 6. De la pudeur en politique (\*)

(à propos des élections présidentielles d'avril 2002)

1. A ne pas perdre de vue : Premier, sinon vainqueur, le peuple de l'auto-exclusion, couramment appelé "les abstentionnistes", alors qu'en fait cette banalisation terminologique dissimule l'attitude *politique* de ceux qui ne trouvent pas ce qu'ils cherchent en magasin. Ces pécheurs ès-démocratie se déroberont à la pêche aux voix, peut-être pour aller à la pêche. Plus sûrement, ces *citoyens* refusent d'exercer leur premier devoir, celui du vote. Ils refusent le rôle passif, auquel ils se savent voués. Ils ne veulent pas être les intermittents du spectacle. C'est un phénomène lourd. De plus en plus lourd. Pas seulement en France : l'homme le plus puissant de la planète, le Président des E.U., représente au plus 3 à 4 électeurs sur 10. On attend le médecin qui se penchera sur cette pathologie de nos démocraties.

Donc, un total de 11 millions, ou, plutôt 13, en comptant non-inscrits, blancs et nuls. Ce qui relativise passablement les scores des comptés seconds. Soit, à peu près, pour les 3 principaux, entre 11 et 18%. Exemple, le F.N. : environ 12% des inscrits, à peine 10% du corps électoral au lieu des 17% officiellement déclarés.

2. La gauche *plurielle* s'est révélée incapable de devancer la droite *classique*. En dépit, ou à cause, de son arrogance satisfaite, elle n'a même pas réussi à s'imposer au second tour. C'est connu, certes, mais circonstance aggravante, la droite en question était également défaite. Entre éclopés, c'est la béquille la plus solide qui fait tenir debout.

3. La gauche *plurielle* est entièrement responsable de son échec. Elle a payé le prix de sa gestion politique. Mais l'ardoise est lourde. Pour tout le monde. On en appelle aujourd'hui partout aux analyses. Cela fait sérieux et, de surcroît, c'est émouvant. Il se trouve cependant que l'affaire est entendue depuis longtemps. Le passage de la social-démocratie au libéralisme, s'il n'a fait que s'accuser, ne date pas d'hier. A moins que l'autocritique ne se borne au refrain connu : "nous avons raison, mais nous n'avons pas été compris", avec le bémol de la culpabilité courte : "nous ne nous sommes pas assez expliqués", ou "nous aurions dû forcer à gauche plus tôt". La sécession, en vérité la marge, "républicaine" (J.-P. Chevènement), n'a pas fait mieux.

4. Marx : presque 11% en chiffres officiels, non compris Robert Hue, encore qu'une vieille fidélité chez tels de ses électeurs pourrait lui valoir un rattrapage. Ces quelques millions sont-ils des fana de la dictature du prolétariat? Pas plus, vraisemblablement, que ceux de Le Pen ne sont des fascistes. A noter que les "extrêmes", si complaisamment amalgamés, ne se rejoignent pas davantage dans le champ social qu'ils ne le font dans la topographie du Palais Bourbon.

5. Le "séisme", la "honte", le "deshonneur", la "colère", "l'indignation" : le landernau politico-médiatique adore faire dans la déploration moralisante, sur la mort possible de "nos valeurs". Mais quoi? La morale démocratique n'exige-t-elle pas de considérer que chaque voix compte pour une et que *toutes* soient égales, singulièrement quand il s'agit d'élire le Président de *tous* les Français? Le pari

*démocratique* ne suppose-t-il pas que les ennemis de la démocratie aient droit à la liberté d'exprimer *démocratiquement* leur opinion? Et que ce risque ne puisse être combattu que *démocratiquement*?

6. Alors où sont la honte et le déshonneur, ou disons plutôt l'impudeur, la pudeur méritant de figurer parmi les vertus démocratiques? Les appels à voter Chirac ont jailli quelques instants à peine après l'annonce de l'événement. Ils sont venus des Strauss-Kahn, des Fabius, des Aubry, des Mamère, des Voynet, des Sarre, des Buffet... Le P.C.F., une fois encore, a atteint un sommet, en dissimulant (en tentant de dissimuler) sa débâcle, de si loin annoncée, derrière l'écran du "danger de l'extrême droite". Les appels en question ne cessent depuis de se multiplier : C.G.T., C.F.D.T., F.S.U., M.R.A.P., S.O.S.Racisme..., bras dessus bras dessous avec le M.E.D.E.F. Jusqu'aux journalistes qui pourtant "ne font pas de politique". Jusqu'aux lycéens auxquels on montre le chemin de la rue, qu'on avait soi-même oublié. Et l'on va voir s'allonger les listes d'intellectuels, d'artistes, de cinéastes, à défaut des artisans-coiffeurs ou des mères-célibataires, exprimant leur ralliement, "sans faille", -cela va de soi. Ainsi le candidat vilipendé, démolé, injurié, durant plus d'un mois, et, ne l'oublions pas, de la part des compétiteurs de son camp, aussi bien que de celle de ses "adversaires", devient, d'un seul coup et d'un seul élan, le rempart de la morale, le Saint Sauveur (l'Eglise s'y est mise aussi, et les scouts, et...), le preux chevalier chargé de terrasser la Bête au nom de la France éternelle, sous les yeux admiratifs, bien entendu, du monde entier.

7. En tout cas, de même que l'Insécurité avait été le flambeau du premier tour, de même la République sera l'oriflamme du second. Tous Républicains. Même le CRIF, qui reniant son récent coup de chapeau au F.N., appelle à défendre les "valeurs de la République et ...du judaïsme", entendons l'égalité et le peuple élu.

L'impudeur de ce reniement, qui manifeste l'entêtement à prendre les citoyens pour des demeures et les Français pour des veaux, appartient peut-être à l'ordre de la confession, ou carrément de l'aveu involontaire. Les estropiés du scrutin, quoi qu'il paraisse, appartiennent au même camp. Ils pensent se remettre sur pieds en boitant ensemble. La République, "tout court", comme la démocratie, voilà qui est pratique. On sait bien que ça ne connaît ni droite ni gauche, ni pauvres, ni riches, ni sans papiers, ni sans logis, ni classes, ni luttes, mais seulement le *consensus*. Ca n'a même pas besoin de programme, l'Europe, par exemple, ou la politique étrangère, on l'a assez vu lors du premier tour de scrutin des présidentielles de 2001. Les "veaux", selon l'expression fameuse, qui "ne nous ont pas compris", avaient déjà tout juste, il y a quelques semaines, quand ils jugeaient majoritairement qu'il n'existait aucune différence entre la "gauche" et la "droite", entendons entre Chirac et Jospin.

8. L'apostasie ne va pas sans espérance de bénéfice. Le plébiscite en faveur du "candidat-Président", une fois totalement ravalé et revirginisé, ne devrait pas être mince. On prévoit une victoire aux législatives, qui, balayant, avec les erreurs et bévues de tactique des présidentielles, les "extrêmes" et leur socle de "frustrations", ré-ouvrirait la voie royale du *consensus*, autrement dit de la *cohabitation*. Il va de soi que, chez les convertis de fraîche date, on ne se fera pas faute de préciser que l'appel à voter

Chirac ne doit pas s'entendre comme un appel à voter Chirac, mais comme... (plusieurs variantes prévisibles). Et voici comment notre "classe politique", sous couvert de morale *républicaine* (encore une fois), conspu la démocratie et préserve ses privilèges.

9. Le manichéisme auquel nous avons désormais affaire paraît bien peu éloigné de celui qu'un Bush développe à l'échelle mondiale. Le modèle réduit hexagonal s'offre un nouvel emprunt au Grand Modèle. Le Pen c'est Ben Laden, ses suppôts sont des sortes de terroristes et ceux qui ne rejoignent pas l'Appel du 21.04 sont leurs complices. Aussi n'est-il pas question de les ménager, en vertu de la règle également *républicaine* qui préconise de "terroriser les terroristes". Il faut mettre au ban de la société, ces inconscients, extrémistes, staliniens, gauchistes, ringards, fascisants, d'un mot *antirépublicains*. Les impudiques, en chasubles d'or, actuellement au Vatican, fustigent l'impudeur des canuts, qui n'ont toujours pas de quoi se vêtir.

10. La seule réponse adéquate à une situation aussi artificielle réside précisément dans l'expression démocratique. Elle consiste dans le double refus de l'alternative diabolisante et du choix cynique entre "l'escroc et le facho". La motivation de la peur ne vaut pas mieux que celle du "vote utile". Il s'agit, dans les deux cas, de chantage au *dissensus*. Le dernier scrutin, à sa manière, l'a encore attesté. On ne saurait le dépouiller de son message, qui traduit bel et bien l'injonction *politique* de représenter les clivages sociaux qui conditionnent la mise en œuvre de changements, plus nécessaires que jamais. "Faire barrage au F.N.", comme on le proclame à juste raison, c'est mobiliser contre la droite, dont il n'est que l'extrême familier et parfois courtisé, et non point se rallier à elle, aux côtés de ceux qui ont accepté depuis si longtemps de faire sa politique. C'est dissuader ses électeurs de le prendre comme porte-parole de leurs désarrois et de leurs révoltes. C'est tabler sur les clairvoyances civiques qui ne pourront assurément que limiter les effets d'entraînement servile en faveur de Chirac, mais qui prépareront un Parlement où les sans-voix se feront entendre. Partant, il n'est pas d'autre option *démocratique*, que le vote blanc.

(\*) Ce texte a circulé sur des listes de courriel en avril 2002.

## *Le communisme (\*)*

Le communisme c'est pas comme disent que c'est les funéraires qui ne le livrent pas parce qu'ils aiment mieux la mort que la vie.

Le communisme c'est pas comme disaient que c'était les utopistes une cité tellement belle avec le miel dans les rues que tu en pleures sur ton pain sec et pourtant c'est un peu comme ils disaient les utopistes.

Le communisme c'est comme il a dit Marxengels tu croirais tellement tu en as envie que c'est pour aujourd'hui pour tout de suite.

Le communisme tu l'as manifesté dans le Manifeste, c'est pourquoi il faut le manifester même dans les manifestations.

Le communisme c'est le seul contrepoison le seul antidote le seul remède la seule alternative à la société d'exploitation au capitalisme qui jamais n'a le visage humain.

Tous les damnés de la terre savent ça qui sont de plus en plus nombreux et de plus en plus damnés

Seuls les salauds ne sont pas avec eux et c'est comme ça qu'on les reconnaît.

(\*) Inédit. Destiné à **Révolution**, oct. 2001.

#### 1. De quelques problèmes actuels de la démocratie (\*)

Je dois à l'amicale insistance des responsables de la toute nouvelle revue **Tempo**, et tout particulièrement à Virginia Fontes, que je remercie ici, de pouvoir publier les quelques réflexions qui suivent et reprennent le canevas d'exposés faits à diverses occasions, en Russie, en Argentine, en Roumanie, en Albanie, à Cuba, en Uruguay, en Grande-Bretagne et en France, bien entendu. Les discussions ont, chaque fois été très enrichissantes pour moi. Afin de ne pas trop dissoner dans un dossier consacré à la violence, je dirais, sans m'avancer davantage, qu'à traiter de la démocratie, on se situe au centre de la question de la violence, dans la mesure où cette dernière ne mérite le statut du concept que sous la condition (mais il en est d'autres), d'être appréhendée à travers son aspect institutionnel. La violence la plus présente et la plus obstinée n'est nullement celle qui en vient aux mains ou fait couler le sang, mais bien la silencieuse, la dormante, qui se tient dans les rapports de pouvoir, eux-mêmes expression des rapports de force, en un lieu et un temps donnés.

La démocratie fait aujourd'hui l'objet d'un débat permanent. En outre, ce débat, qui porte sur un ensemble de problèmes en rapport avec le fonctionnement démocratique dans le cadre de la conjoncture d'une nouvelle phase du développement des rapports de production, est commun à un grand nombre de pays et de régions du monde, sinon à tous. Que l'on se trouve à Paris, à Londres, à Buenos-Aires, à Mexico, à La Havane ou à Moscou, en dépit de notables différences, se posent des questions semblables. Au point que les disparités, jugées naguère si importantes et prédictives d'irréductibles spécificités, s'en trouvent estompées. Le vocabulaire lui-même s'en fait l'écho: partout les mêmes mots, chargés des mêmes significations.

Pour ma part, je me bornerai à évoquer ce que je connais le moins mal, c'est à dire "l'Occident", et, plus particulièrement, la France, en vertu du principe que chacun doit balayer devant sa porte. Il s'agira de quelques réflexions autour de la question : qu'avons-nous appris de nouveau concernant la démocratie ? Je me dois de préciser que le caractère ouvertement critique de mon propos ne traduit nullement une suspicion sur son objet. Il voudrait, au contraire, en désignant quelques périls, dégager les conditions d'une repensée et donc de nouvelles avancées de la démocratie.

Un premier constat s'impose aujourd'hui : celui de la mondialisation, non pas de la démocratie, mais de la *demande démocratique*, qui, sous des formes et dans des situations, à l'évidence diverses, s'exprime aux quatre points cardinaux, au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est. La demande tient à la fois à l'évolution des démocraties les plus anciennes, à la fin de la plupart des dictatures dans le Tiers-monde et à l'effondrement du socialisme "réellement existant". Elle est inscrite dans notre modernité. Pensons à la chute du mur de Berlin et à sa valeur symbolique brutalement résumée dans le dilemme "ou bien le socialisme, ou bien les bananes". Ce qui me rappelle la remarque que me fit autrefois un ami algérien, affirmant : "nous avons enfin la preuve du socialisme chez nous". Quand je l'interrogeai : "quelle preuve ?", Il me répondit "eh bien ! on ne trouve plus de bananes sur le marché !". Il s'est passé quelque chose d'analogue, au tout début de ce qu'il est convenu d'appeler "l'effondrement". La manière dont les ressortissants des pays de l'Est percevaient l'avenir qui

leur était réservé était pleine d'illusions. Tel était le cas des Albanais qui avaient quitté leur pays, le plus souvent dans des conditions très précaires, pour se réfugier en Italie ou en France. Lorsqu'on leur demandait ce qu'ils venaient chercher, c'était très clair dans leur esprit : ils imaginaient la démocratie à la manière du feuilleton Dallas ou d'autres séries américaines, c'est à dire des villas avec piscine, genre Floride, des femmes superbes, de l'argent, des voitures, etc. Inutile de dire que les quelques années qui ont passé les ont conduits à déchanter. J'ai eu moi-même à faire cette expérience, lorsque je me suis trouvé en Russie, au moment de la première élection présidentielle, pour traiter de la démocratie devant des amphithéâtres de collègues et d'étudiants. J'essayais de leur expliquer que l'image idéalisée qu'ils se faisaient des démocraties occidentales, objet de leur convoitise, ne correspondait vraisemblablement pas davantage à la réalité que la caricature entièrement négative qu'en avaient présentés, des décennies durant leurs régimes "socialistes". On m'écoutait fort courtoisement, mais on ne me croyait pas, considérant que mon propos était celui d'un privilégié trop exigeant ou d'un briseur de rêve.

Autre question : la mondialisation de la demande démocratique est-elle le strict correspondant de la mondialisation du marché ? On pourrait tout d'abord répondre par l'affirmative, puisqu'on constate à tout le moins une coïncidence. Le marché semble impliquer la forme politique de la démocratie. Ils se conditionneraient réciproquement. Nous savons cependant, comme on le voit, par exemple, en Chine, que le marché peut être compatible avec un pouvoir autoritaire. La démocratie, en outre, ne saurait se réduire à des procédures adoptées du jour au lendemain, elle est le résultat de traditions et de pratiques, largement fondées sur des luttes sociales. Ce fait enfin qu'historiquement la démocratie se soit imposée comme le régime le plus efficace, et donc le mieux adapté, au marché et au capital, que capitalisme et démocratie aient été confondus, peut-il être sans conséquences sur les formes et le contenu des régimes démocratiques existants et sur la demande démocratique mondialisée? Ne voit-on pas que le libéralisme, «sauvage» ou pas, loin de conforter la démocratie suscite partout des répliques de type nationalistes, ethnicistes et religieuses, de la part de ceux qu'il faut bien appeler les vaincus du marché ? Et que le contrat social, qui entame, à gauche, une nouvelle carrière, demeure bel et bien une transposition au politique du contrat marchand ?

On ne peut dès lors faire l'économie d'un retour sur le concept lui-même de démocratie, en écartant d'emblée l'expression, qui fait florès aujourd'hui, et pas seulement dans la presse à grand tirage, de démocratie "tout court". La démocratie "tout court" est introuvable en théorie politique. Elle n'exprime, au mieux, que le refus d'interroger le concept, et, au pire, son assimilation à sa forme et à son acception bourgeoises. Il convient pourtant de voir que certains des traits caractéristiques de toute démocratie, qui forment, en quelque sorte, un commun dénominateur, n'ont fait que s'accuser. Prenons, par exemple, la notion d'exclusion, si souvent évoquée comme un phénomène nouveau. Telle ou telle forme est sans doute nouvelle, mais on n'a jamais rencontré de démocratie qui n'ait pas fonctionné à l'exclusion, depuis les Grecs jusqu'à nos jours. Le prétendu "modèle grec" se fondait sur une conception élitiste de la citoyenneté, qui excluait la majorité de la population, -les étrangers (les métèques), les esclaves et, bien sûr, les femmes. Nos démocraties sont assurément plus avancées, mais elles demeurent exclusives. En France, c'est bien tardivement, il y a à peine cinquante ans, que le droit de vote a été

accordé aux femmes, et les travailleurs immigrés, en dépit des promesses, n'ont toujours pas obtenu le droit à une expression électorale, fût-elle limitée. Par ailleurs, un autre trait permanent de la démocratie se manifeste encore de façon ouverte, et même brutale. Je veux parler de la fragilité des démocraties. Toute démocratie est fragile, en vertu de la règle selon laquelle, dans un régime démocratique, les forces politiques et sociales hostiles à la démocratie ont toute latitude d'user des procédures démocratiques pour tenter de parvenir au pouvoir. On l'a vu naguère avec le régime nazi. On l'a vu récemment en Algérie où le processus démocratique a été interrompu parce que la démocratie naissante se trouvait menacée à travers des procédures qui permettaient l'arrivée au pouvoir de forces antidémocratiques déclarées. Dans des pays, comme la France ou l'Italie, le développement de courants politiques et idéologiques hostiles à la démocratie en est venu à représenter un danger réel, ainsi que l'ont montré, il y peu, les élections italiennes.<sup>92</sup> Et que dire de la Russie d'Eltsine, à laquelle les puissances occidentales s'entêtent à délivrer un brevet de démocratie, assorti de prêts financiers d'un montant considérable et sans contrôle ? On sait de reste que la bourgeoisie n'hésite guère à recourir au fascisme, quand elle se sent menacée. Il n'est pas, d'autre part, de démocratie qui ne soit inaccomplie. A l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, un auteur, devenu depuis académicien, Jean-Denis Bredin, consacrait une page entière du *Monde* à dresser l'inventaire des manques à gagner sous chacune des catégories de la célèbre devise "Liberté, Egalité, Fraternité". La liste en était impressionnante et l'on se disait qu'il y avait encore bien du grain à moudre, alors que le même auteur se dispensait de toute allusion aux classes sociales. N'est-ce pas le propre de toute démocratie de n'achever jamais son programme, de ne parvenir jamais au bout des aspirations dont elle est porteuse ? Les démocraties ne sont-elles pas, de surcroît, manipulables et manipulées ? Même dans les démocraties les mieux accomplies, sinon les plus exemplaires, les procédures de vote, - carte électorale et nature des scrutins, ne vont pas sans question, ni dures batailles. La triple césure n'a fait que s'aggraver, entre les électeurs et leurs représentants, entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif et par le renforcement de l'autonomie de l'exécutif. Le présidentielisme de nombre de Constitutions tend à assimiler la démocratie à la monarchie. Le Président de la République française dispose, de fait et de l'aveu même de ses partisans, de plus de pouvoirs que bien de ses prédécesseurs royaux. Le précédent, François Mitterrand, auquel la République a eu l'indécence de faire des obsèques internationales à Notre-Dame, était même appelé "Dieu" par les familiers de son parti. Et l'on comprend que la Constitution de la Vème République ait très tôt suscité l'engouement des néophytes en démocratie des ex-pays socialistes. En dehors même des consultations électorales, les déclarations des personnages politiques du plus haut niveau ne cessent de ressasser le mot d'ordre de "la lutte contre les inégalités" et de "la réduction des inégalités". Une telle antienne ne conduit-elle pas à penser que lesdites inégalités sont irréductibles et qu'elles se renouvellent constamment ? De fait, les régimes démocratiques sont inégalitaires et créateurs d'inégalités, au point que certains politologues n'hésitent plus à les justifier, dénonçant les "utopies égalitaristes" et leur opposant le principe d'équité. Or, il est bien des raisons de croire que les inégalités n'ont fait que se durcir et que la fin du XXème siècle n'a, à cet égard, rien à envier au XIXème. La marchandisation généralisée, qui dissimule son

---

92 Et, en avril 2002, avec les élections présidentielles en France (cf. *supra*, "De la pudeur en politique").

anarchie sous les prétendues "lois du marché" et n'obéit qu'à la maximisation du profit, s'accommode de la vente de leurs organes et parfois de leurs enfants de la part d'individus réduits à la seule préoccupation de survivre. Et il est vrai que la rentabilité du commerce des stupéfiants est nettement supérieure à celle du cuivre ou des céréales.

Ma troisième réflexion concerne la notion de "modèle". Peut-on parler de démocraties-modèles ou d'un modèle de la démocratie ? Les démocraties, dites avancées, qui s'offrent en exemple aux pays, nations ou groupes politiques qui aspirent à la démocratie, ou qui expriment une demande démocratique, peuvent-elles prétendre à ce rôle ? Ce sont des régimes qui se définissent par le droit. Or, le discours du droit est le discours traditionnel de l'idéologie dominante, dans la mesure où le droit, même s'il ne s'y limite pas, représente d'abord l'auto-légitimation de la classe au pouvoir. Ce discours a pris, sous nos yeux, une extrême importance. Il connaît une véritable inflation, par le canal d'expressions telles que "Etat de droit", "Droits de l'Homme", "Droit international", etc. La base du "modèle" serait celle-là. Malheureusement les choses ne sont pas aussi claires. La notion d'"Etat de droit" a été forgée au siècle dernier, en Allemagne. Le *Staatsreich*, qui désignait l'Etat prussien n'avait cependant rien de très démocratique. Dans les années 70, le terme a connu une certaine fortune, car il servait essentiellement à la puissance des Etats-Unis pour lutter idéologiquement contre le "monde socialiste". De nos jours, l'aspiration à l'Etat de droit, au niveau des sentiments et des volontés n'est nullement dénuée de sens, mais elle est maigre de contenu. Tout Etat, comme l'avait déjà relevé Hans Kelsen, est historiquement un Etat de droit, quel que soit ce droit. Il vaudrait mieux parler d'Etat de loi. Il en va de même au sujet des Droits de l'Homme. Naturellement ils font l'unanimité et il est légitime de les défendre. Peuvent-ils, pour autant, servir d'instrument de mesure, comme il est préconisé en particulier dans les relations entre la Communauté européenne et les pays en voie de développement, pour apprécier le niveau démocratique atteint par telle ou telle nation et en faire la condition des aides à attribuer ? Qui va décider de cette mesure-là, ou plutôt en fonction de quels intérêts et de quel rapport de forces ? Le respect des Droits de l'Homme, à l'échelle planétaire, par ceux-là mêmes qui les proclament, n'offre vraiment rien d'exemplaire. Pensons à ces aventures proches que sont le Panama, le Nicaragua, la Grenade ou la Guerre du Golfe, censée instaurer le "nouvel ordre mondial", qui n'est rien d'autre que la loi ancestrale du plus fort. Il est un autre phénomène, s'agissant du discours du droit et de la juridisation des rapports sociaux, qui se développe considérablement. Aux Etats-Unis et dans les pays anglo-saxons la juridisation est une tradition. Dans les pays européens, elle a pris une forme nouvelle, compte-tenu de la multiplicité des sources de la normativité, à la fois nationales et supra-nationales. Or, si l'on admet qu'en démocratie, la source de la loi, qui prononce le droit, c'est la volonté générale, autrement dit la souveraineté populaire, des conflits ne manqueront pas de se produire. Il en va bien de la sorte avec la création, dans le cadre de la Vème République, du Conseil constitutionnel. Voici une instance qui dit le droit, sans recevoir de sanction de la volonté générale et sans consultation de l'Assemblée nationale. A une plus vaste échelle, cette fois, avec la Communauté européenne, les sources de la normativité sont entre les mains de groupes technocratiques sur lesquels les nations ne disposent d'aucun contrôle. Et il ne s'agit pas seulement de l'adoption des phares blancs pour les véhicules, mais également des décisions économiques. La seule légitimité

de ces instances tient à leur acceptation par un traité entre puissances associées, et nullement à une élection. Un Parlement, comme le Parlement de Strasbourg, ne dit ni le droit, ni la loi. La loi passe ailleurs, par le Conseil des communautés ou la Cour de justice, qui, elle-même, fait entériner les décisions qu'elle prend pour l'ensemble des pays membres par le Conseil des ministres de la Communauté. Je n'entends pas, par là, porter jugement sur le caractère progressiste ou non des dispositions arrêtées, mais relever que la gestion des rapports sociaux capitalistes échappe de plus en plus aux nations, quand c'est à des nations, ou Etats-nations, que l'on aura affaire durant une période encore longue. La démocratie s'en trouve atteinte dans sa nature même.

Que devient, dès lors, la citoyenneté ? Il est inhérent au régime démocratique de se développer, de s'approfondir sans cesse et d'inventer des droits nouveaux. S'il s'arrête, il s'auto-détruit. Or, la bourgeoisie a su bloquer le processus démocratique, chaque fois qu'elle l'a jugé nécessaire, par exemple, en France, en 1793, en 1848 ou en 1871. Les procédures démocratiques, que l'on réfère souvent à la modernité, relèvent plutôt d'une sorte de bricolage venu de la Grèce antique, comme le discours du droit largement puisé dans le droit romain. Envisageons un autre phénomène devenu massif dans nos démocraties-modèles, cette exclusion particulière qu'est *l'exclusion politique*, dite aussi dépolitisation, et qui se caractérise par une abstention considérable aux consultations électorales. Elle est une auto-exclusion, puisque ceux qui dans un pays donné possèdent la qualité de citoyens, refusent d'exercer précisément le premier de leurs droits. Tout le monde sait que le chef de l'Etat le plus puissant de la planète est élu par un peu plus de 30 % du corps électoral. En France certains scrutins ont approché de taux de 60 à 65 % d'abstentions. Les analystes ne considèrent pas sans raison qu'il s'agit là d'une perversion de la démocratie, que les gens préfèrent aller à la pêche à la ligne au lieu d'aller voter et qu'ils se désintéressent des affaires publiques. Attitude, en ce sens, moralement condamnable. Mais ne peut-on penser que par une telle auto-exclusion les citoyens manifestent leur condamnation d'un système qui les voue à la passivité et fait d'eux des citoyens à éclipses (électorales) ? Car, nul enfin n'est citoyen au quotidien, mais à la seule occasion des calendriers politiques. Et la citoyenneté s'arrête à la porte des usines. La "médiacratie" ne connaît que des consommateurs et des spectateurs, jamais des producteurs. Autrement dit, quelles que puissent être les nuances et même les contradictions souvent relevées, l'essence de la démocratie se voit occultée. Ai-je besoin d'ajouter qu'il ne s'agit nullement, sous quelque forme que ce soit, de blanchir les dictatures ou de procéder à des amalgames cyniques. La plupart des pays d'Amérique latine savent mieux que personne quel gain de liberté a représenté le passage des dictatures à des régimes démocratiques. Il n'empêche que lesdits régimes sont encore bien éloignés de pouvoir prétendre à quelque forme, sinon idéale, du moins normale, aussi longtemps qu'ils seront placés sous *l'imperium* étatsunien

Partant, nous sommes conduits à une dernière remarque. Nous satisférons-nous du règne de ces fins, à grand fracas annoncées, des idéologies, des utopies, et de l'histoire elle-même, qui affirme le triomphe définitif du capitalisme, dans la confusion marché-démocratie.? Nous résignerons-nous aux inégalités et aux exclusions accrues d'une société "à deux vitesses"? Ou bien tenterons-nous de repérer les possibilités d'une alternative libérant la critique des procédures aliénantes et autorisant l'approfondissement de la démocratie ? Si je reviens à mon propos de départ, la mondialisation de la demande démocratique, quels que soient le pays, la nation ou les

forces sociales qui la formulent, il est souhaitable qu'à partir d'un développement et d'une culture donnés on sache ce que l'on veut et peut faire, bien au-delà de l'illusion des soi-disant "modèles". Pour parler vite, je dirai qu'il faut libérer la société civile, au sens vrai de cette expression, partout incarcérée par l'Etat et soumise à ses fins. Le citoyen, ravalé au rôle de marionnette, est privé de parole, s'il n'est pas inscrit dans des structures lui accordant moyens politiques, financiers et médiatiques. La "classe politique", comme disait déjà G. Mosca, qui n'est autre que la "ruling class", au sens de C. Wright Mills, a confisqué ses pouvoirs, se substituant à lui et le manipulant. En face de et contre la "théorie des élites", qui prétend que tout pouvoir, y compris démocratique, est nécessairement oligarchique, mais qui n'exprime que la peur des dominants devant les luttes sociales, il ne faut pas craindre de réhabiliter les notions, à dessein décriées, de *peuple*, de *masse* et de *majorité*<sup>93</sup>. Il n'est pas vrai que le peuple ou la masse soient assimilables à des éléments inertes, ignorants ou complices. Le peuple est souverain, source de la loi, comme l'avaient bien vu les révolutionnaires de 89. Les masses font l'histoire, comme le disait Marx. Ils ne sont ni comptables, ni coupables des méfaits et des crimes de ceux qui les gouvernent, par usurpation de leur pouvoir. Et il ne saurait exister de démocratie sans majorité active et disposant librement des moyens de son activité. Toute l'attention doit, en conséquence, être accordée aux formes de résistance qui surgissent de la société civile, car cette dernière produit elle-même ses anti-corps. Bornons-nous à évoquer ces mouvements qui, à leur façon et non sans contradictions, esquissent, par leurs pratiques, une exigence démocratique *autre* et une autre vision politique : les mouvements associatifs, les mouvements de défense de la nature et de l'environnement, les mouvements de jeunes, les mouvements antiracistes, pour la paix, ou d'opposition au nucléaire, en réservant sans doute une place à part au plus radical d'entre eux, celui des femmes, dont la détermination contestataire s'est, en maintes circonstances souvent révélée bien supérieure à celle des hommes. Tous vont dans le sens de ce qui fait le coeur de la démocratie, et de la citoyenneté, c'est à dire l'égalité. Non pas celle des casernes ou du nivellement, mais celle du respect des différences et de l'exercice de la responsabilité. Gardons-nous d'oublier que le positif des démocraties, sur le plan historique, c'est ce qui a été gagné par les mouvements sociaux et qui le sera dans l'avenir par les formes nouvelles que prend la lutte des classes, -déniée sans doute, mais néanmoins présente. Les grands mouvements sociaux de décembre 95 en France, qui, en dépit des élucubrations politologiques, ne sauraient être compris autrement que comme la première manifestation de masse contre les politiques néolibérales, viennent brutalement de l'attester. Tant il est vrai qu'on ne peut sous-estimer la lourde tendance libérale, prévalant dans les démocraties les plus anciennes et les plus développées, à la remise en question des acquis sociaux apparemment les mieux établis, tels que le droit au travail, la sécurité sociale, le régime des retraites, ou l'accès à l'éducation, parmi bien d'autres, sous l'effet d'un chômage, désormais structurel, et de la dégradation des conditions de l'emploi, avec le temps partiel, qui frappe particulièrement les femmes et les jeunes. Enfin, dans la crise générale, qui aggrave les pathologies de la démocratie, il est nécessaire de prendre en considération un dernier (mais la liste n'est pas exhaustive) paramètre inédit. La globalisation des activités économiques et surtout financières, placées sous le contrôle de quelques centaines de "gérants", de puissance internationale, ne

---

93 Cf. *supra*, Section II, 2.

provoque pas seulement l'affaiblissement des moyens étatiques, elle tend à subordonner à l'économie le politique et le social, les Etats n'assurant plus, volens nolens, que les ajustements, qui leur sont dictés de l'extérieur. La "main invisible" est devenue poigne de fer. Les *diktats* du F.M.I., de la Banque mondiale ou de l'O.M.C. disposent, de la façon la plus autoritaire qui soit, du destin de peuples entiers, fussent-ils «développés» ou «en voie de développement», et condamnent nombre de nations, en particulier sur le continent africain à une misère et à une mort délibérément programmées. La "classe politique", sous-traitante des énormes flux spéculatifs qui lui échappent largement, couvre son impuissance, à destination de l'opinion, du discours anesthésiant qui invoque les "fatalités" du marché et de la compétition mondiale. Le productivisme effréné, loin de rendre possible, pour la première fois dans l'histoire, le bien-être de l'humanité, accroît sans cesse les inégalités, entre individus, groupes et nations. Les incantations, désormais rituelles, des gouvernements et des économistes à leurs gages sur les bienfaits toujours «à venir» de la "reprise" et de la "croissance" ne peuvent en rien modifier le constat que l'accroissement des richesses provoque l'accroissement de la pauvreté. Que le Sud est dans le Nord et le Nord dans le Sud. A elle seule cette monstrueuse contradiction suffirait à imposer la voie d'une véritable révolution des mentalités, donc d'une nouvelle rationalité politique susceptible d'assurer à la démocratie une extension sans précédent.

(\*) Paru dans **Tempo**, Rio de Janeiro, juillet 1996

## 2. Rendre son acuité au concept de révolution (\*)

*"Ils sont bien trop nombreux  
ceux qui attendent leur tour"*

(Ernst Bloch)

Je reprends ce que j'écrivais, il y a déjà dix ans, pour le numéro inaugural de la revue **Utopie critique** : "La question de la révolution demeure posée. Elle est celle de son actualité. Que l'on jette un voile pudique dessus ou qu'on en parle plus, sa présence s'entête, vieille et jeune à la fois, comme l'oppression. Et ce n'est pas une utopie, sauf à préciser, au sens qu'Ernst Bloch a donné au mot, que ce rêve-là est une tendance du réel, qu'il est inscrit dans le quotidien des rapports capitalistes de production, à la fois sous la forme de la nécessité de leur dépassement et contre les régressions dont ils sont porteurs. L'idée de révolution n'est pas plus inactuelle qu'elle ne l'était au temps de Marx. Au contraire. Il convient même de tirer parti des illusions qui étaient les siennes. Marx n'était guère éloigné de penser que le capitalisme pouvait sombrer du jour au lendemain. Lui et Engels se sont trompés en 1848 et ils en ont convenu. A leur différence, nous avons, nous, une longue expérience des révolutions et nous savons ce qu'ils ignoraient : qu'elles peuvent être rouges, roses, blanches ou noires. Cette expérience nous épargne, dans sa richesse de tendances et contre-tendances, autrement dit de contradictions et surdéterminations, d'avoir recours à quelque *vade-mecum* que ce soit. Et c'est tant mieux".<sup>94</sup>

Ce jugement était quelque peu anticipé et, sans doute, pour l'époque, passablement optimiste. Il s'agissait de résister. Aujourd'hui, il me paraît strictement adéquat à la situation. Telle est la thèse que je voudrais exposer.

I †■ ○□■ ∞∞ ∞∞ ❖✕□● ∞■ ∞∞ ☞

Le siècle qui vient de s'achever peut être caractérisé par un paradoxe inouï. Il présente, d'un côté, le visage du *progrès*, dans une accumulation de découvertes, d'inventions et de ...révolutions scientifico-techniques, dans tous les domaines de la recherche, sans précédent. D'un autre côté, il a été celui de la barbarie la plus accomplie, de la mort de masse, provoquée par les guerres et les exterminations ethniques et politiques, à toutes les formes de souffrances également massifiées, qu'il s'agisse de la généralisation de la torture, des déportations de populations ou des famines dûment organisées. Une comptabilité sinistre devrait additionner les dizaines de millions de morts des deux guerres dites "mondiales" et ceux qu'ont entraîné les conflits postérieurs "localisés", dont certains particulièrement sanglants (Vietnam, Algérie, Kampuchéa, Corée, Iran/Irak, Rwanda, Congo...), aux exterminations tranquilles et plus nombreuses encore qui font escorte au déroulement quotidien du procès d'exploitation. Les déportations et les guerres coloniales du siècle précédent ne parviennent pas à rivaliser avec ce bilan.

---

94 "Marxisme, révolution et "paysage du souhait", **Utopie critique**, n° 1, Paris, Ed. Syllepse, automne 1993.

Nul besoin de recourir aux subtilités dialectiques pour comprendre à quel point sont intriqués et dépendants l'un de l'autre les deux aspects du progrès et de la barbarie. Qui oserait prétendre que l'industrialisation du meurtre n'a pas profité davantage des bonds scientifiques que les thérapeutiques médicales ou la protection de l'environnement ? On conquiert l'espace et on détruit les sols les plus fertiles. Le même pays qui investit des milliards dans un porte-avion nucléaire laisse s'envoler ses taux de chômage et de pauvreté<sup>95</sup>. On ne tarit pas sur les Droits de l'Homme pendant que des millions d'enfants sont condamnés au travail forcé ou à la guerre, parfois à la prostitution et toujours à une existence écourtée. On ouvre des restaurants pour chiens et des canaux de télévision pour chats, cependant que des populations entières sont dépourvues des moindres conditions d'hygiène. Tout cela est connu et a été cent fois décrit, sans doute, mais la vérité tapie derrière le paradoxe l'est moins : savoir que l'humanité est enfin parvenue à un stade de développement l'autorisant à 'en finir avec la *rareté*, qui fut son lot des millénaires durant. L'accumulation de richesses de toutes sortes, de la production de légumes frais à la santé, à l'éducation et au confort de l'habitat, peut assurer la satisfaction des besoins les plus élémentaires et créer les conditions, pour tout humain, d'une destinée débarrassée des famines, des pandémies et des oppressions. *En principe*.

Le couple progrès-rareté ne doit pas véhiculer d'illusions. Les deux termes sont datés. L'acte de naissance du premier est inscrit au registre des rapports capitalistes de production, dès leur apparition. Le progrès depuis lors ne cesse de tituber entre le fait de sa matérialité qui voit se développer des protocoles techniques s'engendrant les uns les autres, se démultipliant et s'enrichissant, selon un vecteur de plus en plus rapide, et la valeur qu'incite à lui accorder cette matérialité même pour rendre le monde mieux habitable. "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme" fait-on répéter aux écoliers. Comme s'il s'agissait d'huiler nos machines avec une burette de morale. Les belles âmes s'entêtent en voulant faire passer leurs prétendus "dégâts" du progrès pour des accidents, quand ils collent à sa nature. On se souvient qu'une majorité des socialistes de la Seconde Internationale considéraient que dans le colonialisme les effets positifs, du genre écoles ou hôpitaux, l'emportaient sur les effets négatifs, du genre spoliation des terres et des biens ou domination impitoyable<sup>96</sup>. La victoire de 45 et les sacrifices des tirailleurs algériens "pour la liberté" se sont traduits par le massacre de Sétif. On sait aussi qu'à deux pas du chaudron où fermentait le nazisme, les élites pensantes réunies en Congrès Descartes célébraient la Raison et Léon Brunschvicg, l'auteur du **Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale**, devait achever sa vie en proscrit.

La rareté, quant à elle, n'a plus rien à voir avec celle qui accablait nos lointains ancêtres affrontant les fléaux naturels et luttant pour leur survie. Elle n'est même plus celle des campagnes médiévales frappées par les disettes et ravagées par les osts. Les formes nouvelles qu'elle a prises, massives, rémanentes et continuellement aggravées, sont les produits directs du progrès. Ses produits et ses

95 Dernier exemple en date (France) : la Fondation abbé Pierre (FAP), dans son 8<sup>ème</sup> rapport de mars 2003, estime à 1,64 millions les demandes de HLM en souffrance et relève que les bidonvilles réapparaissent.

96 Voir le récent **Livre noir du colonialisme. XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles : de l'extermination à la repentance**, sous la direction de Marc Ferro, Paris, Robert Laffont, 2003. On lit bien "extermination" et "XXI<sup>ème</sup> siècle" : l'affaire n'est pas terminée.

conditions: l'inversion de sa tendance ou la liquidation de ses nuisances signifieraient son autodestruction. Le gaspillage effréné de l'eau au Nord entraîne son corollaire de pénurie au Sud. A Paris même, l'eau du XVIème arrondissement est plus pure que celle du XXème. On peut sinon guérir du sida, du moins retarder son évolution. Mais les monopoles pharmaceutiques se refusent à casser leurs prix en faveur des Africains et font obstacle à la construction de laboratoires<sup>97</sup>. Coût du progrès de la recherche médicale : des morts aussi nombreux que ceux de la seconde guerre mondiale. La paire progrès-rareté a un nom, le productivisme, qui n'a pas seulement tué la mer d'Aral, qui se tient planqué à la porte de Pantin, dans le CO2 de nos bagnoles. Aussi bien, la possibilité *de principe* d'en finir avec la rareté ne saurait s'emprisonner dans un tel cadre, sauf à s'en remettre à des dispositifs aberrants d'extension, -autant de voitures proportionnellement en Chine ou en Inde qu'à New York, ou de répartition, -armement nucléaire analogue pour chaque nation. On entend d'ici les cris des instruits : "On ne peut inverser le progrès!". Certes, pas celui-là, qui est promis à la casse. Mais on peut nourrir, soigner et éduquer tout le monde.

Le siècle qui commence paraît n'avoir rien à envier au précédent. Il se prépare, tout au contraire, à en exacerber les dommages. Ne retenons qu'un trait de sa modernité. L'insécurité, assure-t-on, règne partout...quand les conditions sont enfin réunies d'une civilisation pacifiée et pacifique. *En principe*. Le *discours de l'insécurité* constamment ressassé au sein des métropoles occidentales, remplit une double fonction. Il enregistre et majore le fait d'un incontestable accroissement de la violence : délinquance et "incivilités" dans les villes, à l'école, dans les transports publics, sur les routes, dont il dissimule l'origine sociale. Il fait, par exemple, de la violence à la télé "une question de société" décisive, qui absorbe régulièrement les énergies sociologiques, psychologiques, éthiques, politiques et policières, singulièrement dans le but de protéger les chères petites têtes blondes. Comme si l'image, d'information ou de fiction, n'était pas le strict reflet des violences réelles. Il autorise le pouvoir, sous le prétexte d'une montée de l'extrême-droite, à renforcer les organes répressifs (augmentation du nombre de policiers et de gendarmes, ouverture de nouveaux centres de détention), à restreindre les libertés (flicage électronique des citoyens, procédures de contrôle accrues), à verrouiller l'entrée du territoire (chasse aux migrants, expulsions brutales) et à criminaliser les exclus (sans-papiers, chômeurs, indigents). Ainsi l'accroissement du nombre des prisons, qui se voit attribuer un secrétariat d'Etat à cette seule fin (France), ni leur passage au privé, ne suffisent à enrayer leur surpeuplement endémique. L'incarcération, socialement sélective et ouvertement raciale (Etats-Unis) est substituée à la fonction de régulation qui reviendrait de droit à des politiques démocratiques<sup>98</sup>. En ce domaine comme ailleurs l'exemple vient des

---

97 On sait qu'un raid de l'aviation des E. U. a détruit, sous couvert de lutte contre le terrorisme, le plus grand laboratoire pharmaceutique du continent.

98 Cf. Loïc Wacquant, **Les prisons de la misère**, Paris, Raisons d'agir éd., 1999; "Une voie européenne vers l'Etat pénal", in Laurent Bonelli et Gilles Sainati éd., **La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires**, Paris, L'Esprit frappeur éd., 2001, p.145 et suiv. Pour la France, plus particulièrement, voir Laurent Mucchielli, **Violences et insécurité. Fantômes et réalité dans le débat français**, Paris, La Découverte, 2001; Philippe Robert, **L'insécurité en France**, Paris, La Découverte, 2002; Collectif, **La fabrique de la haine. Contre la logique sécuritaire et l'apartheid social**, Paris, L'Esprit frappeur, 2002.

Etats-Unis d'Amérique auxquels sont peu à peu empruntées les méthodes sécuritaires, autrement dit les moyens de contrôler les "classes dangereuses". L'ultime diagnostic du pays référence fait état du franchissement du seuil de 2.000.000 de détenus, soit le record du monde de 709 pour 100.000 personnes. Sur les 6,2 millions de citoyens placés sous contrôle pénal, près de la moitié sont Noirs, lesquels ne représentent que 13% de la population<sup>99</sup>. On proclame le temps venu de la "tolérance zéro" et une ministre socialiste de la justice "surenchérit sur la nécessité impérieuse de dissocier causes sociales et responsabilité individuelle conformément au schème-socle de la vision néo-libérale"<sup>100</sup>. Le "*School bullying*", lui aussi directement importé des E.U., qui désigne harcèlement et brutalités entre élèves, procède à un clivage semblable. Il s'agit "d'un concept psychologisant qui tend à individualiser le problème et à n'en rendre responsable que l'agresseur ou la victime, parfois la famille"<sup>101</sup>. Le "virage sécuritaire", constate une sociologue, ne fait qu'inventer de "nouvelles formes d'encadrement social", "en montrant à la fois son inefficacité en termes de diminution de la délinquance, et sa très forte efficacité en termes de criminalisation de la pauvreté"<sup>102</sup>.

Les dérivés de "sécurité" envahissent le vocabulaire. Il n'est question que de "sécuriser", de "sécurisation" et de dispositifs "sécuritaires", concernant les personnes, les biens et des villes ou des territoires entiers comme on le voit en Irak, où toutefois les militaires "sécuriseurs" ne semblent pas arriver à se sécuriser eux-mêmes. On ne notera pas sans quelque humour que "sécuriser" est un vocable tout jeune, ignoré de Littré et, selon le Robert, apparu en 1968. En latin *securis* signifie *hache*, comme dans les "faisceaux" (*fasci*), et coup de *hache*. Le "sécuriseur" peut être dit "sécuriforme", "en forme de hache", en hommage à sa fonction.

Une nouvelle violence s'est fait jour qui a son lieu d'élection au sein des rapports de travail. Il ne s'agit pas seulement de la catégorie de fraîche date des "travailleurs pauvres", mais d'un phénomène d'une ampleur considérable, baptisé "harcèlement moral". Défini par le terme anglais de *mobbing* (*to mob, mobbed : houspiller, malmener*), il a fait l'objet, il y a une dizaine d'années, d'une première enquête due à Heinz Leymann, **Mobbing. La persécution au travail**<sup>103</sup>, bientôt suivie de nombreuses autres rédigées par des spécialistes de sciences humaines aussi bien que par des médecins et des inspecteurs du travail. Voici quelques titres parfaitement éloquentes : **Le Harcèlement moral. La violence perverse au quotidien**<sup>104</sup>, **Harcèlement au travail**<sup>105</sup>, **Souffrance en France**<sup>106</sup>, **Terreur au travail**<sup>107</sup>, **Violences au**

---

99 Cf. Nils Christie, *L'industrie de la punition*, Paris, Editions Autrement, 2003.

100 Loïc Wacquant, "Une voie européenne vers l'Etat pénal? Sur l'importation de l'idéologie et des politiques sécuritaires américaines", in Collectif, **La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires**, Paris, L'Esprit frappeur, 2001, p.154.

101 Cf. Catherine Blaya et Eric Debarbieux, "La fabrication sociale de la "violence en milieu scolaire"", in Patrick Baudry, Catherine Blaya, Marie Choquet, Eric Debarbieux, Xavier Pommereau, **Souffrances et violences à l'adolescence**, Paris, Ed.ESF, 2000, p. 57. Il s'agit d'un Rapport pour Claude Bartolone, ministre délégué à la Ville, "pour renverser la :logique habituelle qui met plus souvent en lumière la violence des jeunes que leurs souffrances".

102 Sylvie Tissot, **La lettre du Cercle Antonio Gramsci**, mars/avril 2003; voir Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, **Stop quelle violence**, Paris, L'Esprit frappeur, 2001.

103 Paris, Le Seuil, 1996

104 Marie-France Hirigoyen, Paris, Syros éd., 1998.

105 Paul Ariès, Paris, Editions Golias, octobre 2002.

106 Christophe Dejours, Paris, Le Seuil éd., 2000.

107 Marie Muller, Paris, Fayard éd., 2002

**travail : agressions, harcèlements, plans sociaux**<sup>108</sup>, **Souffrances et violences à l'adolescence**<sup>109</sup>. Afin d'imposer la conformité aux critères d'employabilité, de flexibilité, de mobilité et de précarité, le "nouveau management" opère la "destruction systématique des identités", individuelles aussi bien que collectives, liquidant ainsi l'ancien salariat et ses normes (stabilité des postes, garanties de promotion, hiérarchies, syndicalisation), au profit d'une complète soumission aux intérêts de l'entreprise. Danièle Linhart relève : "C'est un renversement dans l'histoire de la classe ouvrière. Alors qu'elle s'est toujours définie comme exploitée, elle se présente désormais à la société comme victime"<sup>110</sup>. Tout salarié est menacé de subir le sort de ces "salariés kleenex", jetés à la rue, à la suite de "plans sociaux", qualifiés de "dégraissages", autrement dit de licenciements, dont le nombre et la brutalité caractérisent "la violence organisationnelle". "Le harcèlement ou le *mobbing*, précise, de son côté, Dominique Lhuillier, ne relèvent pas d'une histoire de conflit au travail, mais d'un projet de destruction"<sup>111</sup> Selon deux rapports du Bureau International du Travail, la France est "en tête des pays avancés pour la violence au travail" et l'INSEE "estime que sept millions de travailleurs sont concernés par ce fléau"<sup>112</sup>. "Les comportements d'autodestruction se multiplient comme conséquence d'une telle "déshumanisation du monde du travail"<sup>113</sup>. Les observateurs, de surcroît, n'excluent pas l'apparition en France, comme aux États-Unis encore, d'actes d'agression de folie meurtrière de salariés licenciés retournant sur leur lieu de travail pour se venger"<sup>114</sup>. Ajoutons, autre nouveauté, que le travail a cessé d'offrir un salut face au chômage, en revêtant ces formes abaissées qu'incarnent les "travailleurs pauvres", déjà évoqués, les "petits boulots", les emplois multiples, le travail au noir, ou, plus largement les Contrats à durée limitée (C.D.I.). Une consultation spécialisée sur *la souffrance au travail* a dû être ouverte à l'hôpital de La Timone à Marseille<sup>115</sup>. Des psychiatres de Barcelone ont, pour leur part, diagnostiqué, sous le nom de "Syndrome d'Ulysse", les graves troubles psychiques qui affectent, de façon spécifique, les travailleurs migrants<sup>116</sup>.

Cette dernière catégorie de travailleurs n'est pas seulement en butte aux brimades racistes de toutes sortes qui peuvent aller comme à El Ejido, en Andalousie, en février 2000, jusqu'à des ratonnades organisées<sup>117</sup>, elle subit, en outre, une violence au travail particulière. Or, en l'absence des prétendus "illégaux", surexploités à ce titre, nos consommateurs urbains verraient s'envoler les prix des fruits, légumes et vêtements. La Suisse, ce paradis, compte de 150.000 à 300.000 sans-papiers. La valeur du

---

108 Christian Larose et Michel Debout, Paris, Ed. de l'Atelier, 2003.

109 Patrick Baudry et al., cité supra.

110 Cf. **Le Monde** du 11 févr. 2003 et D. Linhart avec B. Rist et E. Durand, **Perte d'emploi, perte de soi**, Paris, Eres éd., 2002

111 **Placardisés. Des exclus de l'entreprise**, Paris, Le Seuil, 2002, p. 221.

112 Paul Ariès, ouvrage cité, p. 21. Il s'agit notamment du rapport "La violence au travail", Genève, 1999. Voir également, pour les chiffres, Marie Muller, ouvrage cité, p.150 et suiv. Christian Larose, auteur de **Cellatex : quand l'acide a coulé** (Paris, Ed. Syllepse, 2001) prévient, de son côté : "Les méthodes brutales vont se multiplier. Et, un jour, ça finira mal. Des salariés vont vraiment péter les plombs et ça va se terminer au fusil de chasse".

113 Marie Muller, ouvrage cité, p.142.

114 Id., p.164.

115 Cf. Josette et Pierre Chiaroni, **Données épidémiologiques des situations de mobbing au travail, d'après une enquête effectuée auprès des médecins du travail en région PACA**, Paris, Masson éd., 2001 (cité par Marie Muller, ouvr. cit., p.143).

116 Cf. **El País**, février 2003.

117 Des milliers de travailleurs marocains en ont été victimes; cf. **El Ejido, terre de non-droit**, Paris, Golias éd., 2000.

travail au noir y est estimée à 35 milliards de FS par an, soit 9% du PIB. L'élargissement de la C.E. aux pays de l'Est ne manquera pas d'augmenter encore le phénomène, qui, selon les chiffres des Nations Unies, concerne, à l'échelle de la planète, 150 millions de personnes. Ces migrants, condamnés à travailler hors de chez eux, posent un grave problème de sécurité aux autorités européennes et mondiales. Témoin de leur sollicitude, la création de l'Organisation Internationale des Migrants (O.M.I.) est chargée de "réguler les mouvements de personnes". Fondée au temps de la guerre froide, par les alliés occidentaux comme organisme intergouvernemental, elle comprend actuellement 93 Etats membres. Elle s'est ajustée à la mondialisation, en se complexifiant et en étendant son action au contrôle des migrations frontalières, et à l'élaboration de programme pour la recherche de main d'œuvre. Elle rend à l'Australie le service de bloquer les bateaux de réfugiés qui la menacent en les parquant dans des camps de rétention de l'île de Nauru. Cette adepte de la libre circulation va jusqu'à donner un coup de main à l'expulsion des Roms d'Europe de l'Ouest<sup>118</sup>. L'O.M.I. est bonne élève. Elle suit l'exemple venu d'en haut. Au lendemain du 11 septembre, les E.U. ont encore renforcé la surveillance à leur frontière avec le Mexique, où de 1998 à 2001, 1.573 personnes étaient mortes, et gelé le nouvel accord migratoire avec ce pays. M. G. W. Bush a déclaré que la priorité était désormais accordée à "une frontière intelligente, utilisant les technologies les plus sophistiquées pour éliminer les terroristes, les coyotes, les trafiquants"<sup>119</sup>.

On sait, par ailleurs, ce qu'il en est du "harcèlement sexuel"<sup>120</sup> et de la considérable augmentation du suicide des jeunes désormais rattaché à "la difficulté à vivre"<sup>121</sup>. Le commerce, quant à lui, y trouve largement son compte. Une publication spécialisée vient de sortir un dossier consacré au "big bang du marché de la sécurité" qui révèle que "*le business de la peur*", le "*pain market*" représente 6 milliards de dollars et 158.000 emplois, et que particuliers, entreprises, communes et des Etats eux-mêmes comptent parmi ses clients<sup>122</sup>. Déjà les prisons à elles seules représentent un sacré "bassin d'emploi" : "les administrations pénitentiaires, promues troisième employeur du pays [les E.U.], avec plus de 600.000 fonctionnaires, juste derrière la première firme au monde par le chiffre d'affaires, General Motors et le géant de la distribution Wal-Mart (...) à titre indicatif, les prisons d'Etat de Californie emploient deux fois plus de salariés que Microsoft"<sup>123</sup>. On ne s'étonnera pas que soient nombreux les chroniqueurs à employer l'expression, tombée, de leur fait, dans le domaine public, de "culture de la violence".

Gardons-nous, enfin, d'oublier le tout-venant du M.P.C., sa routine : 5000 décès chaque jour dans le monde imputables aux conditions de travail, soit deux millions par an<sup>124</sup>?

118 Cf. Frank Düvell, **Die Globalisierung des Migrationsregimes**, Berlin, Association A, 2002; cité par **Archipel**, Forum civique européen, n°107, juil. 2003.

119 Cité par J.-M. Caroit, envoyé spécial à Tijuana, in **Le Monde** du 18-19 août 2002.

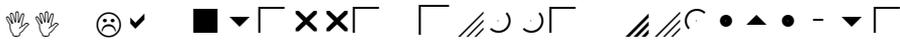
120 Cf. Sabine Fortino, **La mixité au travail**, Paris, La Dispute éd., 2002.

121 Avec 800 décès par an, le suicide représente, en France, la seconde cause de mortalité chez les jeunes de 15 à 24 ans, après les accidents de la circulation. Cf. Xavier Pommereau, **L'adolescent suicidaire**, Paris, Dunod éd., 2001 (2ème éd.); cf. aussi du même avec P. Baudry, C; Blaya, M. Choquet et E. Debarbieux, **Souffrances et violences à l'adolescence**, Paris, ESF éd., 2000.

122 **Le nouvel économiste**, n°1217, du 14 au 27 mars 2003; voir également **La machine à punir**, éd. cit.

123 L. Wacquant, cité supra, in **La machine à punir**, p.149.

124 Constat dressé par le 16ème congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail, réuni à Vienne du 26 au 31 mai 2002. Sur les conditions de travail et pour en rester à ce qui se passe, sous nos yeux, en "douce France", Cf. Jean-Pierre Levaray, **Putain d'usine**, Paris, L'insomniaque éd., 2002.



Les attentats contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, en septembre 2001, sont venus à point pour légitimer, avec le *discours du terrorisme*, la politique hégémonique des Etats-Unis, élaborée de fait bien antérieurement<sup>125</sup>, et déjà illustrée par la première guerre du Golfe. Il s'agit de s'opposer à toute tentative, de quelque pays qu'elle vienne, d'un développement autonome ou d'indépendance politique et économique, susceptibles singulièrement de soustraire des ressources énergétiques au contrôle de la superpuissance. Noam Chomsky, évoquant l'exemple de la Grenade et l'agression délibérée contre le régime de Maurice Bishop, en 1983, note : "si un petit pays de rien du tout sans ressources naturelles, arrive à s'extraire par ses propres moyens du carcan de misère et d'oppression que nous avons contribué à lui imposer, d'autres pays aux ressources naturelles plus vitales pourraient vouloir s'y essayer à leur tour"<sup>126</sup>. On a pu ainsi suivre les lignes géostratégiques qui se confondent avec le tracé des oléoducs et des gazoducs<sup>127</sup>, existant ou en projet, des ex-républiques soviétiques du Sud de l'actuelle Russie, ou de la Tchétchénie, à l'Afghanistan, au Pakistan et au cours du Danube, mais également en Afrique (Angola) et en Amérique latine (Venezuela, Colombie). On s'emploie moins à ménager ses propres réserves (Alaska) qu'à empêcher de grands concurrents de s'en procurer dans l'avenir (Chine). Le discours du terrorisme, qui n'est autre, en fait, que l'invention d'un ennemi en miroir, le boomerang Ben Laden formant le réciproque d'Enron<sup>128</sup>, ambitionne d'installer durablement ce que ses initiateurs appellent eux-mêmes "la guerre globale". Ce "global" doit s'entendre au double sens, géographique,- de globe, et sémantique,- d'englobant. "Justice sans limites" et "liberté immuable", les expressions qui l'accompagnent accusent cette ambition, l'illimité et l'immuable propulsant le G.I.s de base vers des hauteurs métaphysiciennes. Les sermons enjoignant à "l'Amérique" la mission d'apporter et de défendre dans le monde la démocratie et la liberté, prêteraient à rire, s'ils n'étaient appuyés par les missiles "Patriot", dont le nom seul envoie la couleur. Ils sont de la même farine que la phraséologie religieuse de la "croisade du Bien" contre "l'axe du Mal", sortie tout droit des débilités télévangélistes. "Comment, écrit un auteur pourtant bien intentionné, les Américains peuvent-ils, au-delà de leur sentiment d'horreur et de leur patriotisme, ne *pas* soupçonner qu'il y a un lien entre leur politique étrangère et les attaques du 11 septembre? Ce lien *doit* exister"<sup>129</sup>

L'actualité rend visible la vérité cachée : la guerre, de fait, exprime la modalité d'existence des Etats-Unis, qui les caractérise apparemment depuis leur création, avec les éclatants épisodes de la

125 Cf. Zbigniew Brzezinski, **Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde**, Paris, Bayard éd., 1997.

126 **De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis**, Paris, Agone éd., 2002, p. 37. A propos du Vietnam, Chomsky ajoute qu'on ne peut pas dire, que les E.U. ont perdu la guerre, quel qu'en ait été le coût (de 1965 à 1975, 4 millions de morts entre Vietnam, Cambodge et Laos): "Le Vietnam ne risque plus de passer pour un modèle de développement social et économique social, aux yeux de qui que ce soit" (p.40).

127 Cf., dans l'énorme littérature sur la question, Richard Labévière, **Les dollars de la terreur, Les Etats-Unis et les islamistes**, Paris, Grasset, 1999; Michel Collon, **Monopoly, L'OTAN à la conquête du monde**, Bruxelles, EPO éd., 2000; du même avec Vanessa Stojilkovic, entretien au journal **Le Soir** de Bruxelles, le 22.03.03; Guy Spitaels, **L'improbable équilibre**, L. Pire éd., Bruxelles, 2003

128 Le jugement selon lequel Enron et Ben Laden appartiennent au même univers se retrouve encore chez René Passet et Jean Liberman, **Mondialisation financière et terrorisme**, Paris, Enjeux Planète, 2003. Voir aussi Collectif, **L'Empire en guerre, le monde après le 11 septembre**, Paris, Le Temps des cerises, 2001.

129 Peter Scowen, **Le livre noir des Etats-Unis**, Mango document éd., 2002; un autre réquisitoire...

"conquête de l'Ouest" et des "gangs de New York", en tout cas, depuis le second conflit mondial. Des listes édifiantes des interventions militaires étatsuniennes ont été établies, en général sans intention polémique, depuis deux ou trois ans. Celle de Zoltan Grossman couvre la période de 1890 (300 Indiens massacrés à Wounded Knee) à 2001 (Afghanistan), soit 134 interventions<sup>130</sup>. La chronologie "(forcément non exhaustive)" de Noam Chomsky va de 1846 (Mexique) à 2001 également. Elle explicite 46 interventions majeures<sup>131</sup>. La superpuissance en est venue, sous nos yeux, à ne même plus s'embarrasser de références morales et renonce à se couvrir du respect des Droits,- de l'Homme, international, ou Etat de -. Faute de parvenir à se faire sanctifier, par les manipulations ordinaires, comme au temps de l'Afghanistan, la volonté arrêtée de frapper l'Irak s'est tout bonnement affranchie des institutions censées la garantir,- Assemblée générale de l'ONU, Conseil de sécurité, Union européenne, etc. L'invraisemblable concept de "guerre préventive", qui n'a en commun avec la prévention médicale que son expression cousine de "frappes chirurgicales", autorise les décisions les plus arbitraires. Ici, l'ultimatum exige le remplacement d'un chef d'Etat (Palestine) ou un changement de gouvernement (Irak), là, les tapis de bombes sont censés apporter la démocratie<sup>132</sup> (Afghanistan, Irak...), ailleurs, les blocus les plus contraignants déclarent s'exercer en faveur des peuples (Cuba). Aux mailles du soupçon, nul ne saurait échapper, ni les alliés vilipendés au moindre désaccord, ni les féaux châtiés au plus léger écart. Persuasion et débat ne sont plus de mise, quand gouvernements, parlements et opinions peuvent s'acheter. La guerre elle-même perd sa dignité de façade, lorsque des prisonniers sont traités en criminels (Afghanistan/Guantanamo) et que des responsables politiques voient leurs têtes mises à prix, comme au Far West de jadis (\$25 millions pour Saddam Hussein, \$30 pour ses deux fils). Il n'empêche. Le chevalier blanc peut bien se payer le culot de se draper dans sa pureté, elle n'est plus qu'arrogance, qui le laisse seul face au refus du monde entier, dans sa violence enfin mise à nu.

La formidable leçon d'un tel vis à vis est loin d'être épuisée. Mais il convient d'abord de prendre la mesure de la menace. La *guerre comme politique*, ou la politique comme "continuation de la guerre par d'autres moyens", possède sa propre logique. La priorité est accordée aux budgets militaires. Celui des Etats-Unis a été majoré de 48 milliards de dollars au lendemain du 11 septembre. Il avoisine les 400 milliards et le Pentagone devrait disposer de 160 autres milliards d'ici une décennie. Il dépasse le budget militaire de l'ensemble des principaux pays, représente le triple de celui de l'U. E. (115 milliards) et équivaut à 27% du PIB français. L'affectation de ces sommes bouleverse les autres postes et réoriente les choix économiques et sociaux. Les *scenari* d'usages alternatifs seraient trop faciles à imaginer : combien

---

130 La liste est reproduite dans le livre de Ziauddin Sardar et Meryll Wyn Davies, **Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique ? (Why do People hate America ?)**, Paris, Fayard, 2002, p.129-144.

131 **De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis**, Paris, Agone éd., 2002, p. 205-210. Pour la France, cf. le dossier publié par **La Croix** (29-30 mars 2003) intitulé "L'Amérique, de guerre en guerre", qui remonte au Mexique (1848) et va jusqu'à l'Irak (2003); voir également I. Ramonet, "De la guerre perpétuelle", in **Le Monde diplomatique** de mars 2003.

132 Cette annonce faite à l'Irak peut être mesurée à l'aune des résultats qu'elle a produit au Kosovo : les mafias, auxquelles n'est pas étranger le mouvement de "libération" de l'U. C. K., y organisent à grande échelle trafic de drogue et prostitution. On sait que la démocratie règne désormais dans les Balkans (cf. le livre récemment traduit en français de Jürgen Elsässer, **La RFA dans la guerre au Kosovo**, Paris, L'Harmattan, 2002). L'expérience Karzaï, en Afghanistan, ne manque pas non plus d'intérêt.

d'écoles pour une division blindée, de kilos de riz pour une mine antipersonnel, de doses de trithérapie pour un F 15?...Elle impose, en particulier, une militarisation de l'économie, aussi bien sur le plan national que sur le plan international et géostratégique. Je signale au passage que les thèses de Rosa Luxemburg sur la fonction économique du militarisme en tant que champ d'accumulation privilégié<sup>133</sup> sont peut-être à relire...Le choix de la superpuissance entraîne des dispositions analogues dans les pays développés, c'est à dire chez les impérialismes subalternes. Il soumet les non-développés, "en voie de développement", ou "émergents", c'est à dire les néo-colonisés, à des coercitions financières sur leur gestion encore plus draconiennes, par le biais des organismes supranationaux à son service (FMI, OMC, Banque mondiale, accords régionaux divers). L'affranchissement du commerce des armes par rapport à tout contrôle s'en trouve entériné. On sait que le traité dit de "non prolifération", que les Etats-Unis ont refusé de signer, n'a jamais été respecté. Les grandes puissances ne se sont pas gênées pour vendre à tour de bras des armes de "destruction massive", - nucléaires, chimiques et biologiques, jusqu'à des groupes non-étatiques, qui peuvent en disposer comme bon leur semble, y compris pour des actions "terroristes". La **Nuclear Posture Review** signalait récemment que la doctrine concernant l'usage des armes nucléaires avait été revue au Pentagone, afin de favoriser l'utilisation éventuelle sur des bunkers, dit-on, de mini-bombes atomiques. Ce qui faisait dire à un observateur : "Nous sommes dans la pire des situations, celle d'un monde incontrôlable"<sup>134</sup>. A l'occasion de l'imminence de l'attaque contre l'Irak, le Vatican en personne n'évoquait-il pas le danger d'une "troisième guerre mondiale"<sup>135</sup>? Avec la "victoire", les choses rentrent dans l'ordre. En dépit de rodomontades et d'effets de manche, chaque pays, sous l'effet de divers moyens de persuasion<sup>136</sup>, signe un accord de non-extradition avec les Etats-Unis, qui exempte, comme on le sait, tout citoyen étatsunien de poursuites devant la Cour pénale internationale (C.P.I.), et l'ONU vote la résolution étatsunienne ratifiant cette exemption. Les vedettes du "camp de la paix" approuvent au Conseil de sécurité la résolution qui confie aux E.U. la gestion de l'Irak et l'exploitation de son pétrole. Le groupe Halliburton, présidé il y a peu par l'actuel vice-président des E.U., emporte un marché de 600 millions de dollars, tandis qu'une foule de sous-traitants se dispute les restes. Face à quoi, le trio Paris-Berlin-Moscou affirme se "tourner vers l'avenir", en se déclarant "vigilant". La France, fer de lance du "front du refus", ne craint pas d'assurer que, ce faisant, -traduisons : en se prosternant, elle "reste fidèle à ses principes". Elle en rajoute même une bonne louche en se proposant de durcir les sanctions votées par l'Europe contre Cuba, afin de complaire à l'Oncle Sam. Nul ne sera surpris de voir, sous une forme ou sous une autre, l'Allemagne et la France donner prochainement le coup de main attendu en Irak. Se défendant d'avoir subi quelque pression que ce soit, le nouveau gouvernement belge de Verhofstadt s'empresse, à peine constitué, d'abroger la loi de compétence universelle, qui permettait d'inculper

---

133 Cf. "Le militarisme, champ d'action du capital", ch. 32 de **L'accumulation du capital**, Paris, F. Maspéro éd., 1967, t.II, p. 123 et suiv..

134 François Godement, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), dans **Le Monde** du 18.03.03

135 Déclaration du cardinal Etchegaray, porte-parole du Pape, le 20.03.03.

136 Ils étaient 37 au début juin 2003. Les 2 premiers avaient été, en août 2002, la Roumanie mendiant un coup de main pour entrer dans la C.E., et, comme d'habitude, Israël.

Sharon et, plus récemment le général Franks de crimes de guerre. La résipiscence est, bien entendu, étrangère à M. Bush. Les preuves désormais de toutes parts assénées des mensonges destinés à justifier l'agression contre l'Irak n'atteignent pas les "alliés". L'Anglais fait applaudir ses boniments par le Congrès des E.U., la veille (17.07) du "suicide" du physicien qui avait démasqué les impostures de son gouvernement. L'autre, dont l'armée libératrice s'empêtre face à la résistance au Moyen-Orient, invite l'Afrique, moyennant une enveloppe, à s'engager contre le terrorisme et n'écarte pas une intervention au Libéria, pour délivrer le pays d'un saigneur, qui ne convient guère à ses multinationales. L'OTAN renforce sa puissance maritime et se donne, avec la piraterie et l'immigration, deux adversaires de plus. M. Wolfowitz vante l'action des "forces spéciales", pour leur aptitude à tuer qui s'est révélée supérieure à celle des autres corps. Le Pentagone, tirant la leçon de sa récente campagne, se propose de s'équiper en drones hypersoniques, qui lui permettraient de ne plus faire dépendre ses raids de bases étrangères (cf. le refus de la Turquie) et de "bombarder n'importe où dans le monde en moins de deux heures"<sup>137</sup>. Un seul maître à bord : en dépit des suppliques polies, celles de M. Blair comprises, Guantanamo, le plus haut symbole de la barbarie post-moderne, demeurera sous la coupe yankee et ses détenus à sa discrétion.

Ajoutons que la guerre comme politique, habillée en mobilisation "patriotique", présente le notable avantage de servir d'écran tantôt aux scandales financiers, révélateurs de l'actuel fonctionnement du capitalisme (E.U.), tantôt aux réformes de politique intérieure les plus conservatrices (France)<sup>138</sup>.

Comment oublier enfin qu'au moment où, une fois fermée la "parenthèse" yougoslave, l'Europe se félicite d'avoir retrouvé son climat de paix, du moins sur son sol, des dizaines de conflits armés ravagent le reste du monde, qu'elle ignore, qu'elle a parfois suscités ou entretenus et qu'elle ne veut/peut éteindre. La confusion de la guerre et de la politique s'étend bien du local au planétaire.

Le terrorisme se vend aussi bien que la sécurité. le Président de la Lloyd's de Londres déclare dans un entretien que sa compagnie est parvenue à éponger le débours occasionné par les attentats du 11 septembre et que les affaires reprennent; il commente : "le marché de la couverture anti-terroriste est aujourd'hui en pleine expansion dans le monde entier, mais il est le théâtre d'une très vive compétition"<sup>139</sup> Décidément Polémos demeure "le maître de toutes choses".



Le discours de la sécurité et le discours du terrorisme, que j'ai distingués par simple commodité, sont plus qu'étroitement associés. Le premier prétend viser *aussi* le terrorisme, qui lui assure une couverture honorable et l'inscrit dans la mondialisation. Le second, dans sa version étatsunienne, se fait

137 **Le Monde** du 05. 07. 03.

138 La France, comme on l'a vu lors de la préparation de la seconde guerre du Golfe (premier trimestre 2003) n'a pas connu de "mobilisation patriotique", mais, au contraire, une mobilisation anti-guerre. Néanmoins, elle a admis la nécessité de désarmer l'Irak, y compris par la force; elle a offert le libre accès de son espace aérien aux avions étatsuniens et anglais; elle a voté l'accroissement de son budget de défense; elle a envoyé des spécialistes militaires en armes chimiques au Qatar; elle ne peut enfin se soustraire au climat général de mobilisation sécuritaire. Toute préoccupation d'intérêt n'est pas absente : Total ne veut pas être évincé de ses concessions pétrolières par Shell et Esso.

139 Cf. **Le Monde** du 29.03.03. La carrière de Lord Levene est assez édifiante : il a été successivement directeur de l'armement au ministère britannique de la défense, Lord-maire de Londres, et Président de la Deutsche Bank de Londres.

carrément le soldat de la "sécurité mondiale". En matière d'affaires internationales, il n'existe pas un seul domaine, pas un seul pays, ni une seule région, où les E.U. n'interviennent pas, que ce soit sous forme de consultant, de conseil, de donneur d'ordre, de manipulateur, d'espion, de flic, de geôlier ou de bourreau. Le *Capo di tutti capi*, comme on disait à Chicago, reste omniprésent, de l'Irlande au Pakistan, de Sao Tomé à Caracas, du pétrole à l'agriculture, du droit à l'avoir, de la guerre à la paix. Parmi les bonnes actions en cours, pensons, entre autres, au Vénézuéla, et à la profusion de moyens employés pour faire son affaire au Président élu, Hugo Chavez, qui ne fait pas l'affaire; ou à la Colombie, et au croisé Bush qui donne l'accolade au général Carlos Espina, saigneur notoire et reconnu comme tel par Human Rights Watch, dans l'espoir qu'au bout de 50 années de soutien militaire et financier on parviendra à en finir avec l'opposition révolutionnaire<sup>140</sup>. Le F.M.I., dont le même *Capo* a la présidence et où il dispose d'un droit de veto bloquant toute réforme en faveur des nations les plus pauvres, est notoirement son appendice. Il contribue à lui assurer le contrôle des flux internationaux de capitaux. Sécurité et terrorisme traduisent la réalité la plus fondamentale de notre temps, celle de la violence, promise à un solide marché, en effet, et à un bel avenir, puisqu'elle enveloppe, ne craignons pas de le répéter, toutes les formes de conflictualité, - entre nations, entre peuples, entre ethnies, entre communautés, entre religions, entre civilisations, entre classes, dans l'économie, dans la politique, dans l'idéologie, dans l'alimentation, dans la culture et l'agriculture..., dans la rue, dans l'école, au stade, dans la famille, dans le couple, dans l'atelier, dans l'exploitation agricole, dans l'entreprise...La production de malfaisances de toute nature se réplique dans la production de moyens pour contrer ces malfaisances, qui, à leur tour, en multiplient le nombre, et ainsi de suite. La "spirale de la violence", objet de déploration des bonnes consciences accablées, est bel et bien inscrite dans un système, le système des rapports capitalistes de production parvenus au stade de la globalisation, pudiquement encore appelé néolibéralisme. Point n'est besoin d'y insister. Sauf à relever, on doit bien cette concession aux paranoïaques<sup>141</sup> du Pentagone, qu'il a porté à son point de perfection la psychose manichéenne de l'opposition Bien/Mal, laquelle se renverse pour rendre désormais aussi éclatants qu'indubitables les dualismes dominants et dominés, exploiters et exploités, maîtres et serviteurs, riches et pauvres, qu'ils soient d'ancienne ou de nouvelle facture.

Ce diagnostic est général. Il fait l'objet de toutes les études et analyses, des plus mesurées aux moins complaisantes, consacrées à la mondialisation/globalisation. Reportons-nous au constat le plus récent. Il s'agit du rapport que vient de rendre public (08.07.03), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il qualifie de "désespérante" la dernière décennie, qui devait pourtant approcher l'objectif fixé par l'instance internationale d'une réduction de moitié de la pauvreté dans le monde d'ici 2015. 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990. Dans 21 pays, une proportion plus importante de la population souffre de la faim. Dans 14 pays, les enfants sont plus nombreux à mourir avant l'âge de cinq ans. L'indicateur du développement humain (IDH), qui mesure longévité et santé, est

<sup>140</sup> La presse en a rendu compte, notamment le **Guardian** du 4 févr. 2003.

<sup>141</sup> Ce qualificatif ne relève pas de quelque encolèment, - par ailleurs bien légitime, il veut souligner la surdétermination des motivations d'intérêts de la guerre, politiques et économiques, par des facteurs subjectifs du type vengeance (contre Saddam Hussein), revanche (au nom du père Bush), enrobés de messianisme infantile.

en déclin. Au train où vont les choses l'Afrique devra attendre 2129 pour assurer l'accès pour tous à l'école primaire, 2147 pour diviser par deux l'extrême pauvreté et 2165 pour réduire de moitié la mortalité infantile et les pays les plus pauvres n'y parviendront pas. Plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année de maladies qui auraient pu être évitées; plus de 500.000 femmes décèdent pendant leur grossesse ou en couches. 38 millions de personnes vivent avec le sida. La tuberculose fait chaque année 2 millions de victimes<sup>142</sup>...En face, chez les "développés" d'Europe et des Etats-Unis, un débat capital (c'est le cas de le dire) vient de s'ouvrir, suscité notamment par les actionnaires des multinationales, pour savoir "si les grands patrons n'étaient pas trop payés" et s'ils ne s'accordaient pas trop de stock-options. Le transfert du footballeur Ronaldino pour 30 millions d'euros, ne semble pas, quant à lui, avoir posé de problème. La Bourse est dite "déprimée", à Paris, place moyenne, quand les transactions quotidiennes sont inférieures à 2 ou 3 milliards. Passons sur ces rapprochements, en vérité dérisoires, en regard des politiques monétaires conduites par les Etats riches et leurs fondés de pouvoir internationaux. Mais retenons l'incitation, en premier lieu, à prendre la mesure, fût-ce brièvement, des faillites ainsi engendrées.

La plus récente est celle du néolibéralisme. On se souvient des ovations qui ont accompagné la chute du mur de Berlin, cet épisode symbolique marquant la fin des pays du socialisme réellement existant en Europe. C'était à qui saluerait, avec le moins de retenue, tout à la fois le triomphe de l'économie de marché, la démocratie "tout court", dont il était évident qu'elle lui était consubstantielle, et la fin des idéologies, singulièrement du communisme, stigmatisé, d'un même mouvement, comme criminel et utopique. La disparition de l'adversaire de la guerre froide, du concurrent, dont les manoeuvres mettaient le monde en danger, ouvrait la voie à un avenir de progrès et de paix. Du côté des vaincus, et j'entends sous ce vocable tous ceux qui s'étaient, à un moment ou à un autre, et à la mesure de leurs moyens, associés au projet de construction d'une société plus juste, et non les chacals empressés à tourner leur veste et à transformer en *sex-shops* les maisons du Parti, du côté des vaincus (dont j'étais), rancœurs et amertumes le disputaient aux conduites de deuil et aux culpabilités. Soigneusement orchestrées et amplifiées par les récents convertis. Or, quelques années ont suffi, -une maigre dizaine, pour que retombe l'enthousiasme et que les cris de joie s'étranglent dans les gorges. L'élargissement du fossé des inégalités, au Nord comme au Sud, les drames assimilables à une descente aux enfers vécus par les peuples ex-socialistes, sans parler de la multiplication des conflits armés et des agressions dues aux puissances "démocratiques", ont eu raison des attentes les plus modestes. L'existence d'un ennemi s'avérant indispensable aux faire-valoir libéraux, le musulman est venu remplacer le communiste. Compétition de modèles de développement et coexistence pacifique ont cédé la place à la guerre globale et intronisé l'impérialisme le plus puissant. Sans doute la concurrence en question se développait-elle avec des jeux inégaux et les E. U., bien avant la stagnation brejnevienne, se trouvaient-ils en position dominante, ainsi qu'un de Gaulle l'avait perçu et tenté d'y faire pièce, la chute du mur n'en signait pas

---

142 Cf. G. L., "Des hommes en trop?", in F. Abécassis et P. Roche, **Précarisation du travail et lien social. Des hommes en trop ?**, Paris, L'Harmattan, 2001; et **La Pobreza**, Barcelona, Anthropos ed., n°194, 2002.

moins la disparition de l'adversaire/compétiteur, si chancelant ait-il été. Le néolibéralisme, promis au règne de mille ans, que l'on avait déjà prêté au communisme (Castoriadis), a connu sa période bénie avec un Reagan et ses *reaganomics*, qui fascinaient un Jacques Chirac, et surtout avec Margaret Thatcher qui, en frappant la classe ouvrière britannique, liquidait tout aussi féroce le keynesianisme. "La dame de fer" parvenait même, grâce à la guerre des Malouines, chaleureusement saluée par un Mitterrand, à sauver sa réélection et achevait de pourrir de l'intérieur le parti travailliste en lui faisant un bâtard, dans la personne de Tony Blair. Très vite cependant, les brutalités économiques, redoublées de leurs conséquences sociales, allaient faire se lever les oppositions et retourner l'opinion elle-même. Les emballements spéculatifs et la course à la maximisation obstinée des profits confirmaient la position hégémonique des E.U. Mais, dans le même temps, il apparaissait que ladite position hégémonique n'était tenable que sous la condition d'un strict contrôle stratégique, susceptible de poursuivre les prédatations énergétiques notamment et d'assurer la neutralité sinon la complicité de la communauté internationale. D'où le nécessaire renforcement de la suprématie militaire. Partant, le capitalisme, i.e. la lutte capital-travail, ne changeait nullement de nature, mais la guerre, qu'il portait en lui comme la nuée l'orage, selon la célèbre formule de Jaurès, cessait d'être l'un des moyens, parmi d'autres, de sa politique, pour privilégier le bellicisme *stricto sensu* de la guerre économique. Le 11 septembre tombait à point pour légitimer la guerre comme politique, engagée déjà antérieurement. Telle est l'étape actuelle, dont on ne saurait déterminer la durée. Las encore, le temps n'a pas cessé de se rétrécir. Comme le remarque I. Wallerstein, il n'a pas fallu dix huit mois pour que l'administration Bush dilapide le capital de sympathie acquis avec les attentats du 11 septembre et se retrouve elle-même isolée diplomatiquement<sup>143</sup>. Deux nouveaux éléments (juillet 03)<sup>144</sup> viennent étayer notre jugement. La commission spéciale du Congrès étatsunien a rendu un rapport concernant les attentats, qui établit la responsabilité des services de renseignements (C.I.A., F.B.I.), à travers, à tout le moins, maladresses, bévues et négligences. Bush, d'autre part, "presse les pays du monde" d'intervenir en Irak militairement, financièrement et moralement, s'il se peut, les vainqueurs, malgré les brillants assassinats des fils de Saddam Hussein, ne s'en sortant pas et les élections approchant.

L'exemple de l'Argentine suffirait à lui seul à signer l'acte de décès des attentes néolibérales : un pays riche, ayant triomphé de la dictature militaire, engagé dans un "miracle" économique, ami des Etats-Unis et excellent élève des instances financières internationales, qui sombre, corps et biens, comme un galion du XVIème siècle.

Qu'il soit clair que par "faillite du libéralisme", j'entends l'idéologie néolibérale et plus précisément les espérances, les illusions et les rêves, habilement promues par ses publicitaires et intellectuels Hi Fi, qu'elle a fait se lever dans les populations, en particulier de l'Est européen et chez tous ceux, fort nombreux, qui pensaient, de bonne foi, qu'un monde pacifié s'engagerait vers des lendemains meilleurs.

---

143 Cf. "The Aftershock", **Commentary** n°108, 1<sup>er</sup> mars 2003, du Fernand Braudel Center, Binghamton University.

144 Comme pour les gros mensonges de MM Blair et Bush concernant la possession par l'Irak d'armes de destruction massive, ils étaient subodorés et prévisibles, dès la première version de ce texte (févr.-mars 03), mais non établis.

Il est évident que la réalité du libéralisme n'est pas concernée. Elle a en effet montré très rapidement son vrai visage : celui de la guerre comme politique et de la volonté d'hégémonie servie par une terreur généralisée, c'est à dire à la fois théâtralisée (la "menace terroriste") et bien réelle (la répression de ladite menace). Contre-exemple de l'Argentine, le Brésil de Lula, riche de tant d'aspirations et de potentialités populaires de changement, qui s'étendaient bien au-delà de ses frontières, a été happé par le système, avant même de constituer son gouvernement. Il suscite depuis, par son libéralisme franc et ouvert, les éloges des bailleurs internationaux, du Parrain en personne, et son "socialisme réaliste" (c'est nouveau, ça vient de sortir), d'après les journalistes, "séduit la cour d'Espagne" (juil.2003).

Il faut relever toutefois que la situation présente un aspect positif en ce que, d'une part, elle met fin à la croyance en la possibilité d'un procès de dépassement interne au capitalisme et, d'autre part, elle fait converger toutes les forces de contestation vers l'affrontement avec *un seul* ennemi. Il n'existe pas de modèle de régulation interne du capitalisme et l'impérialisme doit être vaincu. Cette leçon majeure doit demeurer sans cesse présente à l'esprit, en tant que garde-fou, guide et finalité d'une alternative.

Est-ce à dire, qu'il faille verser quelques larmes sur l'époque du "camp socialiste" ? Bien que nombre de sondages et d'enquêtes d'opinion dans les nations libérées de la "dictature bolchevique" attestent d'un sentiment de nostalgie largement répandu, en comparaison du passage au capitalisme réellement existant, il ne saurait être question de faire marche arrière. On ne donnerait pas seulement dans une impasse, on reconduirait la méconnaissance de ce qui fut sans doute le principe de l'effondrement : la prise de distance totalement insuffisante, pour ne pas dire absente, de la part des régimes socialistes, avec le modèle "occidental", savoir, entre autres aspects, le productivisme économique et le monopole politique attribué à l'exécutif. La fascination était telle qu'elle empêchait toute invention, toute créativité en matière de gestion sociale, au mépris des formes authentiquement alternatives déjà élaborées, -coopération, autogestion, régime électoral, contrôle démocratique, entre autres. Le mimétisme envers la "dictature bourgeoise" allait jusqu'à nier les espaces qu'avaient conquis contre elle les luttes des travailleurs, dont ces droits, -d'association, de manifestation, de grève ou d'expression, sans lesquels il n'est pas de liberté. Ce n'est pas ici le lieu de conjuguer facteurs internes et facteurs externes pour expliquer l'échec, ni de faire le tri entre positif et négatif. De fort sérieuses études en ont dit l'essentiel. Du refus de ce retour, on ne saurait néanmoins (c'est ce qu'a montré l'éclatement de la baudruche libérale, même s'il n'est pas encore visible pour tous), conclure à quelque nécessité de se rallier aux rapports capitalistes de production. Bien au contraire. Je me contenterai de proposer à la réflexion deux jugements, qui n'ont rien perdu de leur portée. Le premier est emprunté à György Lukacs prenant, dans son livre laissé inachevé de 1968, une bonne avance sur l'histoire à venir, quand il démontrait que le stalinisme n'avait pas plus représenté l'alternative à la démocratie bourgeoise que la démocratie bourgeoise ne représentait l'alternative au stalinisme<sup>145</sup>. Le second renvoie à la salutaire

---

145 **Demokratisierung Heute und Morgen**, publié en 1985 par le Lukacs Archiv et Akadémiai Kiado de Budapest; mal traduit par **Socialisme et démocratisation**, Paris, Messidor/Ed. sociales, 1989.

provocation d'Ernst Bloch déclarant, lors d'un entretien télévisé, peu avant sa mort: "le pire des communismes vaut mieux que le meilleur capitalisme".

La social-démocratie et les partis qu'elle influence ont, eux aussi, chanté victoire, à la chute du mur. Ils en furent effectivement les premiers bénéficiaires, en termes d'accession au pouvoir. La carte de l'Europe vira au rose. Les réformistes l'emportaient enfin sur... les "totalitaires" (on ne disait plus "révolutionnaires"). En France, par exemple, le Parti Socialiste tenait sa revanche du congrès de Tours. Et, avec lui, une meute d'idéologues, fraîchement ralliés en 1981 et immédiatement après, envahissaient les médias, réécrivaient l'histoire au profit des vainqueurs et proféraient anathèmes et oukases. La démocratie "tout court" et le marché avaient trouvé leurs hérauts<sup>146</sup>. Ils ne craignaient pas de défier le capitalisme en personne. On ne parlait plus que "d'économie mixte", devant assurer le triomphe du secteur public sur le secteur privé, de "participation des travailleurs", "d'Europe sociale" et même, afin de ne pas négliger les entours, de "guerre humanitaire". Le règne du droit allait commencer, - Etat de droit, Droits de l'Homme, Droit international. On allait voir ce que l'on allait voir. Ledit capitalisme hélas avait la vie plus dure qu'il ne paraissait et ses adversaires n'étaient pas de taille,- à moins qu'ils n'aient pas été des adversaires...Toujours est-il que le privé ne tardait pas à dévorer le public<sup>147</sup>, à coup "d'introduction du capital" et de "prise de participation", qu'enflaient les chiffres de sans-emploi, que l'Europe dressait ses morceaux les uns contre les autres<sup>148</sup>, que les aventures militaires s'entêtaient à semer la mort, les destructions et le chaos, et que le droit, suivant une irrésistible pente historique, persistait à servir le plus fort.<sup>149</sup> L'embellie fut de la sorte de courte durée. A son tour, et bien plus rapidement que prévu, l'alternative social-démocrate déposa son bilan. Précisons bien : l'alternative, en tant qu'idéal, programme et promesse, et non pas les individus qui s'en étaient affirmés les maîtres d'œuvre. Ceux-là, au contraire, n'éprouvaient guère d'états d'âme et entendaient bien se maintenir dans les étriers. Ils n'étaient nullement coupables, seulement réalistes. Le sort leur avait été funeste et ils avaient dû s'incliner devant des pesanteurs qui excédaient leurs forces. Ainsi s'imposa l'idée que les "lois" du marché avaient en commun avec celles de la nature qu'elles obéissaient à la fatalité (ou à la nécessité, si l'on préfère), et que "l'Etat ne peut pas tout" (L. Jospin). Or, une fois que les "socialistes" eurent accompli la tâche de faire digérer au peuple les mesures les plus impopulaires, il ne restait plus à la droite qu'à revenir "aux affaires" pour achever le travail. S'ouvrit, de la sorte, et se perpétue, le temps des "bras cassés". Je n'y insisterai pas. Mais je relèverai deux effets concomitants de la vague social-démocrate. Elle a emporté, avec elle, les

---

146 Guy Hocquenghem, avec une pertinence caustique, qui n'a rien perdu de son tranchant, ni de son actualité, puisque la plupart de ses cibles sévissent encore actuellement, a tout dit dans sa **Lettre à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** (Paris, Albin Michel, 1986), fort opportunément réédité, avec une préface de Serge Halimi (Paris, Agone éd., 2003). Voir également du même Serge Halimi, **Les nouveaux chiens de garde**, Paris, Ed. Liber Raisons d'agir, 1997.

147 Ce processus est en voie de consécration officielle avec l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), qui ne fait même plus mention du service *public*.

148 On pensera aux procédures juridiques et au transferts de compétences qui mettent en place la régionalisation, au mépris des Constitutions des Etats membres.

149 Cf. G. Labica, "La social-démocratie et son espace vulnérable", in "La politique en France", n° spécial de **Futur antérieur**, 1995. Je rappelle le jugement d'Ernst Bloch : "la social-démocratie passe sous silence le fait que le socialisme présuppose la révolution dont l'absence permet la naissance du capitalisme d'Etat" (**Le Principe Espérance**, t. II, Paris, Gallimard, 1982, p. 542).

partis communistes "occidentaux", selon les modalités diverses de l'absorption, ouverte ou feutrée, des fractures internes, des scissions ou des sujétions. Tous ne périrent point, mais tous furent atteints. Leurs ralliements aux gagnants, qu'ils aient été stupides, opportunistes ou pervers, loin d'assurer leur survie, ont accéléré leur décadence. En France, la "Mutation" brandie par le P.C.F., empêtrée dans l'expérience de la "Gauche plurielle", s'est traduite par un score de 3,5 %, lors de la dernière consultation électorale. A l'inverse, "Rifondazione comunista", en Italie, offre le contre-exemple d'une transition, interpartidaire, à peu près réussie<sup>150</sup>. A l'échelle européenne, l'affaire fut encore plus rondement menée. Les anciens P.C. de l'Est ne se sont guère embarrassés de scrupules doctrinaux. Leur transformation, du jour au lendemain, en P.S, s'est immédiatement attelée aux gestions libérales et jetée dans la "voie capitaliste de développement". On a vergogne d'en inférer a posteriori en quoi pouvait consister leurs convictions communistes...Il est juste de dire qu'en regard les groupes qui ont voulu préserver leur identité ne sont parvenus, sauf exceptions point encore visibles<sup>151</sup>, en se murant dans le ressassement de formules anciennes, qu'à légitimer la mue des dissidents et, dans l'opinion, qu'à corroborer le glissement du réformisme à l'acceptation de l'ordre dominant.

Les tentatives dites de "troisième voie" ne méritent guère la halte. Celle du tandem Tony Blair/Anthony Giddens, dont un Gerhard Schröder s'est un temps entiché, qui se présentait comme originale dans le courant social-démocrate, a fait long feu. Les vellétés françaises de "nouvelle gauche" et autres calembredaines, qui étaient plus conjoncturelles et électoralistes que doctrinales, également. On sait ce qu'a produit la "voie libérale de gauche" d'un Lionel Jospin, durant son passage à la tête du gouvernement. Le "mouvement social" et ses petits, "les nouveaux mouvements sociaux", tant prisés des familles socialistes, qui les tenaient tout chaud de leurs sociologues-maison, ont nourri les débats parisiens sur "les contre-modèles de société", soucieux de tout changer sans toucher à rien. Les pauvres s'étaient déjà "effondrés à la fin des années soixante-dix"<sup>152</sup>

La doctrine chinoise du "socialisme de marché" ne peut être considérée ici. Représente-t-elle une "troisième voie"? Dans l'expression, quel terme l'emporte : "socialisme" ou "marché"? Le mérite de lever le tabou socialiste du marché, en cessant de l'ostraciser purement et simplement, permet-il à la direction du parti et au maintien d'une économie planifiée de maîtriser l'ouverture aux rapports capitalistes de production en faveur des travailleurs et de la communauté nationale? Ou bien assure-t-elle le maintien au pouvoir, sans changement politique et social, de l'équipe dirigeante, et, par conséquent, le "retour" au capitalisme à son seul bénéfice?

L'enjeu n'est pas mince pour le futur ordre du monde, la Chine apparaissant d'ores et déjà comme le principal adversaire et le futur compétiteur de l'hégémonie étatsunienne.

---

150 Cf. le livre au titre si éloquent de Fausto Bertinotti avec Alfonso Gianni, **Ces idées qui ne meurent pas (Le idee che non muoiono**, Milan, 2000), Paris, Le Temps des cerises éd., 2001.

151 L'évolution des anciens partis communistes est à suivre au jour le jour. Une revue comme **Correspondances internationales** (B.P. 95, 92153 Suresnes cedex; corint@wanadoo.fr), depuis 1991, s'y emploie avec rigueur.

152 J.-P. Le Goff, **La barbarie douce**, ouvr. cité, p. 107, et toute l'analyse du dernier chapitre, "Des conditions pour espérer?"

Au nom de préoccupations fort différentes, puisqu'elles sont religieuses, on peut repérer, à partir d'un semblable regard sur la situation mondiale, une démarche proche de la recherche d'une issue intermédiaire, savoir qu'il faut écarter les deux directions, aussi néfastes l'une que l'autre pour le bien de l'humanité, du capitalisme et du communisme. Deux illustrations en ont été offertes simultanément. L'une émanait du pape Jean-Paul II, dont il est indéniable qu'il combattit pour la fin des régimes de l'Est, l'autre du cheikh Tourabi, inspirateur d'un islam intransigeant et peut-être du "terrorisme" qui devait secouer les Etats-Unis. Les conclusions qu'ils tiraient de leur rejet commun étaient évidemment dissemblables. Le premier y voyait le triomphe de l'Eglise, le second celui de l'Islam, l'accord se retrouvant sur une unique option, point toujours confessée comme telle, -la pérennisation des valeurs les plus conservatrices de chacune de leurs traditions.

Une mention enfin pourrait être accordée aux organisations se réclamant de la pensée trotskiste<sup>153</sup>, qui, au lendemain de la chute du mur, se sont légitimement prévalu de leur attitude anti-stalinienne de la première heure. Elles n'ont réussi cependant une entrée remarquable sur la scène politique, en particulier en France, des années plus tard (début 2000), qu'à la faveur de l'échec des politiques social-démocrates, révélateur d'un blocage de conjoncture dont elles avaient anticipé le diagnostic. Si l'on ne peut assurément, dans ce cas, parler de faillite, force est néanmoins de rappeler qu'il n'a jamais existé historiquement d'expérience politique de ce courant et qu'il ne pourra développer ses potentialités propres qu'au sein d'associations ou d'alliances avec d'autres forces militantes, ainsi qu'il en convient lui-même, avec le mot d'ordre "Cent pour cent à gauche" de la Ligue communiste révolutionnaire.

Pour des raisons assez voisines, la tradition anarchiste a conservé et quelque peu accru sa force de frappe. Les mobilisations de rue de ces dernières années, en France, sont là pour attester de la présence active de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T), son organisation la plus importante. L'Unique, c'est à dire la place centrale attribuée à l'individu, sans doute trop féroce étrillée par Marx et Engels<sup>154</sup>, et la critique systématique de tout pouvoir, au premier chef l'Etat, censé oeuvrer à son asservissement, n'a pas perdu toutes ses séductions. Si ces dernières continuent à jouer un rôle roboratif contre les complaisances et les lâchetés vis à vis de l'ordre dominant, et à empêcher de perdre de vue l'ultime finalité libertaire, elles n'en récusent pas moins qu'autrefois la construction d'une politique alternative.

Samir Amin dresse, dans son diagnostic du "capitalisme sénile", un bilan de faillite assez proche du précédent, quand il écrit : "Ayant épuisé leur potentiel de développement, les trois modèles en question (le Welfare State à l'Ouest, le soviétisme à l'Est, la construction nationale moderniste au Sud) se sont effondrés sans que des alternatives nouvelles permettant aux Etats, peuples et nations d'aller plus loin ne se soient (encore) cristallisées"<sup>155</sup>.

---

153 Ou tout au moins conservant cette référence avec des contenus rénovés ou nouveaux.

154 Une attaque en règle a été conduite contre l'ouvrage de Stirner, **L'Unique et sa propriété**, dans **L'idéologie allemande**.

155 **Au-delà du capitalisme sénile. Pour un XXIème siècle non-américain**, Paris, P.U.F., 2002, p. 81.



Il faut cependant "aller plus loin" et autrement.

On peut, bien sûr, souhaiter que le monde ne connaisse aucune sorte de changement et se satisfaire de l'état de choses existant. Ce qui, après tout, forme le *credo* des pouvoirs en place, qui emploient au maintien de l'ordre dominant toutes les forces qui sont en leur possession. Et on se gardera d'oublier que lesdites forces n'ont jamais été aussi considérables, - militaires, financières, diplomatiques, culturelles, ou idéologiques, servies par des appareils de communication pratiquement inaccessibles à d'autres qu'elles. Or, nous sommes, *hic et nunc*, sujets du royaume de TINA, pour reprendre l'impérissable formule de Mme Thatcher, - "*There is no alternative*", dont les thuriféraires les plus dévoués ne sont pourtant pas les princes qui nous gouvernent, ni les multinationales qu'ils représentent, mais bien les cohortes d'idéologues chargés de nous faire prendre les vessies pour des lanternes, le marché pour la démocratie, la contrainte pour la liberté, le hamburger pour de la nourriture et le goulag pour l'enfant de Marx. Pour ceux-là, nos sociétés ne souffriraient pas d'un "déficit de démocratie", selon l'antienne social-démocrate, mais bel et bien d'un "*excess of democracy*" (respectons la langue d'origine). **Dégraissez-moi ça !**, comme dirait l'excellent Michael Moore<sup>156</sup>. Naguère, un périodique plaçait, sous le symbole de "L'homme qui marche" de Giacometti, un dossier sur l'état actuel du monde. "L'homme qui marche", en effet, ne dispose que de sa vigueur ténue face aux figures replètes de la prospérité mercantile. Elles sont plus fortes que lui. Avancera-t-il jusqu'à les défaire?

Si l'on croit, par contre, nécessaire le changement pour conjurer les périls mortifères du "nouvel ordre mondial", on ne pourra éviter désormais de convenir que l'alternative n'est pas derrière nous, mais devant<sup>157</sup>. Elle exige de reconsidérer la seule voie demeurant ouverte, celle qu'offre le concept de révolution.

"Reconsidérer" cela ne veut pas dire remettre en marche une machine arrêtée, ni réutiliser un outil ancien. Cela veut dire conjointement détecter la panne, si une panne s'est produite, et penser à neuf. "Rendre son acuité" au concept de révolution, ou le "rendre à son acuité", renvoie à la réappropriation de la radicalité<sup>158</sup>: On met en question le cours des choses, on refuse l'évolution, les corrections, les aménagements. A l'*interprétiert*, la **XIème Thèse** oppose le *verändern*, qui ne se réduit pas à la vague transformation, ni même à la métamorphose, en ce qu'il s'en prend aux formes elles-mêmes<sup>159</sup>. La volonté de *changer* ne peut exclure le *détruire*. On le voit clairement avec l'Etat. La révolution ne vient pas se nicher dans la forme de l'Etat bourgeois/capitaliste, pour remplacer le personnel politique en fonction,

---

156 Titre de son ouvrage de 1996, traduit en 2000, sous-titré **Petite balade dans le cauchemar américain**, Paris, La Découverte.

157 J'avais déjà soutenu cette thèse au lendemain de la chute du mur; cf. "Le communisme enfin possible ?", in **M.**, n° 36, mars-avril 1990; "Le communisme n'est pas derrière nous", in **Critique communiste**, Entretien avec Francis Sittel, n° 112, 1991; "A suivre ou le droit de recommencer", in **Panoramiques**, n°4, 1992; "L'alternative communiste est devant nous", in **Société française** n°44, 1992; "Caduto il muro, una rinnovata analisi marxista", in **II Manifesto**, janvier 1994.

158 L'étymologie d'*acuité* est riche : le radical *ac* se retrouve dans *acu* : rendre aigu, aiguïser, stimuler; *acutus* : aigu, pénétrant (au sens intellectuel également); *acucula*, d'où vient directement *acuité* : petite aiguille (dérivé : acupuncture); *acies*, qui a donné *acier* désigne la pointe, le tranchant, ce qui est perçant et pénétrant (yeux et intelligence).

159 Cf. G. Labica, **Karl Marx, Les Thèses sur Feuerbach**, Paris, P.U.F., 1987, ch. 6.

élaborer un nouveau programme et prendre des mesures d'urgence, en maintenant ses appareils. Le problème n'est pas celui du conducteur, mais celui de la machine. C'est elle qu'il faut changer et vraisemblablement mettre à la casse : "La Commune a apporté la preuve que "la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'Etat (*Staatsmaschine*) telle quelle et la faire fonctionner pour son propre compte"<sup>160</sup>. Le vocabulaire, chez Marx, n'est pas avare en mots forts pour expliciter ce "changer": *Zerstörung* (destruction), *brechen* (briser, casser), *zerbrechen* (mettre en pièces)<sup>161</sup>. D'autre part, le procès révolutionnaire est toujours en situation. S'il en va déjà ainsi dans la recherche scientifique où le surgissement d'une théorie nouvelle est tributaire du champ conceptuel d'où elle est issue avant de le bouleverser, à plus forte raison dans la société, où l'histoire nationale, les mentalités, la structure économique, la forme politique du pouvoir et le rapport de forces entre les classes interdisent strictement l'élaboration d'un modèle à prétention universalisante. On évoquera, à la rigueur, des "paradigmes", au sens retenu par Kuhn<sup>162</sup>. L'idée du modèle, déjà récusée par Lénine, telle qu'elle fut échafaudée par l'Internationale Communiste, préconisant à tous les partis de son obédience, l'*application* de la révolution d'octobre, est elle-même historique. Etroitement dépendante de l'Etat post-révolutionnaire et de ses moyens de contrainte, qu'ils relèvent de dispositifs policiers ou de l'inculcation idéologique, les traitements nécessairement divers subis par les tentatives de copier le prototype ne représentent nullement des fautes tactiques ou stratégiques imputables à des mésinterprétations doctrinales, mais bien des écarts vis à vis de sa mise en recette dominante, donc de la dogmatique, c'est à dire d'une attitude proprement religieuse. Le vocabulaire, en ce domaine, est tout aussi significatif : *discipline*, *fidélité*, *confession* ("autocritique"), *hérésie* ("révisionnisme"), *apostasie* ("trahison"), *excommunication* ("exclusion"), etc. Ajoutons que révolution n'est pas non plus révolte, œuvre de spontanéité et de durée limitée. Robespierre, en son temps s'élevait déjà contre ceux qui déclaraient achevé le procès révolutionnaire : "Je ne crois pas, disait-il, que la révolution soit finie"<sup>163</sup>. Une fin est-elle seulement envisageable, hormis le coup d'arrêt qui consacre les nouveaux maîtres ?

"Une seule solution, la révolution ! ", criaient les soixante-huitards. Ils avaient raison. Mais ils étaient en avance. Alors que dans le monde d'aujourd'hui, c'est bien la solution qui s'impose. Mais, la révolution pourquoi faire ? Comment en finir avec le système ? Sur la leçon de l'acuité, la réponse ne saurait désormais laisser subsister de doute : *la démocratie représente la voie, le moyen et la finalité, de la révolution*.

Le néolibéralisme est l'adversaire de la démocratie. La marchandisation généralisée réduit à l'extrême les espaces d'autonomie des individus, au point que les plus démunis en viennent à vendre leurs

160 Karl Marx, **Der Bürgerkrieg in Frankreich**, Dietz Verlag, Berlin, 1971, MEW, t. 17, p. 336 (trad. fçse, **La guerre civile en France**, Paris, Ed. sociales, 1968, p. 38).

161 Lénine, qui a lui-même un temps hésité sur la nécessité du "bris" de la machine d'Etat, a consacré à cette question les notes de son Cahier bleu (cf. **Vladimir Lénine, Le Cahier bleu, Le marxisme quant à l'Etat**, Georges Labica éd., trad. de B. Lafite, Bruxelles, Ed. Complexe, 1977). On trouve dans une seule page du **Manifeste** : *abschaffen* (abolir), *zerstören* (détruire), *gesprengt wird* (de *sprengen*, faire sauter); la révolution communiste y est définie comme "*das radikalste Brechen*" (ouvr. cit., p. 62 et p. 84).

162 Cf. T. S. Kuhn, **The structure of scientific revolutions**, Chicago, University Press, 1962.

163 Cf. G. Labica, **Robespierre, une politique de la philosophie**, Paris, P.U.F., 1990, p. 65.

propres organes, après leurs femmes et leurs enfants. Le trafic mondial d'êtres humains, destinés au commerce sexuel et au travail esclavagiste, qui jette chaque année de 800.000 à 900.000 personnes sur le marché et représente entre 7 et 8 milliards de dollars, est en augmentation constante et s'exerce "dans une impunité quasiment assurée"<sup>164</sup>. Tout est à vendre. Le triomphe de la valeur d'échange ne s'embarrasse pas du libre arbitre. Il est de la nature du capitalisme de fonctionner comme un processus d'homogénéisation. Il a vocation à l'aplatissement, au nivellement. Des individus, des peuples, des nations, des cultures, formatés, indifférenciables représentent son idéal. On coupe ce qui se dépasse et l'argent, "l'équivalent universel", n'est autre que l'équarri-soir de toute originalité, de toute richesse non monétaire ou monnayable. La *macdonaliation* mondialisée et la *cocacolonisation* ne veulent pas dire autre chose. Le désastre ne se limite pas à l'alimentaire. Il s'étend aux langues. L'hégémonie est aussi linguistique et l'impérialisme de la langue de l'impérialisme, qui s'impose par les nombreux canaux de la marchandisation, des flingues à l'internet et au tourisme, accélère la disparition des parlars vernaculaires les moins répandus et les moins résistants. On a pu, à ce propos, employer l'expression "d'holocauste linguistique", directement imputable à la "superpuissance linguistique, qui s'exerce à l'état pur"<sup>165</sup>. Après et avec les espèces animales, à force de saccages de la nature, et comme elles, d'irremplaçables principes d'identification culturelle payent tribut à la globalisation. Se laissent ici surprendre les mimétismes trompeurs. Il a fallu des désastres aux conséquences extrêmement lourdes pour que le mouvement communiste international se rende compte que le gommage de toute spécificité par les consignes du Komintern dans "l'application" du modèle ne convenait pas plus à la Chine, qu'au monde arabe ou à l'Amérique latine. Le Ti-cola cubain et le Meka-cola algérien ont relevé de bonne guerre, ils n'en copient pas moins, par la dénomination, le conditionnement de la boîte et sa couleur, la boisson de référence. Le révisionnisme de la mêmété n'épargne pas la glotte.

Les gouvernements des pays les plus "avancés" sont passés maîtres dans les manipulations électorales (découpages géographiques, pourcentages prédéterminés et excluants) et l'invention de dispositifs qui attribuent aux exécutifs, parfois soustraits à tout vote, la prééminence sur le législatif, ravalé au rang de chambre d'enregistrement, et sur le judiciaire, limité à l'exercice d'une justice de classe. En France, la constitution gaulliste, tout d'abord dénoncée, à "gauche", comme "coup d'Etat permanent" (F. Mitterrand), est rapidement devenue le cadre consensuel indiscuté de la droite à la gauche. M. G. W. Bush dirige une superpuissance qui cherche à assujettir le monde à son arbitraire<sup>166</sup>, sans avoir été régulièrement élu. Deux phénomènes attestent de la régression démocratique, ou, comme certains

---

164 Ces données proviennent du **Troisième rapport annuel sur le trafic d'êtres humains**, rendu public par le Département d'Etat des E.U.(sic) et rapporté par **Le Monde** du 18 août 2003.

165 Cf. John Sutherland, "Linguicide : The death of language", **The Independent on Sunday**, 10 mars 2002; cité in **Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique?**, ouvr. cit., p. 173. Claude Hagège avait déjà, dans son **Halte à la mort des langues** (Paris, Odile Jacob éd., 2000) dressé un bilan tout à fait alarmant.

166 Cf. Noam Chomsky, Ramsey Clark, Edward Saïd, **La loi du plus fort. Mise au pas des Etats voyous**, Paris, Le Serpent à plumes éd., 2002. Deux titres venus de "l'autre Amérique" méritent la plus vive attention : William Blum, **L'Etat voyou**, Paris, Parangon, 2002 et Lewis Lapham, **Le djihad américain**, Paris, Saint-Simon éd., 2002. On s'y instruit sur les exploits de personnalités aussi honorables que W. Clinton, J. Carter, C. Powell, H. Kissinger (Prix Nobel de la Paix) ou Z. Brzezinski, ces deux derniers qualifiés de "criminels de guerre".

politologues s'enhardissent à le constater, du "déficit démocratique". On a d'abord, l'aveu du langage. Depuis la chute du mur, qui a porté au pinacle la démocratie "tout court", on assiste à une véritable débauche de "citoyen" : il n'est de débats et de comportements que "citoyens", l'entreprise est proclamée "citoyenne" et le chien lui-même se voit affecter l'épithète <sup>167</sup>. On rivalise de "citoyenneté", européenne ou mondiale. Porto Alegre a mis à la dernière mode municipale, la démocratie "locale", "participative", ou "de proximité" dont le caractère incantatoire n'est nullement incompatible avec un étroit contrôle des élus. L'esprit "républicain" règne. La "parité" fait florès, et jusqu'à l'égalité, pourtant vieille suspecte, entre homme-femme, vieux-jeune, immigré-indigène, arabe-juif, homo-hétéro...C'est à qui "écouterà", "dialoguera", "débattra", "communiquera", "échangera", "partagera"... L'abstentionnisme électoral, qui concerne toutes les démocraties "occidentales", et dont les taux n'ont cessé de croître ces dernières années, est un second élément. On sait que les monarques républicains ne représentent guère que le tiers de leurs électeurs. On y insistera pas, sauf à préciser qu'il semble maintenant entendu, au moins comme grille de lecture, que cette attitude ne relève plus de l'indifférence, mais qu'elle exprime une volonté *politique*, si confuse ou diversifiée soit-elle, de refus du système en place.

Le *politique*, tel est le fond du problème. Le néolibéralisme est son fossoyeur. L'assimilation de la démocratie au marché, qui donne tout pouvoir à l'économie et à la maximisation du profit, éconduit la politique au bénéfice de la gestion. "L'horreur économique"<sup>168</sup> ne suscite pas seulement de légitimes indignations morales, elle en vient à boucher l'horizon, au point que sont obnubilés par les fatalités qu'on lui prête les mouvements anti-mondialisation eux-mêmes. Le "citoyen" n'est que la marionnette de l'actionnaire. Le raffinement des technologies de la publicité, qui anoblit les antiques "réclames", et du marketing, dont la polyvalence "lance" un artiste de variété, un romancier, un manager, un sénateur ou un Premier ministre, comme une marque de savonnette ou de couches-culottes, habille les désirs de consommation, qu'elle crée à longueur de rayons de grande surface, des séductions les plus agissantes. A l'individu dépossédé et robotisé, on va jusqu'à offrir les produits "personnalisés" qui lui rendront une âme. Vente, achat, spectacle, dont les corps, de femmes notamment, sont les "porteurs" favoris, annulent les ultimes barrières entre public et privé, exposé et intime. Le *social* ne résiste pas davantage. Il perd ses bastions les plus solides : la gare, le bureau de poste, l'école, la maternité, déclarés non rentables, tombent dans les poubelles du laisser faire libéral. Les "acquis sociaux" les suivent, assimilés qu'ils sont à des franchises corporatistes. Stopper l'infection qui menace de mort la démocratie, réanimer tout simplement le processus de *démocratisation*, revient à casser l'idée que la gestion se substituerait à la politique. Autrement dit à rétablir la souveraineté populaire. A engager la révolution.

Avant d'y venir, on doit une halte, fût-elle brève, à la dissociation entre révolution et démocratie. Elle renvoie à deux attitudes. La première est celle de la dictature, qui peut soit provenir d'une révolution qu'elle entend poursuivre, soit camoufler son coup d'Etat fondateur en révolution, mais ne se couvre

167 Cf. "Le chien citoyen (Les mots du pouvoir)", *supra* Section I, 4.

168 Le livre de Viviane Forrester, sous ce titre (Paris, Fayard, 1996), a connu un exceptionnel succès. Ecrit par une romancière, assimilable donc à une réaction de non-spécialiste, il a rempli la fonction d'un véritable symptôme de prise de conscience collective.

jamais de l'étiquette démocratique. Dans le cas de l'autoritarisme, type stalinien, la dictature du prolétariat revendique la qualification de démocratie *réelle*, par opposition à la démocratie bourgeoise vilipendée comme *formelle*, c'est à dire offrant des droits fallacieux ou vides de contenu. Si nous laissons provisoirement le cas des démocraties "tout court", occidentales ou bourgeoises précisément, qui récusent, même et surtout quand elles sont le produit d'un événement révolutionnaire, toute perspective de changement radical et rejettent avec indignation le nom de dictatures, nous rencontrons la position anarchiste. L'anarchisme présente cette originalité, par rapport aux figures précédentes, qu'il voit dans *toute* démocratie une dictature. La démocratie, ainsi que toute forme de gouvernement, où les hommes sont dressés les uns contre les autres et où le suffrage universel, par exemple, ne fait qu'assurer les intérêts des propriétaires, est emporté par le refus du pouvoir, principe par excellence de l'aliénation de l'individu. D'après Malatesta, ce n'est pas la lutte qui gère les relations sociales, mais bien la loi de la "solidarité", "c'est à dire l'harmonie des intérêts et des sentiments, le concours de chacun au bien de tous et de tous au bien de chacun". La "coopération", ou "association pour la lutte", doit viser sa réalisation<sup>169</sup>.

A ceux qui affirment, du haut de tribunes strictement réservées à leurs propres prêches, que la révolution, n'a rien à faire avec la démocratie et que la Terreur ou le goulag lui sont consubstantiels, il n'est pas nécessaire d'objecter les leçons de l'histoire ou les puretés doctrinales, encore moins des intentions, qui seraient perceptibles. Le regard sur le désordre mondial actuel suffit. Notons, en outre, que les contempteurs de LA révolution considérée comme repoussoir définitif et les tenants du modèle universel moulent la même farine idéologique.. Démocratie et révolution ont partie liée. Au point, -voilà qui vaut pour l'histoire et pour la théorie, de ne plus être dissociables.

On sait que dès le **Manifeste**, dont un Antonio Labriola disait qu'il "ne fut pas et ne prétendit pas être le code du socialisme ou le catéchisme du communisme critique, ou le *vade-mecum* de la révolution prolétarienne"<sup>170</sup>, Marx et Engels soulignaient cette indissociation : "le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie". Il est remarquable que cette phrase succède à celle qui énonce que "la révolution communiste est la rupture la plus radicale [*das radikalste Brechen*] avec les rapports traditionnels de propriété"<sup>171</sup>. La démocratie est la meilleure arme pour en finir avec la propriété privée. Engels disait déjà, dans ses **Principes du communisme** : "la démocratie ne serait d'aucune utilité au prolétariat si elle ne servait pas immédiatement à faire adopter d'autres mesures s'en prenant directement à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat"<sup>172</sup>. C'est pourquoi "les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition [*Aufhebung*] de la propriété privée"<sup>173</sup>, et qu'ils "travaillent partout à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays"<sup>174</sup>. Car le prolétariat, fût-il seul "révolutionnaire

---

169 **L'Anarchie**, Paris, Librairie Publico, 1981, pp. 15 et 13.

170 **La concezione materialistica della storia**, trad. fçse de A. Bonnet, **Essais sur la conception matérialiste de l'histoire**, Paris, Marcel Giard éd., 2<sup>ème</sup> éd., 1938, p. 38.

171 **Manifeste du Parti communiste**, éd. bilingue, Paris, Ed. sociales, 1972, pp. 84-85.

172 Ibid., p. 219.

173 Ibid.,68-69.

174 Ibid., p.119

jusqu'au bout", en tant que *Besitzlos* [privé de propriété], ne jouit nullement de l'exclusivité de la révolution. Au contraire, et ceci est également une constante chez les fondateurs, il ne peut vaincre que grâce aux alliances qu'il noue, - avec la petite bourgeoisie, avec la paysannerie ou avec la bourgeoisie elle-même. La conviction de Lénine n'est pas différente. Au temps de la première révolution russe, en 1905, avançant "le mot d'ordre de république démocratique", il qualifie le prolétariat de "combattant d'avant-garde de la démocratie"<sup>175</sup>. "La situation même du prolétariat, en tant que classe, l'oblige à être démocrate avec esprit de suite", il "n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner, avec la démocratie"<sup>176</sup>. Et voici l'enseignement majeur, qui a transcendé les conjonctures et en mesure le caractère *révolutionnaire*, depuis un siècle : "Qui veut marcher au socialisme par une autre voie que celle de la démocratie politique en arrive infailliblement à des conclusions absurdes et réactionnaires, tant dans le sens économique que dans le sens politique"<sup>177</sup>. Ne lâchons pas cette logique. En dépit des finasseries, des reniements ou des niaiseries qui ont prévalu jusque dans les milieux communistes, elle fait de la conquête du pouvoir politique la tâche incontournable et de la dictature du prolétariat la "forme enfin trouvée" du nouvel Etat démocratique, qui n'est, de fait, plus que "demi-Etat", "Etat-Commune", "Etat-non Etat" ou "Etat à bon marché"<sup>178</sup>. "Les soviets ouvriers et paysans constituent un nouveau *type* d'Etat, un *type* nouveau et supérieur de démocratie; ils sont la forme que revêt la dictature du prolétariat, un moyen d'administrer l'Etat *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie. Pour la première fois, la démocratie est ici au service des masses, au service des travailleurs, elle a cessé d'être une démocratie pour les riches, ce qu'elle reste dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques"<sup>179</sup>.

A provoquer un face à face aussi brutal entre dominants et dominés, l'actuelle mondialisation confère un relief particulier à ces thèses. En précisant qu'elle est inhérente au développement capitaliste et sa vocation la mieux assurée depuis ses origines, ainsi que le **Manifeste** l'avait également établi, je mentionnerai brièvement deux conséquences de son caractère globalisant.

Celle des luttes : le prolétariat mondial, car il faut bien nommer ainsi les nouveaux millions de travailleurs tombés sous les rapports capitalistes de production, et, plus généralement, l'immense masse des dominés, ne connaissent plus qu'un seul ennemi, les politiques néolibérales. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, sans sous-estimer les disparités nationales ou régionales et les contradictions issues de la concurrence, l'homogénéisation étend ses plaies communes, - pauvreté, inégalités, exclusions. Et les discriminations touchent partout les mêmes catégories : enfants, jeunes, femmes, étrangers. Toutes sont dues aux rapports d'exploitation. Le problème social de la santé, ainsi qu'on l'a montré récemment, suffirait à le prouver. "Ce n'est maintenant un secret pour personne, - écrit Richard Wilkinson, que les indicateurs de la santé publique sont moins tributaires de l'offre médicale que des conditions socio-

---

175 **Oeuvres**, Paris/Moscou, 1966, t. 9, **Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique** (juin-juillet 1905), p. 19.

176 Ibid., p. 46.

177 Ibid., p. 23.

178 Je renvoie ici à la "Bibliographie de la question de l'Etat" chez Lénine que j'ai donnée en annexe de mon édition du **Cahier bleu**, ouvr. cit., p.107-113.

179 **Oeuvres** cit., t. 28, **Lettre aux ouvriers américains** (1918), p. 69.

économiques dans lesquelles les individus vivent et travaillent (...) En règle générale le taux de mortalité est deux à trois fois plus élevé à la base de la hiérarchie sociale qu'au sommet (...) Dans le monde développé, l'inégalité due aux écarts de revenu serait à elle seule responsable à cinquante pour cent au moins de la variation observée dans les conditions de santé de la population, le taux d'homicides et la cohésion sociale"<sup>180</sup>.

Celle des champs : la domination, notamment rapportée à l'impérialisme de la superpuissance, s'est efforcée et a, en grande partie, réussi à ne laisser aucun espace hors de son contrôle hégémonique, - financier, commercial, militaire, diplomatique, scientifique, technologique, communicationnel, alimentaire, sanitaire, ou culturel. Il est révélateur d'un tel état de choses que la création cinématographique soit l'ultime lieu où l'on (la France) défende quelque "exception". La voie paraît enfin prohibée, de la sorte, à la traditionnelle (et mauvaise) habitude des partis ouvriers, dont les programmes sérialisaient les tâches, selon une hiérarchie mécaniste :- les prolos d'abord,- la locomotive, ensuite les wagons,- paysans, jeunes, femmes, intellectuels, artisans, employés; des wagons qui, des années après la "révolution", n'avaient pas tous quitté la gare. A leur place, on peut lire : l'économie, confondue avec le productivisme, puis le reste de la...superstructure<sup>181</sup>.

Faire confiance à l'histoire, c'est admettre, ce truisme, que les situations changent, que les répétitions sont rares et que les concepts ont à épouser le mouvement du réel. Les classes apprennent. Les bourgeoisies ont fait leur profit, tactique et intellectuel, des luttes qu'elles ont provoquées. Leurs idéologues ont lu Marx, Lénine et Gramsci. La force de leur résistance au changement tient à la fois au système qui n'en finit plus de dépasser ses crises grâce à des équilibres retrouvés, et à la connaissance acquise de l'adversaire. De leur côté, les opprimés, pas seulement ceux du "premier monde", n'ont pas payé en vain de sueur, de larmes et de sang le prix de leurs expériences et des combats qu'ils ont livrés. La conscience démocratique, sous la mondialisation, n'est plus ce qu'elle était au siècle dernier, ni dans les années 20 ou même 50. L'info circule. Si étroits que soient contrôles et tutelles, la radio, le cinéma, la télé laissent au moins passer les nouvelles. Je sais que les métallos coréens ont engagé une grève dure, que les noirs, aux E. U., sont dix fois plus nombreux en prison que les blancs, que tel PDG a foutu le camp au soleil avec la caisse...Fanon observait déjà, dans ses **Damnés de la terre**, que les colonisés connaissaient fort bien les noms les plus imprononçables des leaders du Tiers-monde, en dépit des énormes distances qui les séparaient de leurs propres conditions de vie: "ils comprennent très bien Phouma et Phoumi, Lumumba et Tschombé, Ahidjo et Moumié, Kenyatta", et il ajoutait, non sans quelque euphorie : "Le colonisé, l'homme sous-développé sont aujourd'hui des animaux politiques au sens le plus planétaire du terme"<sup>182</sup>. Les solidarités se répondent. Les exigences montent. Les lycéens qui descendent spontanément dans les rues pour clamer leur colère contre les agresseurs de l'Irak sont animés d'une indignation morale. Ils n'ont hérité ni mémoire, ni expérience de leurs aînés et pourtant sans cet

180 **L'inégalité nuit gravement à la santé. Hiérarchie, santé et évolution**, Paris, Cassini, 2002 (trad. française), p. 11 et p. 79.

181 Pour plus de détail, cf. "Les leçons du Manifeste", déjà cité, ouvr. cit., p.108.

182 **Les damnés de la terre**, Paris, F. Maspéro éd., 1961, p. 60-61.

arrière-plan ils seraient amorphes. En 68, n'avons nous pas connu les rudes secousses qui ravalèrent nos convictions au banc des idées reçues, et nous renvoyaient aux apprentissages ? Le vouloir de démocratisation est aujourd'hui la chose la plus répandue. C'est une première victoire.

✚ ↩ ↪ ⌂ ? ✕ ↗ ? • ? ▲ ▼ ● ⌂ ⌂ ?

Ainsi le procès révolutionnaire ne se décrète pas et son programme n'existe que dans son acte. Si l'on apprend de la révolution, comme de tout acte créateur, il est plus difficile de l'enseigner, encore qu'une dialectique soit possible<sup>183</sup>. Il n'en demeure pas moins que son objet, la conquête de la démocratie, dépend de conditions déterminées, c'est à dire de rapports de forces concrets, afférents à l'état et au niveau des luttes de classes et qu'elle obéit à des règles, dont des expériences antérieures peuvent, mais peuvent seulement, avoir fourni la matrice. On pensera à la théorie du "maillon le plus faible" ou à la structure dite de "double pouvoir", -Commune/Convention pendant la Révolution française, Soviets/Gouvernement provisoire dans la Russie de février 1917. Nulle métaphysique là-dedans, pas plus celle de la Bastille que de la Concorde, celle du Grand soir que du petit soir, du Palais d'hiver que du palais d'été. Les recettes appartiennent à l'art culinaire et les applications à la kinésithérapie, point à la politique. C'est ainsi qu'aujourd'hui, comme hier, les contextes conditionnent l'ajustement des luttes : jeter les bases de la démocratie là où elle est encore inconnue, la consolider où elle est faible ou récente, la rétablir où elle a été mise à mal, la défendre en cas d'attaques, l'étendre davantage quand elle est forte, enfin n'avoir de cesse de la pousser "au bout" aussitôt qu'est ouverte la voie révolutionnaire. Or, nous venons de voir, sans optimisme excessif, que l'exigence démocratique, quels que soient le niveau de développement ou la nature du pouvoir (entendons : de l'exploitation), a désormais atteint une maturité incomparablement supérieure à ce qu'il en était il y a quelques décennies. Ne voit-on pas partout les classes dominantes faire preuve de prudence, en couvrant leurs mauvais coups du manteau des droits ?

Au préalable, et sans y insister outre-mesure, car l'affaire devrait désormais être entendue, il faut revenir sur la duperie de *nos* démocraties, qui peut faire obstacle à la réflexion. L'affirmation comme d'un donné indiscutable du caractère, ou, mieux, de l'essence, démocratique de nos régimes politiques occidentaux, fait l'objet des soins les plus jaloux. Or, il s'agit d'une fantasmagorie dont nous avons à nous débarrasser. Elle fonctionne à la discrimination par repoussoirs, qui forme une double figure, déjà évoquée, celle de la dictature, -tyrannie ou totalitarisme, et celle de la démocratie socialiste, dictature démasquée. La démocratie "tout court" peut se vanter de n'être assimilable ni à l'une ni à l'autre. Historiquement, elle se prévaut de mouvements populaires révolutionnaires, ou, à tout le moins d'extension des droits pour tous. Elle l'a emporté à la fois sur le nazisme et sur le communisme et ne va pas tarder à le faire sur l'islamisme. Stratégiquement, dans le concert des nations, qu'elle a créée pour la paix et le bonheur des citoyens, elle s'emploie à combattre résolument les "Etats voyous" et à appuyer l'instauration de démocraties...à son image. "L'Amérique est la grande démocratie", la France est "le pays

---

183 Cf. Lénine, ouvr. cit., t. 9, p. 12 et **La Révolution instruit**, ibid. p.146.

des Droits de l'Homme" et Israël "la seule démocratie" du Proche et Moyen Orient. Malheureusement quand les images (d'Epinal) bougent, ce qu'elles font tout le temps, quand les miroirs (aux alouettes) sont traversés, comme il se doit, les Etats-Unis, qui ne sont que "d'Amérique", laissent paraître leur statut de Premier "Etat-voyou"<sup>184</sup>, ou de Première Puissance terroriste, la France de "République bananière"<sup>185</sup> et Israël de théocratie ethniciste. Le caractère *démocratique* des démocraties de ce type est porté à son point d'incandescence caricaturale à travers les pratiques constantes de la plus "grande" d'entre elles. Non seulement il n'est pas de dictatures, parmi les plus sanguinaires, tortionnaires et racistes que les Etats-Unis n'aient pas appuyées dans leur prise du pouvoir et soutenues militairement, financièrement et diplomatiquement par la suite, mais il n'est pas davantage d'expériences et même de tentatives de développement autonome, démocratique ou progressiste, qu'ils n'aient écrasées. Dans le sillage et souvent sous la houlette, les moins puissantes, à leur échelle, n'ont rien eu à envier à la grande sœur et ont fait du mieux qu'elles pouvaient. Pour les E.U., on se reportera aux listes citées plus haut, pour la France il suffira de penser à l'Indochine ou à l'Algérie; quant à Israël, on peut quotidiennement suivre ses exploits en terre palestinienne. Derrière les consensus enthousiastes et les "après tout..." résignés, ce sont bien les possédants qui détiennent le pouvoir et servent leurs propres intérêts sur le plan des affaires intérieures aussi bien que sur le plan international. La catégorie centrale d'égalité, en dépit des apparences, y est l'objet d'incessantes attaques, les plus hypocrites lui imputant le nivellement de caserne, qui appartient en propre au capitalisme. *Nos* démocraties sont, quant au fond, des dictatures, qui, pour n'apparaître pas comme telles, exposent dans leurs vitrines les conquêtes juridico-politiques qui ne leur appartiennent que de leur avoir été arrachées sous la contrainte des luttes des travailleurs. *Nos* démocraties sont des dictatures *de classe*. Qui ne respectent les valeurs et les droits qu'elles encensent qu'en fonction des rares conjonctures où ils ne leur sont pas défavorables. Pour le reste, le courant, le quotidien, règne l'imposition de la force, la liberté-égalité-fraternité d'une association de malfaiteurs. Deux traits sont, à cet égard, devenus spectaculaires, à l'abri du discours de la sécurité, garant sans égal de la préservation de la propriété et de l'accroissement des profits. Entremêlement désormais inextricable de la politique et de l'argent, des "affaires" publiques et privées, de la criminalité et de la notabilité, la corruption est devenue, depuis quelques années, la cible affichée de tous les gouvernements. L'annonce des mesures à prendre, "radicales" et "urgentes", de New York à Shanghai, de Paris à Moscou, de Rome à Djakarta, de Tel-Aviv à Sydney, ou de Buenos Aires à Tokyo, ne remplit pas uniquement l'office d'"effet d'annonce", comme on dit, elle atteste de la reconnaissance, ou plutôt de l'aveu, d'une pathologie sociale, frappant indistinctement dictatures et démocraties, les plus "développées" incluses. Les meilleurs diagnostics confessent qu'ils ne saisissent pas encore toute l'ampleur et la profondeur du phénomène. Un des derniers en date, du à Eva Joly, qui fut magistrate à Paris, montre à quel point il est difficile et

---

184 C'est le titre de l'ouvrage de W. Blum, déjà cité. Dans l'abondante littérature sur la question ,cf. aussi John Le Carré, "Confessions d'un terroriste", [www.opendemocracy.net](http://www.opendemocracy.net); reprod. partielle dans **Le Monde**, du 19-20 janv. 2003; Ramsey Clark, Lettre au Conseil de Sécurité du 29 juil.2003, "pour empêcher une nouvelle agression terroriste des E.U."

185 Cf. Sophie Coignard et Jean-François Lacan, **La République bananière, De la démocratie en France**, Paris, Belfond, 1989.

dangereux d'enquêter dans ce domaine<sup>186</sup>. La liste des juges assassinés dans le monde entier en fait foi. L'instruction de l'affaire Elf, conduite par l'auteur, est éclairante : "l'apathie de l'administration judiciaire [dans ladite affaire] est impressionnante"; "le pouvoir protège les siens"<sup>187</sup>. Il n'est plus possible de prétendre que la corruption, que l'on dit "grande" à cet effet, se réduit aux dérapages de quelques "scandales". Elle a partie liée avec la mondialisation<sup>188</sup>, elle est son produit direct. Un autre magistrat, Jean de Maillard, sous-intitulait son livre **Le marché fait sa loi** : "De l'usage du crime par la mondialisation"<sup>189</sup>. "Le problème, -écrit-il, vient désormais de l'impossibilité croissante de distinguer l'un et l'autre [le criminel et le légal], et non de la croissance de l'illégal au détriment du légal. Il n'y a pas d'un côté un domaine criminel qui croît et un domaine légal qui se restreint, mais un double mouvement corrélé d'expansion du crime dans l'économie et le pouvoir d'un côté, et d'infléchissement de l'économie et du pouvoir dans la criminalité de l'autre (...) Nous avons affaire à une société crimino-légale, dont toutes les composantes, criminelles et légales, sont imbriquées les unes dans les autres"<sup>190</sup>. La corruption se présente en outre à visage découvert, sur toutes les places financières qui en gèrent les revenus, par les plus grands groupes, au travers de commissions, pourcentages et prébendes, en toute légalité. Nouveauté : les indemnités de départ versées aux patrons sont d'autant plus copieuses qu'ils se sont révélés incapables ou malhonnêtes. Où est passé le temps où une banqueroute poussait son auteur tout droit au suicide ? Le montant total des actifs des paradis fiscaux atteint le PIB des E.U.<sup>191</sup>. Les marchés de l'armement et de la drogue sont à peine chiffrables et leurs revenus sous protection du secret bancaire, lui-même pénalement protégé.

Une justice ouvertement de classe, -c'est mon second trait, couvre ces pratiques, en leur assurant l'impunité. Quand ce n'est pas possible, savoir quand les affaires, qui n'ont pu être étouffées, "éclatent", on fait traîner les instructions, des dossiers disparaissent ou sont frappés de proscription, les comparutions sont dissociées, enfin le moment du jugement venu, on prononce non-lieu, sursis, confusion de peine ou incarcérations minimales, assorties de tout aussi brèves suspensions des droits civiques, afin de permettre le retour des intéressés aux "affaires", dans les délais les plus courts. Les exemples surabondent, connus de chacun : l'affaire du sang contaminé est éteinte par la Cour de cassation. MM. Longuet, Roussin, Fabius, Dumas, Strauss-Kahn, entre autres, ont repris leurs activités. Un Léotard a même été promu à l'Inspection des finances. M. Falco, n'a tiré qu'un an. Le dossier Cassetta a été classé. Un Arreckx, surnommé "le parrain politique du Var", avait bénéficié de la conditionnelle. Les accusations contre le fils Mitterrand ou Mme Tiberi sont annulées. Les politiques impliqués dans l'affaire des emplois fictifs de la MNEF profitent du changement des règles de la prescription pour les

---

186 **Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre?**, Paris, Ed. Les Arènes, 2003; ce livre fait suite à **Notre affaire à tous** (avec Laurent Beccaria), même éd., 2000.

187 Ibid., p. 115 et 119.

188 Ibid., p. 250. " La grande corruption actuelle est un phénomène radical : elle n'est plus individuelle mais systémique" (p. 264).

189 Paris, Mille et une nuits (Fayard), 2001.

190 Ibid., p.47-48. D'impitoyables réquisitoires ont également été publiés par Christian Carle, **La société de crime** (Paris, Ed. de la Passion, 1996) ou Sophie Coignard et Alexandre Wickham, **L'omerta française** (Paris, Albin Michel, 1999).

191 Cf. E. Joly, ouvr. cit., p. 300.

abus de bien sociaux. M. Papon, judéocido-ratonneur, voit sa peine suspendue. Le secret défense bloque l'enquête sur les frégates de Taïwan. Les capitaines de la haute finance, "plus forts que des rois, disait déjà Maupassant, les Haberer, Trichet, Messier et autres Pinault, "protégés" par l'Etat, s'en tirent encore mieux que les autres, laissant aux contribuables des ardoises qui, dans le cas du Crédit Lyonnais, sont estimées entre 3.000 et 30.000 francs par foyer fiscal. C'est que pour la justice de classe, le crime de fric n'existe pas, sauf s'il est à la petite échelle du larcin de gosse. Au niveau de l'Europe, on n'est pas en reste. Mme Cresson, ex-premier ministre, en donne une bonne illustration... La Commission, par exemple, éprouve un mal fou pour désamorcer le scandale de l'Office européen des statistiques (Eurostat), qui met en cause plusieurs commissaires et le principe même de sa responsabilité... Après tout, un chef d'Etat et un Premier ministre européens ne doivent qu'à l'exercice de leurs fonctions d'être soustraits aux tribunaux. Il est vrai que leurs représentations nationales ont pris toutes mesures aux fins de leur garantir l'impunité. A l'échelle mondiale, passons, en relevant qu'on a bien vu un coupable de crimes contre l'humanité recevoir un Prix Nobel de la Paix<sup>192</sup>... Tandis que "les banquiers français s'indignent d'être mis en cause par la justice"<sup>193</sup>, l'un d'entre eux, et non des moindres, M. Le Floch-Prigent, ex-PDG d'Elf, qui risque 5 ans<sup>194</sup>, s'abandonne à un aveu d'une vérité criante : "C'est de ma faute, mais c'est aussi la perversité du système"<sup>195</sup>. Le "système" assurément, dont la "perversité" se manifeste par la clémence dont il fait preuve envers les puissants, cependant qu'une jeune fille mineure se voit menottée et menacée de deux mois d'emprisonnement et 3.750 euros d'amende, pour avoir enfreint la loi du 18 mars 2003 interdisant l'encombrement des cages d'escaliers<sup>196</sup>. Du mélo, dira-t-on ? Oui, directement fabriqué par les criminels en costume trois pièces. Est-il nécessaire d'ajouter que la corruption épargne d'autant moins ceux dont le devoir est de la poursuivre, - les policiers, que les liens entre la police et la politique, en France particulièrement, ont hérité d'une forte opacité<sup>197</sup> et continuent, disons par euphémisme, à brouiller les frontières entre pouvoir politique et pouvoir judiciaire, au bénéfice souvent du troisième, -le pouvoir économique-financier. Maurice Rajsfus a récemment montré, s'agissant de la police, ce qu'il en était de cette justice "à deux vitesses", dans un livre au titre éloquent, **La police et la peine de mort. 1977-2001 : 196 morts**<sup>198</sup>. On ne saurait, enfin, objecter que des phénomènes de corruption ont, de tous temps, existé, portés ou non par la confusion des pouvoirs, car la spécificité des nôtres se trouve doublement accusée, au sens de mettre en relief et de discriminer, par la mondialisation, qui en change la nature, et par l'exigence de démocratisation qui la rend insupportable.

---

192 Cf. le documentaire de Alex Gibney et Eugene Jarecki, à partir du livre de Christopher Hitchens, **Le procès de Henry Kissinger** (en salles à Paris, juin 2003).

193 Titre sur une pleine page du Monde du 12 janvier 2002.

194 Sic. C'est la peine réclamée par le procureur pour le pillage et le coulage de l'entreprise nationale.

195 Le 14 avril 2003, 13<sup>ème</sup> journée d'audience du procès Elf.

196 La "mésaventure" de Kelly, 15 ans, a été rapportée par la presse du 12 juillet 2003. Il faut rappeler que la loi de programmation de la justice (juil.2003) prévoit des sanctions pour les enfants à partir de 10 ans et la détention provisoire dès l'âge de 13 ans. Le même jour, l'AFP transmettait la nouvelle suivante : "Vietnam : deux hommes d'affaires, condamnés pour un vaste scandale financier de la fin des années 90, ont été exécutés".

197 Il s'agit d'une caractéristique historique, selon Claude Journès, "Pour une science politique de la police", in C. Journès (ss la dtion de), **Police et politique**, Presses Universitaires de Lyon, 1988.

198 Paris, L'Esprit frappeur, 2002.

Résister, en l'occurrence, c'est appuyer les magistrats qui viennent de signer la "Déclaration de Paris". Ils ne veulent, par cet engagement, nullement obtenir "la traçabilité" des flux financiers, mais bien saisir l'opinion de la vérité de la corruption et de ses couvertures officielles.

Quoi que prétendent les thuriféraires des constructions supranationales et du dépassement des ringardises de frontières, en service commandé du capital apatride, le *cadre national représente le lieu indépassable des luttes pour la démocratisation*. Au nom de plusieurs raisons, que je me borne à rappeler :

Les entreprises multi- ou trans- nationales, autant que n'importe quelles autres de taille moindre, -petites, moyennes, commerces ou artisanat, sont assujetties au cadre national. Il n'est pas seulement leur domicile et leur carte d'identité, comme le rappellent régulièrement leurs classements dans la compétition mondiale et le *hit-parade* de leurs prouesses boursières qui font se rengorger les...*patriotes*, ils peuvent moins que les autres se passer de leur Etat *national*. Il est bien connu qu'au niveau des "personnalités", les osmose et les cumuls sont monnaie courante entre public et privé. Les "grands commis de l'Etat", la disgrâce électorale ou la retraite venues, s'en vont "pantoufler" dans les conseils d'administration, dont fréquemment et sans états d'âme sont membres leurs *alter ego* en activité. C'est bien pratique quand il s'agit de rafler les appels d'offre et, à une autre échelle, pour l'obtention de subventions, d'allégements fiscaux ou d'épongeage de dettes. Une fonction essentielle de l'Etat de classe ne consiste-t-elle pas à contenir et à faire pression sur la force de travail afin qu'elle s'inscrive dans les normes propices à la valorisation du capital ? L'Etat n'est-il pas le garant de l'équilibre entre les classes, grâce au dialogue entre "partenaires sociaux" et à la préservation de "la paix sociale", au profit...du profit ? En France, le MEDEF, organe du patronat, se comporte sans vergogne en premier parti de la droite. Aux Etats-Unis, le vice-président, Dick Cheney, emporte le marché de la reconstruction en Irak, avant même, notons-le, que ce pays ne soit détruit. Quand l'entreprise se porte bien, elle exporte ses bénéfices vers des paradis fiscaux, quand elle est malade, l'Etat vole à son secours, efface ou renfloue, et quand ses dirigeants ne parviennent pas à échapper aux poursuites et à la mise en accusation (pour fraudes, malversations, escroqueries, détournements, etc.), les magistrats sont là pour prononcer des non-lieux, -nous venons de le voir<sup>199</sup>. Au besoin, on ne craint pas de recourir à la force armée, dans les ex-colonies par exemple, afin de maintenir les intérêts *nationaux* des...multinationales.

Le cadre national reste le lieu, par excellence, d'autre part, de l'exercice démocratique, si dévié et si pervers soit il. Au niveau de la Communauté européenne, le pouvoir ne réside nullement dans le Parlement de Strasbourg, qui n'assure que l'alibi électoral et la façade représentative, il est entre les mains des responsables des divers exécutifs qui n'ont pas de comptes à rendre et de hauts fonctionnaires, qui gèrent sur dossiers, dans l'arbitraire le plus...légal. Recrutements, promotions, salaires et primes se décident entre soi. Du gel des terres au contingentement du beurre et de la viande bovine, des "aides" à l'agriculture, qui ruinent la petite paysannerie, à la protection des tankers hors service, les intérêts

---

199 Voir également le réquisitoire de Christian Carle, **La société du crime**, Paris, Les éditions de la passion, 1996.

satisfaits ont peu à voir avec les mesures favorables à une Europe "sociale", dont la mise en œuvre est toujours différée. Les "souverainistes", vilipendés par les "européistes", ne sont pas si mal nommés : la *souveraineté populaire*, ne dispose pour son expression d'aucun autre champ que celui de la nation. Les constitutions, assurément caduques, qui l'ont couchée dans leurs professions de foi ne sont plus que l'ultime verrou juridique à faire sauter devant la liberté d'entreprendre. Mazzini opposait déjà "l'Europe des peuples" à "l'Europe des rois".

N'oublions pas enfin que, dans un monde globalisé, l'échelon national, comme l'échelon supranational (Europe, ALENA, Mercosur...), ne sont que des secteurs du procès hégémonique général, mais c'est au sein de ces secteurs que les luttes démocratiques doivent être menées, sous peine de ne pas sortir d'une abstraction stérile. Le national, dont le local lui-même qui en forme souvent le modèle réduit, ne se substitue en aucun cas au régional plurinational, ni au mondial, il demeure l'avant-poste combattant qui leur interdit de se comporter comme des entités autonomes. "Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant la forme. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu [*natürlich*], en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie"<sup>200</sup>. En bref : "L'Etat-nation,- relèvent justement James Petras et Henry Veltmeyer, loin d'être affaibli par la mondialisation, est devenu un soutien politique essentiel pour faire circuler son message"<sup>201</sup>. On ne manquera pas non plus de relever avec Costanzo Preve que "les Etats impérialistes des USA et de leurs alliés anglo-saxon et sioniste maintiennent en réalité intégralement leur souveraineté d'Etats nationaux et invitent simplement tous les autres à y renoncer"<sup>202</sup>. Les luttes qui prennent pour objet "la contre-révolution mondialiste"<sup>203</sup> ne peuvent échapper au cadre national.

Il n'en va pas autrement pour l'Europe<sup>204</sup>. On voit mal, sauf à prophétiser, comment les indispensables luttes démocratiques sauteraient par-dessus les Etats-nations. La présence d'un Parlement ne suffit nullement à les épuiser. Les contacts répétés entre syndicats et leur union face à des objectifs communs y auraient un retentissement et jouiraient d'une efficacité bien plus considérable. Ils demeurent toutefois bien modestes, sinon inexistantes, face aux solides alliances des fronts patronaux.

Revenons précisément à la mondialisation pour en dégager un nouvel aspect. Elle fait se lever, dans tous les pays, sans cesse en plus grand nombre, protestations, ressentiments et révoltes, que l'on regroupe sous le vocable général d'*anti-mondialisation*, auquel a succédé plus récemment celui d'*altermondialisation*. La seconde expression semble plus ambiguë que la première. Si elle signifie que la mondialisation en cours présente un caractère irréversible et qu'il convient de lui en opposer une autre, on a affaire à une proposition à la fois banale,- on ne fera pas tourner l'histoire à l'envers, et trop courte,- de quelle mondialisation s'agit-il et que veut-on en faire ? Admettons que le phénomène dit

---

200 Ouvr. cit., p. 62-63.

201 **La face cachée de la mondialisation (Globalization unmasked)**, Paris, Parangon éd., 2001, p. 68.

202 "Introduzione" à Gianfranco La Grassa,, **L'imperialismo. Teoria ed epoca di crisi**, Pistoia, CRT, 2003, p. 6.

203 Ibid., p. 67.

204 Je renvoie ici au bon observatoire, unique dans la presse, de **Bastille, République, Nation, mensuel progressiste radicalement eurocritique**, 8 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris.

"mondialisation" ou, à l'anglo-saxonne, "globalisation", décrit ce "village planétaire", dont se gargarisent les amateurs de neutralité sémantique, où biens, personnes, marchandises et informations circuleraient librement au bénéfice de tous (ce qui est loin d'être le cas), se proposera-t-on de renverser, en saine comptabilité, son passif en actif, en convertissant, par exemple, les crédits militaires en budget de la santé, ou en rendant l'ONU à sa vocation de maintien de la paix ? Déjà, de l'adoption de la taxe Tobin, cependant obstinément refusée, à l'annulation de la dette des pays sous-développés, l'affaire n'est pas simple. Il en va ici comme nous avons vu qu'il en allait de l'Etat<sup>205</sup> : change-t-on le personnel ou casse-t-on la machine ? Or, on constate, au rythme des rencontres internationales, dont Porto Alegre est le symbole, qu'est passablement étendue la mosaïque des courants politiques constituant l'anti(alter)mondialisation. Personne, à l'exception des durs et purs du néolibéralisme, ne veut en être absent. On tient, au contraire, à s'y faire remarquer, de la droite tolérante à la palette des sociaux démocrates, aux dits "tiers-mondistes" et aux extrêmes-gauches. Alors quel *autre* monde ? Sans doute, l'évolution fait apparaître une radicalisation et des protagonistes et des revendications, mais comment la lire, comment faire le tri entre le bon grain du *Brechen* et l'ivraie des rapiécages ? Comment éviter le soupçon que l'anti(alter)mondialisation demeure, quoi qu'elle en ait, prisonnière, ou largement tributaire, de la logique économique dominante, qu'il s'agit précisément de contester *politiquement* de façon radicale. Aussi bien soutenir les nouvelles formes de contestation sociale et militer en leur sein ne saurait écarter les limitations qui sont les leurs. On peut, avec John Holst, retenir les suivantes : le refus de la structure partidaire, qui se confond, selon lui, avec le rejet de Lénine et même de Gramsci; leur appartenance aux classes moyennes; leur caractère temporaire et qui se contente souvent d'accompagner les méfaits du néo-libéralisme; leur sous-estimation de la capacité de la démocratie capitaliste à les absorber<sup>206</sup>. L'observation de la lutte de classes internationale est le seul critère. Elle relaie les antagonismes nationaux et s'y relie, dans l'objectif de convergences, dont le programme n'est pas plus préétabli que celui de la révolution. Le principe des résistances ne saurait être cherché ailleurs.

Quelles sont-elles ? Il serait présomptueux de dresser une liste, nécessairement lacunaire<sup>207</sup>. Quelques lignes directrices peuvent seulement se suggérer, dans le fil de mon propos, sans redouter d'énoncer des banalités, dont on sait que leur rappel est souvent utile.

Dans le cadre national, la mise en crise du système et des institutions qui le manifestent, y compris sous leurs formes symboliques, passe d'abord et avant tout par l'insistance sans relâche concernant les procédures démocratiques, à rappeler, à défendre, à élargir, des plus humbles (la

---

205 Cf. supra p. 14.

206 Cf. "Reflexiones criticas sobre el potencial politico de los nuevos movimientos sociales", in **Marx Ahora**, La Habana, n° 11, 2001.

207 On dispose, pour s'y employer, d'une riche matière. Je me limite à quelques titres : Petras et Veltmeyer, ouvr. cit., qui relèvent notamment : "C'est dans les projets locaux de groupes en révolte et/ou dans la transformation programmatique qu'effectuent des mouvements en lutte que l'on trouve aujourd'hui les alternatives" (p.87); S. Amin, **Au-delà du capitalisme sénile**, ouvr. cit. ; Jean Ziegler, **Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent**, Paris, Fayard, 2002; Jorge Basave et al., **Globalizacion y alternativas incluyentes para el siglo XXI**, Mexico, 2002; Samir Amin et François Houtart éd., **Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2002**, Paris, L'Harmattan, 2002; "Compétences pour résister", n° spécial de **L'Homme et la Société**, 2002/1-2

consultation pour le maintien d'une crèche) aux plus ambitieuses (l'abrogation de la Constitution de la V<sup>e</sup> République). On tient là un véritable programme et la ligne de démarcation clivant entre accumulation de réformes (potentiellement dangereuses) et compromis conjoncturels (régressifs). La dénonciation des discours de la sécurité et du terrorisme est tout aussi inlassable, où qu'ils se rencontrent. Les plans de privatisations qui désarticulent chaque fois davantage les conditions de travail et accroissent le chômage n'en sont pas exclues. Au rang des priorités figureront la conquête de l'égalité pour les femmes<sup>208</sup>; de la citoyenneté pour les étrangers. Quelques thèmes porteurs se détachent : refuser tout brouillage idéologique confondant droite et gauche, notamment à l'occasion d'un conflit comme la guerre du Kosovo<sup>209</sup> ou de questions dites "de société", telle le sécuritaire, même s'il est patent que la gauche "plurielle", en France par exemple, a depuis belle lurette renoncé à se distinguer de la droite. "Noces pornographiques, -s'écriait Hocquenghem, du Capital et de l'Etat, mariage de la Défense et des Droits de l'Homme, épousailles du Réarmement et de Dieu, hymen, ô hyménée! Qui y retrouverait sa gauche de sa droite?"<sup>210</sup>. Un journaliste affirmait dernièrement que la gauche comme la droite, se voyaient contraintes, victimes de quelque "schizophrénie", d'accepter la déréglementation, "sous les coups de boutoir du marché"<sup>211</sup>. Un sacré gaillard ce marché qui manipule aussi, à sa guise, les instances européennes, saisies d'une semblable schizophrénie de privatisation. Au point que les eurodéputés ont refusé de se doter des compétences, leur permettant de conjuguer plein emploi, protection sociale et libre concurrence<sup>212</sup>. On a là une des conditions du rejet de la prétendue fatalité de l'économie et de la posture politico-idéologique des "bras cassés" qui l'accompagne et en multiplie les effets. Le respect des principes de transparence et de publicité des décisions est exigible à tout instant. La considération des subjectivités, encore si malmenée naguère, offre un contre-feu à l'individualisme niveleur, charrié par le libéralisme économique<sup>213</sup>. Après tout, faire la révolution, il faut en avoir envie. La suspicion enfin à l'égard des consensus, qui ne sont qu'endoctrinement passif ou servilité, ne doit pas craindre d'identifier et de nommer des *ennemis de classe*, qu'ils soient hommes politiques, patrons, idéologues ou artistes de variétés. Un catalogue n'est pas de mise ici. Chacun, à coup sûr, dispose du sien. On ne prendra, par contre, pas au sérieux, les nombreux appels suscités par les avanies du 21 avril 2002,- "défaite de la gauche" et ses conséquences, -le plébiscite en faveur de Chirac. Qu'il s'agisse de "changer réellement dès maintenant" (M.-G. Buffet), du "réformisme radical" ouvrant "un nouvel horizon de civilisation" (H. Emmanuelli et J.-L. Mélançon), "de jeter les bases d'un réseau alternatif sur des contenus qui ne soient ni un prêchi-prêcha protestataire ni un habillage du libéralisme" (pétition fin juin 03), "de réconcilier les couches populaires et la modernité" (J.-C. Cambadélis) "d'être plus socialiste" (F. Hollande) ou d'offrir

---

208 Un réquisitoire sans appel, dû à un collectif de 32 médecins du travail, a rappelé à nouveau récemment que "la violence et la précarisation concernent d'abord les femmes" ( Eve Semat, Association Santé et médecine du travail, **Femmes au travail, violences vécues**, Paris, Syros, 2000).

209 Cf. Collectif, **Maîtres du monde? Ou les dessous de la guerre des Balkans**, Paris, Le Temps des cerises éd., 1999.

210 **Lettre ouverte...**, déjà citée, p. 74.

211 Laurent Mauduit, "la mauvaise querelle du service public", in **Le Monde** du 19 juil. 2003.

212 Vote du 3 sept. 2003 au Parlement de Strasbourg.

213 On sait également combien est forte l'implication de la subjectivité dans le harcèlement moral.

"un prolongement politique au mouvement social" (appel commun Verts, PCF, PS, Alternatifs, du début juillet 2003), les *mea culpa* ou les serments, mesurés à leurs définitions de "l'alternative", contre "l'alternance" évidemment, ou de la "rupture avec le capitalisme", et jugés à l'aune des attitudes politiques au Parlement ou dans la rue, ne se ramènent qu'à des replâtrages, destinés à reconstituer la "gauche plurielle" en vue des prochaines élections et à poursuivre obstinément la recherche d'un modèle de régulation du capitalisme. Sur le plan européen, un Tony Blair, ne craint pas de se déclarer "porteur de changement" et invite ses ministres à "se repolitiser"<sup>214</sup>. Instruit sans doute par la guerre contre l'Irak et ses suites glorieuses, il prend à nouveau l'initiative d'une voie médiane : "pas d'Europe sans les E.U." et réciproquement<sup>215</sup>, comme s'il existait le moindre risque de conflictualité autre que verbal, entre le grand chef et les petits.

Car, la situation créée par l'agression contre l'Irak appelle encore une ou deux remarques, eu égard au bicéphalisme du combat dominants/dominés, porté à sa tension extrême précisément par la globalisation. Il ne s'agit pas de se livrer, à l'instar des stratèges en chambre et des journalistes, qui se sont empressés de vendre la guerre "américaine", à un examen des forces en présence, sauf à saluer, comme elle le mérite, la dignité du comportement du peuple irakien, passée, quant à elle, sous silence. Nous restons dans l'optique des luttes, mondialisées elles aussi. L'événement majeur de ces derniers mois a consisté dans l'isolement des Etats-Unis. Pour la première fois, le patron de la triade était perçu pour ce qu'il est, le flic universel muré dans son mépris des autres et au-dessus des lois. Soumissions et complicités ont paru se défaire, comme en a témoigné l'attitude des gouvernements qui se sont prononcés contre la guerre et surtout l'opinion internationale, en vérité les peuples, clamant leur refus de l'hégémonisme. En dialecte texan, on commenterait : "les jeux sont faits" ("*The Game is over*"). La donne est nouvelle : la rupture opérée par l'*antiaméricanisme*, enfin libre de s'exprimer, et dont le flot charrie les alluvions des colères à venir<sup>216</sup>. Second constat : le colosse est atteint. Il est malade, point uniquement de son arrogance, mais de sa caisse, car il va devoir acquitter seul, cette fois, le coût de sa guerre, un coût qui viendra grossir une dette déjà monstrueuse<sup>217</sup>. Des surprises sont à en attendre. On ne donnera pas toutefois dans l'illusion d'une banqueroute fatale. Les anciens associés le resteront. Loin de constituer une dissidence, ils reconduiront la triade, E.U., Europe, Japon, en négociant de nouvelles alliances (le processus est en cours). Ces impérialismes subalternes et concurrents useront de la marge d'autonomie

---

214 Le 11 juil. 2003, à l'occasion de la conférence londonienne sur "la gouvernance progressiste" (cela ne s'invente pas).

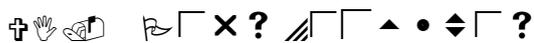
215 Entretien du 7 juil. 2003 dans **Die Zeit**, **El Pais**, et **Le Monde**.

216 Le terme d'*antiaméricanisme*, ou plus exactement d'*antiétatsunisme*, désigne en fait l'anti-impérialisme sous sa figure la plus repoussante. Le souci de ne pas assimiler le peuple des E. U. à son actuel gouvernement, ne le rend cependant pas complètement illégitime, si l'on veut bien tenir compte de l'étroite relation les unissant. 8 Etatsuniens sur 10 approuvent la guerre du fils, contre 9 sur 10 qui suivaient le père; le Congrès, le 23.03.03, arrête par un vote le principe d'une journée de prière et de jeûne, sans précédent depuis 1863; chaque réunion des représentants et du conseil des ministres s'ouvre sur une prière; 83% des Etatsuniens croient aux miracles, 53% au diable...Les mollahs ne sont pas tous musulmans.

217 Le coût d'une guerre "brève" était estimé à 500 milliards de dollars, avant que sa durée ne s'allonge. A noter que la Conférence de Tokyo, passée totalement inaperçue, réclamait 5 milliards pour résoudre le problème de l'eau dans le monde. Sur la situation de dépendance en capitaux et les faiblesses des E. U., voir Emmanuel Todd, **Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain**, Paris, Gallimard, 2002; dans un entretien pour **Magazine** (Beyrouth), le 10.03.03, le même auteur déclarait : "l'Amérique est un mendiant. C'est elle qui a besoin du monde" ("La guerre d'Irak va accélérer le déclin de l'Amérique").

conquise pour servir leurs propres intérêts, en accroissant zones d'influence, marchés et profits. Défions-nous de la dénonciation de l'*unilatéralisme* "américain", si prisée dans les cercles dirigeants, elle en appelle moins au polycentrisme des autonomies, qu'elle ne se fonde sur l'arrière-pensée d'un impérialisme à plusieurs côtés. Il serait vain, pour les travailleurs et les dominés en général, d'en attendre des retombées "libérales" internes. Ils feront plutôt les frais de nouvelles contradictions. Contentons-nous de penser que de nouveaux espaces s'ouvriront aux luttes anti-mondialisation, dans un contexte plus favorable. Ce pourrait être le cas si l'Europe, dans la logique de la "guerre économique". qu'esquisse la décision de Bruxelles de pénaliser certaines importations étatsuniennes, mettait à profit son euro fort pour faire pièce au dollar, plutôt que d'engager ses solidarités dans la constitution de sa propre armée. N'a-t-on pas soutenu, discrètement il est vrai, que l'une des motivations déterminantes de l'attaque anti-irakienne a précisément été ce fait que Saddam Hussein avait opté, dès 1999, pour l'euro dans la vente de son brut? Une telle perspective ne manquerait pas d'être stimulante. On n'aura pas l'illusion de croire que le système en serait gravement atteint, mais il est loisible de penser qu'à la faveur d'une contradiction interimpérialiste de ce type s'ouvriraient pour les pays du Sud quelques espaces de liberté économiques et politiques<sup>218</sup>. En principe, la monnaie européenne a été créée à cette fin.

Enfin, hors du cadre national qui n'est, bien sûr, pas une extériorité véritable, puisque la globalisation emboîte tous ses secteurs, la vieille règle, si opportunément oubliée des confusionnistes de toute obédience, tient toujours et s'impose sans tolérer d'exception : "les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant"<sup>219</sup>. Cette boussole exige comme sa conséquence l'élaboration d'un *nouvel internationalisme*<sup>220</sup>, dans lequel mouvement, réseau et forme-parti ne seraient pas exclusifs les uns des autres.



La tâche de "rendre son acuité au concept de révolution" ne saurait, sous peine de se rétrécir à une déclaration de (bonne) intention, se passer de protocoles de mise en œuvre. Elle se heurte, partant, à un paradoxe. Elle est nécessaire, urgente, actuelle et...pauvre en moyens de diffusion. Comment convaincre nos concitoyens, en particulier les premiers intéressés que sont les travailleurs, mais certes point eux seuls, de passer de la résignation à l'action et de crever les carcans de l'idéologie dominante, quand les accès aux médias de masse, autre conséquence de la globalisation, sont si étroitement verrouillés? Pierre Bourdieu, avec sa lucidité habituelle, en faisait le constat : "Un des grands obstacles à la constitution de forces de résistance est le fait que les dominants contrôlent les médias comme jamais dans l'histoire"<sup>221</sup>. Que peuvent une affichette, un tract, une brochure, un journal, une revue ou un livre

218 A moins que la "faiblesse chronique" de l'euro, due, selon M. Delhommais, au "déficit de libéralisme", dont l'Europe souffrirait vis à vis des E.E., n'interdise cette hypothèse (Le Monde du 22 juil. 2002)

219 Le **Manifeste**, éd. cit., p. 119.

220 Cf. supra, II.4.

221 Cité dans **PLPL**, n°8, févr. 2002. Cf. également Geoffrey Geuens, **Tous pouvoirs confondus. Etat et capital et médias à l'ère de la mondialisation**, Bruxelles, EPO, 2003.

tirés à quelques centaines, voire à quelques milliers, d'exemplaires, face à la grande presse d'un Murdoch, dont on sait le rôle qu'il a joué pour soutenir T. Blair pendant l'agression contre l'Irak, ou d'un Sprenger? Quelle commune mesure entre un meeting (intelligent) faisant salle comble, avec 500 personnes, et une émission d'information (débile) touchant des millions de téléspectateurs ? Ce n'est pas que fasse défaut la littérature (ouvrages et revues) sur des questions, telles que la violence au travail, la guerre impérialiste ou les malfaisances de la mondialisation, elle est, au contraire, nombreuse et souvent excellente, mais elle se voit barrée par les censures bien-pensantes jamais affichées. Car la censure, d'être insidieuse et inavouée, n'en sévit pas moins dans nos démocraties de libre expression. Trois sources l'alimentent. Les médias "qui font l'opinion", personnels compris, sont, pour la plupart, entre les mains des grands groupes industriels ou financiers. Les cohortes d'intellectuels Hi Fi, ou serviles, ou (ex)repentis, ou narcissiques, ont tous en commun carriérisme et goût prononcé pour les prébendes<sup>222</sup>. Et, bien entendu, le pouvoir politique<sup>223</sup>, joue tantôt les Big Brother et tantôt les chattemites.

On évoque parfois les possibilités offertes par le net et les divers moyens d'échange électronique, ils sont certes libres, mais ils ne concernent qu'une petite minorité d'utilisateurs. Exiguë, la voie d'une réplique au défi existe, qui conjugue la prise de conscience, ou lutte idéologique, et la pratique politique, ou mobilisation militante. Les résultats, on le sait de longue expérience, n'obéissent pas au volontarisme, ils sont les produits du rapport de forces. Les barricades de 1968 ont fait davantage pour la lecture des auteurs marxistes, dont les éditeurs les plus conservateurs se disputaient les droits, que n'importe quelle propagande politique. Les grandes grèves de 1995 commencent à hanter l'horizon théorique et pratique du nouveau millénaire. Et, qui sait, l'esprit de Bandung va peut-être souffler à nouveau.

Ajoutons que l'acuité se niche aussi dans la langue. Des vocabulaires ont fait leur temps, pas forcément "de bois", mais inaudibles aux jeunes oreilles. Les mutations de conjonctures ont imposé styles et mots. La réalité concrète est en train de remettre au goût du jour, sous les plumes les moins accueillantes : *classes, lutte de classes, capitalisme, exploitation, impérialisme* et même *révolution*, à peine sorti des métaphores du marketing et du scientifico-technique pour revenir au politique. Quelle autre conceptualisation en effet, que celle issue de Marx pourrait permettre la compréhension du présent ? On ne peut sous-estimer non plus qu'en dépit des censures, des manipulations, des hypocrisies et des impostures, à grande échelle, la connaissance fait son chemin et, je l'ai déjà dit, l'information circule. Il est à la portée de chacun et de n'importe qui, intéressé ou pas, à condition que sa tête sorte du sable où on l'a enfouie, de se convaincre de la vérité de ce temps, savoir que le SYSTEME, quel que soit le nom qu'on lui donne, capitalisme, néolibéralisme ou impérialisme, est l'accusé et le seul accusé. La vigilance n'est pas seulement nécessaire, elle est possible. Le parcours ci-dessus n'est certainement pas

---

222 Vieille histoire que celle des intellectuels stipendiés. Voir l'édifiante enquête de Frances Stonor Saunders, **Qui mène la danse? La CIA et la guerre froide culturelle** (Paris, Denoël, 2003), qui raconte comment le "Congrès pour la liberté de la culture", créé par la CIA, a, de 1950 à 1979, manipulé, *volens nolens*, la fine fleur de l'intelligentsia européenne.

223 Qui, de droite, comme de gauche a laissé complaisamment se constituer des empires de presse. En France, depuis 1970, un Hersant a acquis **Paris Normandie, Le Figaro, France soir, Le Dauphiné libéré, L'Aurore, Le Progrès, l'Union, Nord Eclair, Le Courrier de l'Ouest, L'Ardennais, Les Dernières nouvelles d'Alsace**,... avant de s'étendre à la télévision.

allé assez loin, ni assez profond. Sans parler du flot incessant des données, des paradigmes entiers lui auront échappé. Il tient néanmoins pour indéniable que la globalisation a fait de la violence son expression privilégiée, qui frappe prioritairement les dominés, les exploités de la terre entière, mais pas eux seuls, tous les hommes et les femmes qui vivent aujourd'hui. Car les propriétaires, les maîtres ne sont pas davantage assurés de leur survie. Répétons : le discours de la sécurité et le discours du terrorisme sont des violences, engendrant des violences. La guerre comme politique est une violence. Le harcèlement au travail est une violence. Le marché est une violence. La corruption est une violence. La justice de classe est une violence. La télévision est une violence. Le chômage et l'exclusion sont des violences. Entre autres formes. Qui proviennent toutes de ce même moule : la violence que le capital fait au travail. La réponse dès lors ne peut surprendre. Elle est celle de la révolution, qui n'est ni un programme, ni même un désir, dont l'exigence monte de la souffrance massifiée, de la dignité foulée aux pieds et de l'inlassable misère. Elle ne se tient pas dans les lointains. Elle est au coin de la rue. Elle ne table pas sur l'infarctus du mode de production, elle s'emploie sans délai à le provoquer. Elle ne veut pas l'embrassement général, elle fait feu de tout bois. Par exemple, du plus petit refus de croire, à l'occasion de la plus petite protestation, que la réformette espérée, peut aboutir à un autre résultat que la reconduction du système. Ce sera un bon entraînement pour les affaires plus importantes, du genre privatisations, retraites, sécurité sociale, qui demandent des mobilisations d'une autre ampleur, mais toutefois, pour la conscience, rien de plus que ce petit refus de mise en train. Car, ça et là, l'illusion dure que réforme après réforme, on finira par y arriver. Mais à quoi? Des réformes, ce ne sont pas des mines, en face ils ont ce qu'il faut pour les désamorcer, l'une après l'autre, l'air de rien, pendant qu'on guette les fissures. Ce ne sont pas non plus des briques pour bâtir une maison, comme ça, brique après brique. A côté de l'autre? A sa place? Même les meilleurs esprits y ont cru, au syndicat, au parti, dans la théorie. Et y croient parfois encore. Non sans raison, -"un bon tiens! vaut mieux que deux tu l'auras!". Mais si on est à bout de patience, si on ne peut plus attendre, comme celui qui a faim, qui est privé d'eau, qui est malade ou blessé? N'opposons pas au gros garde-fou du petit refus que dans *nos* démocraties, on n'en est pas là. C'est le meilleur moyen de resserrer le licol et d'en reprendre pour une génération. Inutile de noircir le tableau en allant chercher du côté du Tiers-monde. Restons chez nous, d'en France, un pays civilisé, apaisé, policé, consensuel, développé, bon PIB, bien classé, influent, d'un mot, riche. Encore que l'on ne saurait passer à la trappe que ledit beau pays a cessé d'être le modèle en matière d'alphabétisation, puisque l'illettrisme, comme on dit pudiquement, y progresse avec régularité; qu'il détient ou approche le record du monde pour la consommation d'anxiolytiques, le harcèlement moral (cf. supra), ou le suicide des jeunes, mais également, - bonjour, M. Freud !, pour la possession d'animaux de compagnie (entre 14 et 16 millions) et la jouissance d'or domestique, particulièrement sous la forme de bijoux. Que se passe-t-il donc? Je n'aurai pas la cuistrerie d'établir un bilan, forcément incomplet et que chacun a sous les yeux, de notre gouvernement<sup>224</sup>, sinon pour dire, ce que chacun sait également, que derrière sa papelardise se

224 Cf. le dernier en date, qui n'omet rien : "La réaction sur toute la :ligne" de Denis Collin, in **Utopie critique**, n° 26, juin 2003.

dissimule (si peu) la férocité de sa détermination à appliquer les consignes du néolibéralisme le plus orthodoxe, sous la double (auto-)fêrûle du MEDEF et de la C.E. On bavasse le "dialogue" à tout propos pour ne lâcher rien sur rien. Un seul exemple de cette politique *de classe*: le même jour (23.VII.03), la presse faisait état de deux dispositions, l'une portant sur la réduction du revenu du Livret A de la Caisse d'épargne (2,25% au lieu de 3%), l'autre sur des abattements de l'impôt sur la fortune. Quelques jours après, arrivaient le procès en règle d'Air France et d'EDF/G.D.F, préparant leur vente, et la réduction des indemnités des employés des entreprises en faillite. Juste à côté, la non moins riche Allemagne liquidait d'un coup ses restes de keynésianisme: assouplissement du droit des licenciements, réduction des allocations de chômage, suppression de toute contribution patronale à l'assurance maladie, recul de deux ans de l'âge de la retraite. Cependant qu'au plan mondial l'Accord Général dur le Commerce des Services (AGCS) organise la déréglementation totale, grâce à laquelle rien n'échappera plus au marché. Se tourner vers l'international n'apportera aucune consolation : les crimes y sont moins visibles, parce que *nos* démocraties ne sont que des seconds couteaux, mais elles partagent les responsabilités avec la SuperViolence, dans toutes les instances qu'elles contrôlent ensemble, - ONU, OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC, les actions qu'elles engagent,- guerres préventives, surexploitation, et les discours qui les légitiment, -de la sécurité, du terrorisme.

Or, si le petit refus hygiénique (cf. supra) n'existe pas, si les organisations syndicales point encore complètement apprivoisées ne renoncent pas à présupposer le bon vouloir des partis-sans-laisser-d'adresse-de-gauche, alors l'ensablement des têtes et le cassage de bras se prolongeront, inimputables uniquement à la droite. Déjà les travailleurs prennent leurs dispositions en radicalisant leurs luttes et en créant leurs propres structures, à distance d'organisations timorées et promptes aux compromis. Des réactions de violence ont commencé à se manifester, visant l'outil de travail ou l'atteinte aux biens (MacDonald, culture OGM, bâtiments du MEDEF ou de la CFDT, barrages des villes...). Signe sûr de ce qui n'est pas assimilable à une pathologie de la vie sociale, car ceux qui en profitent n'en prospèrent pas moins, mais bien la carence des thérapies de ses malfaisances : la montée des régressions de tous poils qui, comme les rats, quittent les cales et envahissent les ponts: communautaires, identitaires, ethniques, religieux<sup>225</sup>. Le culturel n'y échappe pas, avec une littérature de quatre sous, dont la prétention langagière cache l'indigence des trames (du genre "mon cul et le monde"), un cinéma de bobosbeaufs, une philosophie du ressassement pour infirmes de la pensée, une musique d'usine fatiguée. La chanson "française" elle-même est pissée à la chaîne par les "majors". Il existe des exceptions, par bonheur, dont les tiges pointent à travers le sol craquelé. Au féminisme hélas en recul, on porte d'ultimes estocades, qui le renvoient à la maison, comme disait l'autre<sup>226</sup>. Une trinité qui ne s'invente pas, composée des E.U., de l'Arabie saoudite et du Vatican, s'est opposée, au sommet de la Terre de septembre 2002, à la mention des droits de l'homme dans le chapitre consacré à la santé des femmes. Le refus de l'avortement et la

---

225 Sur l'identité, cf. G. L. , "A quoi sert l'identité ?", in " 'Pensée unique' et pensées critiques", **L'Homme et la Société**, n° 135, 2000/1, Paris L'Harmattan.

226 **Je rentre à la maison**, titre d'un livre inoubliable de Mme Collanges.

pratique de l'excision auront ainsi de beaux jours devant eux. L'engouement pour le patrimoine, qu'il soit officiel, une fondation par ci, une cérémonie par là, ou individuel, je te gratte une chapelle, je t'archive un graffiti, ne témoigne-t-il pas de quelque appréhension de l'avenir? Et si le devoir de mémoire servait à momifier le présent? Le succès télévisuel des *lofts* et la "culture poubelle"<sup>227</sup> qu'il représente, ne consacre-t-il pas, pour les corps singulièrement, l'impuissance à toute créativité? On pressentait bien que le capitalisme n'avait pas de lendemain...

C'est pourquoi, tous les coups sont permis, les bons, les mauvais, les bas, les fourrés, les tordus, de main, de poing, de pied, d'éclat, de Jarnac, etc. Le capitalisme n'est pas en crise. Il continue à faire son boulot. Les dominants, depuis deux siècles, retombent toujours sur leurs pattes et leurs paquets de fric. La bourgeoisie, c'est leur nom collectif, agit conformément à sa nature; elle dupe, ment, abaisse, humilie, ruine et tue, le cas échéant.

Si l'adéquation de la *violence révolutionnaire* à la situation engendrée par le capitalisme globalisé est indiscutable, elle est pourtant rejetée avec une indignation véhémement par l'éventail complet des "familles politiques", exception faite pour des secteurs de l'extrême-gauche. Les faillis<sup>228</sup> cherchent sans doute dans ce déni la rémission de leurs péchés. Las, en délestant la nacelle du "Grand soir", de la dictature (du prolétariat) ou de l'internationalisme (prolétarien), on croit prendre de la hauteur et se refaire une virginité...sans pouvoir enrayer la chute. "Spirale", ou "cycle", la violence, dépouillée de tout épithète, est élevée au rang d'entité métaphysique dans les discours dominants du terrorisme et de la sécurité. Tous attendent de ce consensus sacralisé, qui convoque la morale, le droit et la religion, l'enfouissement de la violence réelle inhérente aux rapports sociaux inhérents au système. Face à une telle muraille de mauvaise foi, on a vergogne à rappeler quelques évidences. Contrairement à ce que le chœur des "belles âmes" tente d'inculquer, l'action violente n'est jamais l'objet d'un choix. En règle générale, la violence, qu'elle soit individuelle ou collective, surgit de la souffrance. La donner comme un choix, c'est cacher sa source. Les "partisans de la violence" y sont acculés par un destin qu'ils n'ont nullement élu. S'agissant singulièrement des dominés, il est de la dernière indécence de leur imputer une violence dont toute l'histoire prouve qu'ils sont les premières victimes. Il est vrai que la viande humaine est concernée, qu'elle souffre et que le sang souille la rue. Ce qui n'est pas le cas à la Banque et (très) rarement le cas dans un ministère. Car la violence réprouvée vient du démuné, du pauvre, de l'exclu, de tous ceux qui "n'en peuvent plus" et n'ont d'issues que barrées. La jeune palestinienne qui se fait sauter avec sa bombe artisanale dans une discothèque israélienne tue moins de "civils innocents" que si elle se trouvait aux commandes d'un bulldozer, d'un char ou d'un avion chargé de missiles, ou encore penchée sur une carte d'Etat-major dans quelque Q. G.. Sa technologie se réduit à son corps. Sa vie est tout ce dont elle dispose pour défendre la terre qu'on veut lui voler. Le peuple qui voit en elle une héroïne a raison. Son nom figurera sur le monument érigé au centre d'Al Qods, capitale de son futur Etat. La

---

<sup>227</sup> Sous ce titre *Cultura basura*, le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone, présente, jusqu'à la fin août 2003, une exposition d'une facture tout à fait originale.

<sup>228</sup> Cf. supra, III.

violence dominante a beau jouer à l'offensée en parlant de "représailles", c'est la violence dominée qui est réplique, jamais à l'initiative. La violence de l'opprimé est *libératrice*, celle de l'opresseur est *brutalité* comme Jean Genet l'avait bien vu<sup>229</sup>.

Ni le procès révolutionnaire, ni la guerre d'indépendance, ni la dictature démocratique ne présupposent des formes de violence ouverte. Elles ne sont pas inscrites dans leur nature. Les leur impose la puissance répressive de l'ordre établi. Si l'alternative était possible, il ne fait pas de doute que la voie pacifique serait préférée. Elle demeure à l'horizon. Or, on l'aura compris, la logique de la globalisation actuelle limite à l'extrême, pour ne pas dire annule, les marges d'intervention.

Les endormissements, les résignations, et les soumissions n'auront qu'un temps. Les conditions sont d'ores et déjà réunies pour qu'éclatent, aux endroits les plus inattendus, soulèvements de masse, insurrections, révoltes sanglantes ou actes "terroristes", que les bonnes consciences vilipenderont de leurs cris d'orfraies. Aux révolutionnaires d'entendre la désespérance et de la répercuter en vouloir de changer le monde existant.

*P.S. L'écriture de ce texte a largement fait appel à l'actualité. Il appartiendra au lecteur, s'il le souhaite, en ayant recours à la masse de matériau qui lui est fournie quotidiennement, de le tenir à jour.*

(\*) Inédit, mars-juil.2003. Avec la collaboration de Thierry Labica.

### ***La vis*** (\*)

Bien sûr s'il y a une vis  
Même petite  
Et si tu sais où elle se trouve  
Bien sûr si elle n'est pas rouillée  
Ni cassée  
Bien sûr si tu as un tournevis  
A la bonne dimension  
Bien sûr si tu sais comment arrêter la machine  
Pour la repérer la vis  
Bien sûr si tu sais comment il faut faire  
La resserrer, la desserrer, la limer, l'enlever  
Pour gripper la mécanique  
Ou peut-être la bloquer  
Qui sait la détruire

---

229 Cf. "Violence et brutalité", in **L'ennemi déclaré**, Paris, Gallimard, 1991, p.199 et suiv.

La faire sauter

Bien sûr

Après c'est facile

(\*) Inédit, avr.2002

## CONCLUSION

### Quelques aspects de la lutte idéologique aujourd'hui (\*)

Sans m'embarrasser d'un trop long préambule, je me propose de parler de nous, c'est à dire des intellectuels. Non pas des intellectuels en général, qu'il serait fort malaisé de définir, mais de nous, intellectuels qui nous réclamons du marxisme ou qui nous disons marxistes, donc révolutionnaires, les deux termes étant par principe équivalents. Si on les a séparés, ce n'est pas de ma faute. La question d'où je partirai est la suivante : est-ce que, en raison justement de cette équivalence, nous voulons encore aujourd'hui transformer le monde ou participer à sa transformation? Le préalable consiste à nous demander : quel monde devons-nous transformer? Ce qui nous conduit à interroger les représentations, c'est à dire l'idéologie, dont je rappelle qu'Ernst Bloch, dans son **Principe Espérance**, la définissait comme étant "l'harmonisation prématurée des contradictions sociales"<sup>230</sup>.

Je dis tout de suite mon sentiment qui repose sur le constat d'un double retard, de notre fait, ce "notre" s'entendant collectivement, point vous ni moi sans doute, en tant qu'individus nommés. Il s'agit d'un retard par rapport à l'idéologie dominante, le libéralisme, et d'un retard sur le réel lui-même et la conscience encore diffuse qu'en prennent les travailleurs. D'un mot, nous ne sommes pas à la hauteur des tâches qui sont les nôtres ou que nous devrions remplir. Deux formules traduisent l'espace de ce manque. La première est ancienne, elle vient de Julien Benda fustigeant, en d'autres temps, "la trahison des clercs". La seconde, plus proche, évoque "le silence des intellectuels". Permettez-moi de me référer à deux périodes successives, celle de *trop d'idéologie* et celle de *pas d'idéologie*. Durant les années fin 60 début 70, on a eu affaire à une véritable inflation qui se traduisait par la multiplication des -ismes : stalinisme, trotskisme, althussérisme, gauchisme, maoïsme, révisionnisme, etc., et les affrontements auxquels elle donnait lieu avaient ceci de particulier qu'ils se produisaient au sein du même camp, ou de la même famille, de frères ennemis donc. Laissons de côté le débat sur la nature des événements, s'ils furent révolutionnaires ou non, qui ne nous intéresse pas ici. Notons que ce "trop plein" faisait la fortune des éditeurs de toutes obédiences. C'était à qui sortirait le plus rapidement son Boukharine, son Préobrajenski, son Pannekoek, son Pasukanis ou, bien sûr, son Marcuse, abandonnant les classiques, Marx, Engels et Lénine, à leurs maisons traditionnelles (essentiellement les Editions sociales, pour la France). Il était du dernier chic d'opposer quelque "hérétique" à "l'orthodoxie" communiste. Se vérifiait par là, je le mentionne au passage, la vieille règle selon laquelle la publication elle-même des oeuvres contestataires correspond à l'état des luttes sociales.

Comparée à cette période, la nôtre: est tout à fait différente. Je la caractérise par la métaphore des "trois murs" du mur de Berlin au mur du silence, qui dissimule le mur de l'argent. C'est ce qu'on a appelé "la fin des idéologies". L'expression, due à un intellectuel, qui n'appartient pas à la catégorie que j'ai retenue, qui est un idéologue au service du Pentagone, donc de l'autre "camp", n'est pas dénuée d'intérêt.

---

230 Trad. fçse, Paris, Gallimard, 1976, T.I, p. 190.

Elle enregistre littéralement un trait fort de notre situation, savoir que la fin des empoignades n'est pas uniquement une conséquence de l'effondrement des pays du socialisme dit réel, et donc à la disparition du principal concurrent du capitalisme, qui valait ce qu'il valait, mais bien au constat d'une fin, puisque seule demeure en piste l'idéologie libérale. Cette fin, accompagnée de tant de louanges sur l'assimilation marché-démocratie, n'a rien d'une déclaration de principe ou d'une décision philosophique, comme on l'a parfois cru. Elle correspond très exactement à la phase de développement du mode de production capitaliste, dont Marx avait établi l'hypothèse, quand il parlait du "fétiche automate", de l'équation "A-A'", où l'argent faisait de l'argent, comme le poirier portait des poires<sup>231</sup>. Le règne du capital financier, de la spéculation et de la bourse, dispense de toute référence théorique, fut-elle imaginaire. Elle n'a même plus besoin d'une autre temporalité que celle de la corbeille : Fukuyama a raison, c'est la "fin de l'histoire", qui explique la mort de tout "récit", grand ou petit. Les économistes, et je précise que je n'ai rien contre eux, illustrent parfaitement ce phénomène. Leurs diagnostics d'inflation, de récession, de stagflation, de variation des taux, etc., s'avèrent incapables de prévoir trois jours à l'avance ce qui va résulter de la "régulation par le marché", c'est à dire de l'anarchie boursière. Ils ressemblent en cela aux météorologues, contre lesquels je n'ai rien non plus, qui sont beaucoup mieux assurés du temps qu'il a fait que de celui qu'il va faire.

Le libéralisme est une doctrine de l'instantanéité. Le projet ou, à plus forte raison, l'action concertée des individus obéissant à un plan, n'y occupe aucune place. Le *winner* d'aujourd'hui est le *looser* de demain. En excellent connaisseur, M. Soros nous en apprend plus là-dessus que les plus savantes (et creuses) analyses. J'ajoute que du financier au politique la conséquence est bonne, concernant les individus, soumis à de semblables mésaventures, et également les méthodes, car, dans nos sociétés, *la gestion a pris le pas sur la politique*. L'absence ou l'effacement partout relevés, et tantôt célébrés, tantôt déplorés, de démarcation entre droite et gauche dans les pratiques de gouvernement, n'ont pas d'autre origine. Les politiques libérales, qu'elles soient conservatrices et réactionnaires ou social-démocrates, un peu plus "sociales", ici, ou prétendues telles, un peu moins, là, dures ou molles, marchent, par définition, aux *consensus* gestionnaires, qui s'accommodent, pour la galerie, de quelques bémols, outrancièrement présentés comme "alternatives". C'est pourquoi *le libéralisme est l'idéologie de la fin des idéologies*. On connaît les ralliements qu'il a provoqués. Je n'évoque que pour mémoire, car ce serait trop facile, ces "révolutionnaires" soixantehuitards convertis en hauts fonctionnaires, en PDG, en patrons de presse ou en députés verts et roses, dont les itinéraires suffiraient à jeter un doute sur la nature de leurs engagements de jeunesse... Foin de ces "plans de carrière", il est assurément plus affligeant de regarder vers tous ceux qui sont demeurés attachés au vouloir de changement social, au sein des formations communistes ou socialistes ou sans appartenance partisane, mais qui, accablés d'une conscience de culpabilité historique, ne sont parvenus ni à mener à terme leur conduite de deuil, ni, et surtout, à rester en éveil critique face au triomphe du libéralisme. Tout se passe comme si, quinze ans

---

231 *Le Capital*, Paris, Editions sociales, 1959, T.III, 2, ch.XXIV, p. 55-56.

après, ils cherchaient à faire oublier leur période qualifiée de "sectaire" par leurs adversaires et parfois par eux-mêmes, alors que la période en question, ses tenants et aboutissants, a été l'objet de la part précisément d'intellectuels marxistes des examens les plus rigoureux et les moins complaisants. Le vrai reproche est ailleurs. Il dénonce dans le dogmatisme la prétention de détenir la vérité et chez les dogmatiques la volonté de la faire partager et même de l'inculquer. C'est à cela qu'il convient, une fois pour toutes, de renoncer, la peau dont il faut se défaire.

"*Marxismo e verità*"<sup>232</sup>, ne sommes-nous pas au cœur de notre colloque? Malheureusement la leçon qu'en tirent nos intellectuels "de gauche" donne dans un complet renversement. Selon eux, il n'existerait pas de vérité, ou, "à chacun sa vérité", comme disait Pirandello; d'où les vertus accordées au dialogue, au débat, à la confrontation des points de vue, ou, encore une fois, au *consensus*. Cette mauvaise conscience s'épanouit dans la nuit où toutes les vaches sont grises. J'ajoute qu'en dépit des apparences, son conformisme idéologique reconduit l'ancienne attitude. Comme l'assurait un personnage d'une vignette humoristique, parue dans la presse de R.D.A., après l'annonce de la dissolution du Parti : "*Das Partei hat immer Recht!*" ("Le Parti a toujours raison"). L'adoption du vocabulaire de l'idéologie dominante, dont je ne puis parler longuement, reflète avec docilité ces glissements, aussi bien pour les termes effacés, *-classe*, par exemple, que pour les promus, *citoyen* mis à toutes les sauces<sup>233</sup>. L'exemple des pays socialistes se précipitant vers la démocratie des supermarchés, sous les applaudissements de l'ensemble du "monde occidental", va dans le même sens.

Permettez-moi de donner quelques rapides illustrations de cette démission de la pensée critique. L'énorme succès de vente, d'abord aux E.U., qu'a connu l'ouvrage de Hardt et Negri, est tout à fait révélateur. Pour n'en retenir que cet aspect, car, en Italie, **L'Ernesto**, par exemple, a fait le nécessaire<sup>234</sup>, je dirai que ce pavé indigeste a rendu l'éminent service de régler la question des étiquettes. *L'impérialisme* y prend la figure de *l'Empire* tandis que les *classes* se fondent dans la *multitude*. Du même coup, la conscience malheureuse peut reprendre des forces et des couleurs, afin d'introduire un peu d'autre, rose, dans le même du débat libéral, au moment précisément où il ne semble pas possible de ne pas qualifier d'*impérialisme* la politique internationale du capital et de ne pas parler de *classes* pour comprendre les formes émergentes des luttes antisystémiques. La querelle qui, en France, se mesure déjà en kilos de papier imprimé et en tintamarres d'invectives, autour de "l'anti-américanisme" est tout aussi éclairante. La "gauche" se trouve littéralement acculée à la défensive face à l'imputation dont se gargarisent les médias qui amalgame anti-américanisme, anti-sionisme et antisémitisme. Faute du, ou plutôt au nom du refus de juger *impérialiste* la politique des E.U. et *colonialiste* celle de l'Etat d'Israël, elle s'empêtre dans les filets de l'idéologie dominante, dont elle n'est plus que la vassale. Le quotidien **Le Monde** (11.04.03) a reproduit un article d'Adriano Sofri, toujours détenu comme gauchiste, paru dans **La**

---

232 C'était l'intitulé du colloque, organisé à Naples les 6 et 7 juin 2003, par l'Associazione culturale marxista, d'où ce texte est tiré.

233 Cf. *supra*, Section II, 4.

234 Dans plusieurs livraisons, dont celles de mai/juin 2002 (art. de John Bellamy Foster) et de mai/juin 2003 (art. de Luigi Cavalirro).

**Repubblica**, dans lequel Sofri, justifiant les objectifs de guerre étatsuniens en Irak et prenant la défense d'Israël, se déclare "Pour l'occident sans majuscule". Vous voyez que les préoccupations lexicales sont au premier plan. Il ne reste plus qu'à élaborer la théorie post-moderne de la disparition de frontière établie entre gauche et droite et à chanter l'Internationale en votant Chirac, aux élections présidentielles d'avril 2002. Quelques *Think Tanks*, à la française, peuvent ainsi se vanter de regrouper patrons d'entreprise, banquiers, élus conservateurs et responsables socialistes et communistes. Un sommet est atteint, en vérité le fond est touché, sous nos yeux, avec la campagne d'une rare violence déclenchée contre Cuba, à la suite du récent procès et des condamnations à mort qui y furent prononcées. Quelques-unes des plus hautes consciences morales progressistes et certains ténors politiques n'ont pas craint de joindre leur protestation au concert de la réaction internationale. Un Saramago ou un Wallerstein mêlant leur "Ca suffit!" aux menaces déclarées du Pentagone, la confusion est hélas à son comble. De Paris, A. Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, n'est hélas pas en reste et le P. C. F. se signale, entre tous ses homologues, par son refus de manifester quelque forme de solidarité que ce soit. En plein climat d'agression impérialiste mondialisée, quelle éclatante victoire pour l'idéologie dominante!

Car, c'est bien d'impérialisme qu'il s'agit et de la réplique anti -impérialiste qui s'impose. Contrairement à ce que l'on cherche à faire dire au terme d'anti-américanisme, l'impérialisme ne se limite nullement aux seuls E. U., il englobe la "triade", Europe et Japon inclus. Toutefois une distinction s'impose entre impérialisme dominant et impérialismes subalternes. La concurrence qui continue à les diviser ne ressemble en rien à celle d'autrefois, qui pouvait aller jusqu'aux conflits armés, elle ne franchit guère la ligne des déclarations d'intention. On le voit, comme prévu, aux efforts déployés par les "anti-guerre", les Chirac et autres Schröder, pour reprendre leur place dans la sainte alliance, une fois la "victoire" remportée par le parrain de la Maison Blanche. Et l'Europe, qui n'a rien fait, des décennies durant, pour contraindre Israël à respecter le droit international, s'empresse de voter des sanctions contre Cuba.

J'en viens à une dernière remarque. Elle porte sur la réponse qu'il est possible d'apporter à ce phénomène de trouble extrême qui s'est emparé des intellectuels et qui les condamne à la soumission. La réponse se trouve dans la situation actuelle. Que constatons-nous depuis le fameux 11 septembre 2001, qualifié de "bénédition" (*Hanouka*) par un dirigeant israélien<sup>235</sup>? Sinon que les E. U. ont définitivement opté pour *la guerre comme politique*, ou, selon l'expression de M. Bush, "la guerre infinie", qui entraîne la théorie de la "guerre préventive"<sup>236</sup>. Il convient de retourner la formule si éculée de Clausewitz : *la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens*. Ce choix est conforme à l'histoire étatsunienne. Je n'insisterai pas, sauf pour souligner qu'il est dans le droit fil d'une tradition, conférant à la liberté une valeur centrale, ainsi que nous le rappelait précédemment Ugo Dotti. Quelle liberté? Celle d'entreprendre assurément, qui ne se préoccupe guère de s'enjoliver, qui veut vaincre pour dominer,

---

235 Il s'agit du chef du Mossad, se félicitant, au lendemain de l'événement (cf. la presse) "du miracle de la Hanouka du 11 septembre", cependant qu'un présentateur de la télévision de Tel-Aviv affirmait "nous sommes le 51<sup>ème</sup> Etat américain".

236 Cf supra, Section II, 4.2.

avant-hier les Indiens, -seul génocide à peu près réussi de l'histoire, hier les Noirs, -toujours objet de discriminations féroces, et, de nos jours, les musulmans qui ont succédé aux rouges, étant entendu qu'est chaque fois jugée indispensable *l'invention d'un ennemi*. Le langage d'un manichéisme infantile est chargé d'habiller de religion la défense et apologie de la propriété. La tradition de la "vieille Europe", en regard, paraît quelque peu différente, en ce sens que la catégorie de l'égalité, -produit des luttes populaires et non tombée du ciel, y joue encore un rôle privilégié, y compris au sein des droites, forcées de l'intégrer à leurs discours. Sans doute, l'Eden des droits de l'homme, où règne le seul échange mercantile, s'emploie-t-il à gommer les différences, en réservant le même sort libéral à l'égalité et à la liberté, une certaine résistance toutefois parvient à se manifester.

Je laisse à regret cette typologie pour revenir à l'actualité. Etroitement liés, le *discours de la sécurité* et le *discours du terrorisme* entendent interdire toute autre forme d'expression et assurer l'hégémonie militaro-économique de la superpuissance. Dans cette logique, la militarisation s'étend au domaine économique et les politiques libérales démantèlent le public, le national et le social, en multipliant les mesures répressives. Or, c'est justement une telle situation qui rend vigueur et efficacité aux concepts marxistes. Qui les rend visibles à la fois sur le plan de l'intelligence des contradictions en travail dans le monde, dont nulle autre théorie ne dresse un état satisfaisant, et sur le plan des pratiques en cours d'*altermondialisation*, si bigarrées soient-elles. J'ai rappelé que les responsables politiques du "camp de la paix" s'empresaient de rallier le vainqueur, mais on ne saurait faire bon marché de l'opinion populaire qui, sous la forme d'un raz de marée sans précédent, dans le monde entier, les a appuyés et souvent devancés et radicalisés. Ne représente-t-elle pas une puissance de contestation, avec laquelle il faudra désormais compter?

Le temps est donc venu pour les intellectuels qui se disent marxistes ou se réclament d'une gauche digne de ce nom, de s'affirmer comme tels. Au diable culpabilités, prudences et lâchetés, l'exigence de dire à *quel camp on appartient* fait retour. Elle est ancienne et tient ses lettres de noblesse d'une tradition dont les moments ont eu nom Voltaire, l'affaire Dreyfus, les guerres du Viêt-nam et d'Algérie, Sartre, Genet, ou, plus près de nous, Bourdieu. On pourra invoquer tous les *post-* que l'on voudra, -modernisme, capitalisme, socialisme..., on ne changera rien à ce fait que les rapports sociaux demeurent déterminés par la lutte, par le conflit, et non par le "dialogue" et ses manigances. Le *rapport de forces* et la *lutte de classe*, qui a pris une dimension internationale avec la mondialisation, conservent leur valeur de critères. Oui, il existe des ennemis, des salauds, des traîtres. Point n'est besoin d'on ne sait quelle vérité révélée, pour crever les miroirs politico-médiatiques, il y suffit de se tenir du côté des dominés et de la perception de ce qui sert leur combat. Sans doute la lucidité ne va-t-elle jamais de soi et les grandes causes sont-elles rarement transparentes, les moyens théoriques n'en existent pas moins d'extraire, sous les faux semblants et les mensonges, la positivité (de classe) qui se tient, par exemple, puisque j'y ai fait allusion, dans l'anti-américanisme, l'anti-mondialisation ou les affrontements sociaux les plus quotidiens. S'il est vrai

que la vérité "c'est ce qui emmerde", disait le circonspect Valéry, eh bien soyons, avec l'Incorruptible ce coup-ci, ses "surveillants incommodes".

(\*) A paraître dans **Marxismo Oggi**, Rome, 2003; une version abrégée a paru dans **Le Manifeste**, n°0, Paris, sept. 2003.

\*\*\*\*\*

Proposition pour la 4<sup>ème</sup> de couverture

"Georges Labica offre, comme il le dit lui-même, à tous ceux qui refusent le "Nouvel ordre mondial actuel" et luttent pour le changer radicalement, ce bilan d'une œuvre, à la fois théorique et militante, longuement mûrie.

Qu'il s'agisse des mots, des concepts ou des choses, étroitement imbriqués, la pensée critique, dont Marx demeure la référence obligée, ne saurait rien laisser en l'état de ce qui constitue notre présent. La leçon en est limpide. Démocratie et révolution apparaissent plus que jamais comme indissociables. La démocratie pour la révolution, la révolution pour la démocratie : il n'est pas d'autre programme dans la lutte de classes anti-libérale et anti-impérialiste, où la violence dominante, parvenue à des formes extrêmes, appelle la violence révolutionnaire des dominés, comme sa seule réplique adéquate."